

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'Institut Américain de Droit International

Son Rôle et Son Œuvre

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(Sciences Politiques et Économiques)

Présentée et soutenue le Vendredi 11 Juin 1926, à 2 heures

PAR

STÉVAN TCHIRKOVITCH

Diplômé de l'Université de Belgrade

Président : M. A. DE LAPRADELLE, professeur.

Suffragants : MM. BASDEVANT, professeur.
Gilbert GIDEL, professeur.

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

Libraire de la Cour d'Appel et de l'Ordre des Avocats
13, RUE SOUFFLOT, 13

—
1926



L'Institut Américain du Droit International
son rôle et son œuvre

**La Faculté n'entend donner aucune appro-
bation ni improbation aux opinions émises
dans les thèses, ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.**

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'Institut Américain de Droit International

Son Rôle et Son Œuvre

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(Sciences Politiques et Économiques)

Présentée et soutenue le Vendredi 11 Juin 1926, à 2 heures

PAR

STÉVAN TCHIRKOVITCH

Diplômé de l'Université de Belgrade

Président : M. A. DE LAPRADELLE, professeur.

Suffragants : MM. BASDEVANT, professeur.
Gilbert GIDEL, professeur.

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

Libraire de la Cour d'Appel et de l'Ordre des Avocats
13, RUE SOUFFLOT, 13

1926



A LA MÉMOIRE DU Dr MILENKO R. VESNITCH

En témoignage d'une profonde admiration et en reconnaissance du don magnifique qu'il a fait aux étudiants Serbes, en léguant à la Faculté de Droit de l'Université de Belgrade sa bibliothèque, — je dédie cet ouvrage à la mémoire du regretté Dr MIL. R. VESNITCH, ancien envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Serbie à Paris, membre de l'Institut de Droit international et illustre représentant de la pensée juridique et pacifique de la nation serbe.

« The international mind is nothing else than that habit of thinking of foreign relations and business, and that habit of dealing with them which regard the several nations of the civilized world as friendly and cooperating equals in aiding the progress of civilisation, in developing commerce and industry, and in spreading enlightenment and culture throughout the world ».

NICOLAS MURRAY BUTLER.

INTRODUCTION

Aperçu général des associations ayant pour objet l'étude du Droit international et sa diffusion, des idées du Nouveau Monde et de l'importance de l'Institut Américain de Droit international.

I

Le Droit international et surtout le Droit international public, plus qu'à aucune époque précédente, par son caractère évolutif, a eu dans ces derniers temps un développement considérable et un progrès très important. C'est un fait incontestable, que le Droit international public, après la Guerre mondiale, est entré dans une période presque nouvelle, dans la période de renaissance ou bien de reconstitution intégrale. Nous sommes ainsi dans une période de transition entre deux régimes : l'ancien régime ou l'ancien Droit international et le régime du Droit international nouveau. La sécurité des peuples dans la paix juste, solide et universelle, l'équité et la justice internationale, la pénétration des tendances vraiment démocratiques dans les rapports internationaux, les efforts vers une collaboration, un solidarisme et une coopération internationale très étroits, — telles sont les données qui caractérisent le Droit international public actuel.

II

Simultanément et même avant la fondation des nouveaux organismes et institutions internationaux, de nombreuses asso-

ciations ou ligues, ainsi que des associations purement scientifiques à caractère privé, ont été créées en vue de contribuer, par leurs moyens et de leur mieux, au développement du Droit international et au triomphe des principes de paix, de justice internationale et d'humanité.

Au point de vue du développement scientifique du Droit international et de sa vulgarisation, toutes ces associations peuvent être divisées en trois catégories :

- a) Celles qui ont le caractère de corps scientifique,
- b) Celles qui ont pour but la vulgarisation des principes du Droit international,
- c) Les institutions d'encouragement.

I. — Les Associations scientifiques.

Les associations de premier ordre, qui ont le caractère de corps scientifique, et dont les travaux ont contribué au progrès du droit international, sont :

- 1° L'Institut de Droit international,
- 2° L'Institut Américain de Droit international,
- 3° The International Law Association,
- 4° L'Union Juridique Internationale,
- 5° The American Society of International Law,
- 6° Grotius Society,
- 7° La Société Française de Droit international,
- 8° Les Sociétés Nationales du Droit international en Amérique.

1. L'Institut de Droit international.

D'après sa Note Confidentielle du mois de mars 1873, Gustave Rolin-Jacquemyns, le véritable fondateur de l'Institut de Gand, prévoyait dans sa noble pensée la création d'un corps scientifique destiné à servir d'organe à l'opinion juridique du monde civilisé en matière de Droit international, étant donné

« la nécessité, la possibilité et l'opportunité de donner corps et vie, à côté de l'action diplomatique et de l'action scientifique individuelle, à un nouveau et troisième facteur du Droit international, savoir à l'action collective scientifique (1) ».

Notons d'abord qu'avec l'année 1926 l'Institut est entré dans sa 53^e année d'existence et d'activité scientifique. Son activité, voire même son existence, était mise sérieusement en question, quand la Grande Guerre de 1914 a éclaté. La Guerre terminée et après avoir surmonté de très grandes difficultés, l'Institut a pu reprendre heureusement ses travaux et tenir sa première session extraordinaire à Paris, dans la salle des Actes de la Faculté de Droit. Le Président Wilson avait honoré de sa présence la première séance de cette session et a fait un discours fort caractéristique et intéressant.

Quand on regarde l'activité si féconde de l'Institut, on ne peut qu'admirer son œuvre vraiment grandiose et si précieuse surtout pour la science du Droit international. Soit dans ses vingt-huit sessions d'avant-guerre, soit dans ses six sessions d'après-guerre (2), les délibérations scientifiques de l'Institut ont toujours été animées au cours de toute son existence par la devise que s'est donnée l'Institut : « *Justicia et Pace* ». — Si la science du Droit international existait déjà, et de très longue date, avant la création de l'Institut, il est hors de doute, que les travaux de l'Institut, que les principes scientifiques de ses célèbres résolutions, ont donné une base solide à cette science et à son développement. Dans les Universités, dans tous les pays du monde, l'enseignement de la science du Droit international a toujours

(1) V. l'Institut de Droit International. *Tableau général des travaux* (1873-1913), préparé dans la Division de Droit International de la Dotation Carnegie pour la Paix internationale, sous la direction de James BROWN SCOTT. Oxford University Press, 1920, p. 13 ; v. FAUCHILLE, *Traité de Droit International*, tome I^{er}, I^{re} partie, p. 56.

(2) Sur les travaux de l'Institut d'après guerre, v. les *Annuaire de l'Institut*, vol. XXVII, XXVIII, XXIX, XXX. Paris. A. Pedone, 1919, 1921, 1922, 1923 ; v. les articles de P. FAUCHILLE et de F. REY dans la *Revue Générale de Droit International*, mai-août 1923 et de septembre-octobre 1924.

eu comme guide les travaux scientifiques de l'Institut. Pas un jurisconsulte en matière de Droit international qui n'ait eu besoin de se référer aux résolutions de l'Institut. En second lieu, l'Institut, outre ses services purement scientifiques rendus au Droit international, a largement contribué, avec ses travaux en matière d'arbitrage, aux solutions amiables de nombreux différends internationaux et on voit même la grande influence de l'Institut sur les Conférences de la Paix de la Haye.

Il est néanmoins nécessaire de compléter cette vue générale sur l'ancien Institut par une observation, qui nous sera utile ensuite, quand nous devrons apprécier le rôle et l'œuvre du nouvel Institut. On ne voit pas dans toute l'activité de l'ancien Institut un plan d'ensemble. Les délibérations de l'Institut portent sur les différentes questions et matières, qui varient de session en session et qui, dans une même session, sont aussi très différentes. Nous verrons que l'Institut Américain de Droit international a pris, dès le début de ses travaux, un plan d'ensemble, qui est de reconstituer et de codifier le Droit international.

2. L'Institut Américain de Droit International.

L'étude des travaux de l'Institut Américain de Droit international sera l'objet de notre travail. Il est bon d'observer ici qu'il est composé, lui aussi, exclusivement de jurisconsultes qualifiés en matière de Droit international, de même que l'Institut de Droit international. Comme tel il est ouvert non seulement aux juristes américains, mais aussi aux jurisconsultes de nationalité non américaine (membres correspondants).

3. The International Law Association.

En 1873, la même année que fut créé l'Institut de Droit international, s'est fondée à Bruxelles « The Association for the Reform and codification of the Law of Nations », qui à partir de

1895 prit le nom de : « The International Law Association », dont le siège central est maintenant à Londres (1).

Il est très intéressant de constater, que c'est en Amérique que naquit l'idée, attribuée à David Dudley Field, dont est sortie la formation de cette grande association scientifique (2). L'Association a été définitivement fondée le 10 octobre 1873 à Bruxelles à la Conférence Internationale des jurisconsultes pour la réforme et la codification du Droit des Gens, à laquelle ont pris part les publicistes de Droit international les plus qualifiés de ce temps-là (Auguste Visschers, Calvo, Montagne Bernard, Bluntschli, Field, Mancini, Rolin-Jacquemyns).

D'après une résolution de Rolin-Jacquemyns, adoptée par la dite Conférence de jurisconsultes, les deux grandes institutions scientifiques, qui viennent d'être fondées pour l'étude du Droit international, notamment : l'Institut de Droit international, fondé à Gand le 10 septembre 1873 et The Association for the Reform and Codification of the Law of Nations, fondée un mois après à Bruxelles, — devaient garder leur indépendance, tout en se donnant une assistance mutuelle. L'Institut, composé d'éléments scientifiques, dirigera ses études dans le sens de la science pure; the Association for the Reform and Codification of the Law of Nations, dont la composition diffère de celle de l'Institut — à côté des savants qualifiés en matière de Droit international, il y avait des membres qui n'étaient pas des juristes — prendra une différence correspondante dans la nature de ses travaux. Tandis que l'Institut fera l'étude de différentes questions, exclusivement du point de vue de la science

(1) Sur The International Law Association, v. *Transactions of the International Law Association, 1873-1924*, compiled by Wyndham A. BEWES, barister at-law. London, 1925 ; The International Law Association, *Report of the thirty-first conference*, vol. I, II. London, Swett Ltd, 1923 ; *Report of the thirty-third conference*, The International Law Association. London, Swett Ltd, 1925 ; v. FAUCHILLE, *Traité*. tome I^{er}, I^{re} partie, p. 56.

(2) V. *The American Journal of International Law*, vol. I, number 3, 1907, p. 741.

du Droit international, the Association for the Reforme and Codification of the Law of Nations les étudiera à son tour, mais du point de vue politique, économique, social, historique et philosophique.

C'est donc avec ce programme que l'Association a commencé en 1873 ses travaux, formant au fur et à mesure de son développement des comités nationaux dans les différents pays (branch associations bureaux).

Depuis sa fondation « The International Law Association », a tenu trente-trois sessions, vingt-huit sessions avant la Grande Guerre et cinq après (la trente-troisième réunie à Stockholm en 1924). Est-il besoin de dire combien les travaux de cette Association, comme supplément naturel aux travaux de l'Institut de Droit international, ont contribué au progrès du Droit international. Cette association a donné de grands résultats en matière de Droit international public et privé. Les questions concernant l'arbitrage international, ainsi que la réglementation de la guerre maritime, ont été surtout l'objet des travaux de l'Association. Depuis une dizaine d'années, cette Association s'occupe beaucoup du Droit International aérien.

4. L'Union Juridique Internationale.

La fondation de l'Union Juridique Internationale était un événement très important pour la science du Droit international, quand, après la Guerre Mondiale, le Traité de Versailles établit la paix. Cela à plus forte raison que les présidents d'honneur de l'Union étaient des personnages distingués : Woodrow Wilson, président des Etats-Unis d'Amérique, Ruy Barbosa, sénateur, ancien premier délégué du Brésil à la Conférence de la Paix de 1907 et Léon Bourgeois, premier plénipotentiaire de France aux Conférences de la Paix de la Haye de 1899 et de 1907. De nombreux fondateurs — une quarantaine de juriscon-

sultes, ainsi que des hommes d'Etat — sont tous d'une grande compétence et d'autorité reconnue (1).

Créée en vue d'une collaboration, d'une union féconde des représentants du Droit avec les hommes d'Etat, ce qui est bien caractéristique et remarquable, pour donner à la victoire du Droit de la Grande Guerre mondiale la plénitude de ses résultats, comme le désiraient les principaux fondateurs, l'Union Juridique internationale se proposa, d'après l'art. I^{er} de son statut, de concourir au progrès scientifique et pratique du Droit international, par l'étude de ses principes et par la diffusion de leurs connaissances.

Même dans ses premières sessions de mai et de novembre 1919, les questions relatives à la codification générale du Droit international, et surtout les questions concernant les Droits et Devoirs des Etats, ont été largement discutées dans un esprit nouveau. L'élaboration scientifique de la Déclaration des Droits et Devoirs des nations, conçue sur la base de la justice internationale et de l'équité, approuvée par l'Union le 11 novembre 1919, quoique analogue et venue après la Déclaration des Droits et Devoirs des Nations adoptée par l'Institut Américain de Droit international dans sa première session de Washington en 1915, constitue un résultat positif et remarquable des travaux de l'Union Juridique Internationale (2).

5. *The American Society of International Law.*

C'est en 1905 que fut fondée aux Etats-Unis l' « American Society of international Law », qui a commencé son activité

(1) Alvarez, Anzillotti, de la Barra, Benès, Bevilaqua, Buero, de Bustamente, Buzzati, Carton de Wiart, Lord Robert Cecil, Cornejo, Doherty, Fernandez Prida, Gramm, Hammerskjold, Holland, A. de Lapradelle, Larnaude, Loudon, Lyon, Caen, Makino, Mercier, Rodrigo Octavio, Pessoa, Politis, Albéric Rolin, Root, Scialoja, Take Jonesko, Scott (James Brown), Vesnitch, Weiss.

(2) Sur l'historique et l'organisation de l'Union, v. *L'Union Juridique Internationale*. Séances et Travaux. Paris, édition Pedone, 2 vol. 1920. FAUCHILLE, tome I^{er}, I^{re} partie, p. 57.

scientifique en 1906. D'après ses statuts de janvier 1906, le but principal de l'Association est d'étudier le Droit international et de travailler pour que les relations soient établies sur la base du Droit et de la Justice. Pour atteindre ce but, l'Association peut coopérer avec d'autres associations qui ont le même but (1).

Jusqu'à la fondation de l'Institut Américain de Droit international, l'« American Society of International Law » était, et est encore aujourd'hui, la plus grande société américaine, de caractère national, pour l'étude du Droit International. Composée de jurisconsultes des Etats-Unis compétents (plus de mille membres) l'Association compte encore dans son sein les plus éminents professeurs des universités américaines et est ouverte en même temps à un certain nombre de juristes étrangers.

Malgré que sa composition diffère de celle des deux Instituts, comprenant certains membres non juristes, l'American Society of International Law a donné jusqu'ici de très bons résultats, analogues à ceux de l'Institut de Droit international. Les grands efforts de cette association pour les progrès scientifiques du Droit international ne sont pas généralement bien connus en Europe, sauf pour un nombre très restreint de juristes. Et pourtant, l'organe de cette Association, « The American Journal of International Law », la revue scientifique du Droit international la plus importante du Continent américain a contribué, dans une très large mesure, au développement du Droit international (2).

(1) V. *The American Journal of International Law*.^{*} Vol I. First quarter, 1907, p. 129 et suiv.

(2) *The American Journal of International Law* est en Amérique ce que sont en Europe : *La Revue Générale de Droit International Public* ; *la Revue de Droit International et de Législation comparée* ; *Zeitschrift für Internationale Privat und öffentliches Recht* ; *Rivista de Derecho International y politica exterior*. (Une revue d'une telle valeur, organe officiel d'une si grande association, *The American Journal of International Law* est absolument indispensable à tous ceux qui s'occupent d'une manière plus approfondie, de la science du Droit International).

Quand l'Institut Américain de Droit international fut fondé, l'American Society of International Law s'est affiliée à l'Institut, de même que les sociétés nationales Américaines de Droit international, qui ont été fondées dans toutes les Républiques américaines, grâce à l'initiative des fondateurs de l'Institut Américain de Droit international. L'honorable Elihu Root, premier Président de l'American Society of International Law, fut le premier Président d'honneur de l'Institut Américain de Droit international.

6. *The Grotius Society.*

The Grotius Society a été fondée en 1915 à Londres par d'éminentes personnalités, dans le but de faciliter les discussions se référant au Droit de la Guerre et de la Paix et d'opérer en lui une réforme radicale (1).

7. *La Société Française de Droit international.*

En 1913 s'est fondée à Paris la *Société de Droit international* (2). D'un caractère exclusivement scientifique, composée de membres tous de nationalité française, particulièrement qualifiés, son but principal était de seconder les efforts de l'Institut de Droit international. Plus particulièrement, aux termes de ses statuts, cette Société a eu pour objet : 1° de développer la connaissance et l'étude, en France, du Droit international; 2° de coordonner les efforts et d'unifier les vues des juristes français en rapprochant, dans un mutuel échange d'idées, tous ceux d'entre eux, qui s'intéressent au Droit international public et privé; 3° de donner à l'opinion publique

(1) V. *Transactions of the Grotius Society*. Volume X, Problems of Peace and War, London, Swett et Maxwell, 1925.

(2) V. *Bulletin de la Société Française de Droit International*, 1913-1914, n° I et II, Paris, édition Pedone.

une vue précise et nette de l'œuvre entreprise dans le domaine scientifique par l'Institut de Droit international, dans le domaine pratique par les Conférences du Droit international privé et les Conférences de la Paix de la Haye, et d'aider, de toutes ses forces, au progrès de cette œuvre, en conformité des traditions, des sentiments et des intérêts de la France (1) (2).

Dès le commencement de ses travaux, en octobre 1913, la section du Droit international de la Société a mis à l'ordre du jour et a commencé, sous la présidence de Paul Fauchille, l'étude de très importantes questions de Droit international, telles que : la réforme de la loi sur la nationalité; la mer territoriale; les sociétés étrangères en France; l'extradition; la situation internationale des navires postaux, et d'autres.

A cause des événements de la Grande Guerre, les travaux de la Société Française de Droit international ont été interrompus. Cependant, une idée, particulièrement importante, est restée et qui a donné de très beaux résultats au Nouveau Monde.

Cette idée : de la création dans chaque pays, pour seconder les efforts de l'Institut de Droit international, de sociétés nationales de Droit international, et notamment pour la France de la Société Française de Droit international, appartient à M. A. de Lapradelle, qui en fut le secrétaire général. Elle correspond bien à l'idée maîtresse sur laquelle a été fondé l'Institut Américain de Droit international et les Sociétés nationales Américaines qui y sont affiliées.

L'idée était excellente et d'un grand intérêt pour l'étude

(1) *Bulletin de la Société Française de Droit International*, o. c. n° I, p. 3.

(2) Le regretté Paul Fauchille, qui avait été élu à l'unanimité, président de la section du Droit International Public de la Société (dès le début de ses travaux, la Société s'est divisée en deux sections, l'une pour l'étude du Droit International Privé, l'autre pour l'étude du Droit International Public) montra, sous un autre aspect encore, le but de la Société : « La Société doit tout d'abord, a-t-il dit, aider à l'éducation du peuple en matière de Droit des Gens. Dans une Démocratie comme la nôtre, où chacun peut être appelé à diriger les affaires de l'Etat, la vulgarisation des règles du Droit International est particulièrement nécessaire ». (*Bulletin op. cit.*, n° II, p. 26).

du Droit international, ainsi que pour sa vulgarisation. La vie et les faits, qui donnent naissance aux principes généraux du Droit international positif, sont si nombreux et variés de pays à pays, que ces associations nationales créées dans chaque pays, pourraient rendre de très grands services à la science du Droit international avec les résultats de leurs études. L'éminent jurisconsulte français, Louis Renault, l'a bien démontré dans la séance du 12 juin 1913 de la section du Droit international public de la Société Française, dont il occupa également la vice-présidence. « Il est toute une série de problèmes, a-t-il dit, touchant aux rapports internationaux, qui sont à résoudre d'une manière indépendante, pour lesquels il faut tenir compte des principes généraux du Droit international, en même temps que des conceptions et des intérêts propres à chaque pays ».

L'idée de M. A. de Lapradelle n'a pas pu se répandre en Europe. Au contraire, elle trouva sa complète réalisation sur le Continent américain, comme nous le verrons dans un instant.

8. *Les Sociétés Nationales de Droit international en Amérique.*

L'idée fondamentale des fondateurs de l'Institut Américain de Droit international était, de créer, en même temps, des Sociétés nationales de Droit international dans toutes les Républiques américaines. Dans leur « *Note sur l'Institut Américain de Droit international et les Sociétés nationales y affiliées* », ils ont hâté l'organisation de ces Sociétés Nationales Américaines, en les invitant, en même temps, de s'affilier à l'Institut. Ainsi, dans chacune des vingt-et-une républiques américaines il était organisé une Société Nationale de Droit international (1). Leur organisation et l'objet de leurs travaux sont conçus d'après les statuts de la Société Française de Droit international.

(1) Telle que la Société Nationale de Droit international du Chili, la Société Nationale de Droit international du Pérou, etc. (V. pour l'énumération de ces sociétés la note de M. de Lapradelle dans le Bulletin de la Société Française de Droit international, 1916).

Au fur et à mesure de la formation de ces sociétés sur le Continent américain s'est développé tout un système d'étude et de vulgarisation du Droit international, très avantageux et bien coordonné, qui a donné d'excellents résultats. C'est une preuve bien caractéristique de l'importance qu'on attache et des efforts qu'on fait dans le Nouveau-Monde pour les progrès du Droit international.

Les Sociétés Nationales américaines se montrèrent très actives. Elles sont allées même en avant, en énonçant, très souvent, des conceptions de Droit international toutes nouvelles, plus démocratiques, plus avancées, comme on le verra dans la première partie de notre travail. Elles ont toutes adhéré à l'Institut Américain de Droit international par le moyen d'une organisation souple et démocratique, de sorte, qu'actuellement, l'Institut Américain n'est que l'expression et le véritable représentant de l'union de toutes les sociétés américaines, ce qui est une intéressante caractéristique de son organisation.

II. — Les Institutions pour l'enseignement et la vulgarisation du Droit international.

Nous plaçons ici les institutions de tout premier ordre et qui sont de la plus grande importance pour le Droit international, à savoir : l'Institut des Hautes Etudes internationales, l'Académie de Droit international de la Haye et l'Union Catholique d'Etudes internationales.

1. L'Institut des Hautes Etudes Internationales.

Comme on peut le voir dans le Traité de Fauchille (1), la première idée de la création de l'Institut des Hautes Etudes

(1) FAUCHILLE, *Traité de Droit International Public*, Paris, 1922, tome I^{er}, I^{re} partie, p. 57, note (4).

internationales appartient à M. Alejandro Alvarez et au regretté M. Fauchille : ils la conçurent dès la fin de 1912, mais les événements politiques, qui troublèrent bientôt l'Europe, ne leur permirent pas de la mettre alors à exécution.

Sous le patronage de l'Union Juridique Internationale et celui de l'Académie des Sciences Morales et Politiques et de l'Université de Paris, l'*Institut des Hautes Etudes internationales* a été fondé, après la guerre, à Paris, comme une école spéciale de Droit international (cette partie de la science y est seule étudiée de la manière la plus complète), et d'autre part, comme une école internationale, puisque des maîtres de toutes nationalités peuvent y donner des exposés de leurs vues personnelles et des doctrines et pratiques de leurs pays (1). Ainsi fondé, l'Institut se proposa comme buts principaux à atteindre :

1° De contribuer à la reconstitution du Droit international en conformité des exigences actuelles de la vie des Etats;

2° De développer l'influence des idées de justice et de morale sur la formation du Droit international;

3° De resserrer les liens de bonne entente et d'amitié entre les membres de la Communauté internationale;

4° De répandre les connaissances du Droit des gens dans le public, dans la presse et aussi dans les milieux militaires;

5° D'aider au perfectionnement de la préparation à certaines carrières qui, comme la diplomatie et les consulats, réclame la connaissance du Droit international.

Nous pouvons dire que l'Institut des Hautes Etudes internationales, dont la valeur n'est pas encore bien appréciée, depuis qu'il a été inauguré le 19 avril 1921 dans la salle des Fêtes de

(1) Les membres fondateurs et directeurs de l'Institut sont actuellement : A. de Lapradelle, professeur de Droit des Gens à l'Université de Paris, secrétaire général de l'Union Juridique Internationale, membre de l'Institut de Droit International, membre correspondant de l'Institut américain de Droit International; Alejandro Alvarez, associé de l'Institut de France, secrétaire général de l'Institut Américain de Droit International, membre de l'Institut de Droit International, membre de l'Union Juridique Internationale; Paul Fauchille, membre de l'Institut de Droit International (décédé au début de 1926).

la Faculté de Droit de l'Université de Paris, dans les cours réguliers donnés jusqu'ici, a enseigné une série de questions et de problèmes internationaux qui y étaient traités, d'une manière scientifique, par des autorités du Droit des Gens. Comme il s'agissait de répandre les connaissances du Droit international dans le public, l'Institut a bien rempli son but jusqu'à aujourd'hui, ayant toujours dans son auditoire, des élèves et auditeurs appartenant à diverses nationalités. Il est devenu à Paris un véritable foyer pour l'étude et la vulgarisation du Droit international (1).

2. *L'Académie de Droit International de la Haye.*

L'Académie de Droit international de la Haye, fondée au début de 1914 avec le concours financier de la Dotation Carnegie pour la Paix internationale, — constitue, d'après ses statuts et règlements en vigueur lors de son inauguration le 14 juillet 1923 — un centre des hautes études de Droit international public et privé et des sciences connexes.

Cette Académie de la Haye, qui correspond bien aux vœux de l'éminent pacifiste américain Andrew Carnegie, donnera cette année, de juillet à septembre 1926, pour la quatrième fois, des cours complets et approfondis sur les sujets les plus variés et les plus importants du Droit international et surtout sur les sujets se rapportant au Droit international de la Paix. Jusqu'ici ses trois sessions d'enseignement, donné en *langue française* par les savants des divers pays les plus autorisés en matière de Droit international, absolument gratuit et destiné à une élite intellectuelle d'auditeurs de différentes nationalités, — ont

(1) Sur l'histoire et les buts de l'Institut : *Institut des Hautes Etudes Internationales*; Paris, Pedone, 1924; Bulletin de l'Association des élèves et anciens élèves de l'Institut des Hautes Etudes Internationales de Paris, n° III, Paris Ed. Rousseau 1925; ALEJANDRO ALVAREZ : *Le nouveau Droit des Gens et le Projet d'une Ecole Internationale de Droit International*, dans la *Revue de Droit International et de Législation comparée*, 1924, n° II.

comblé les vœux de tous ceux qui, depuis 1912, ont soigneusement travaillé à la fondation de cette institution de haut enseignement. Malgré le peu de temps qu'elle a fonctionné, l'Académie de Droit international de la Haye est devenue — grâce à la haute compétence de ceux qui ont professé jusqu'ici, toujours dans un esprit impartial et objectif — un véritable centre scientifique mondial pour l'enseignement et la vulgarisation du Droit international, le premier de ce genre dans l'histoire de cette science. M. N. Politis, vice-président de l'Académie et de de son Curatorium, l'un des jurisconsultes les plus qualifiés, qui y enseigne souvent, souligne dans un article les résultats jusqu'ici obtenus et le succès de plus en plus croissant et significatif de l'Académie pour la formation d'une mentalité scientifique universelle, en y faisant pénétrer de plus en plus la notion de légalité et de justice internationale (1). Les cours de l'Académie ont pleinement justifiés les buts proposés. Et nous ne pouvons que répéter ici les paroles inoubliables du discours de Charles Lyon-Caen, à la séance solennelle d'inauguration de l'Académie, le 14 juillet 1923, « que l'enseignement donné chaque année à l'Académie de la Haye pourra servir à répandre dans le monde l'idée : que le respect du Droit seul peut assurer la paix entre les Etats et qu'elle aidera à hâter la réalisation de la prédiction de Mirabeau, qu'un jour le Droit sera souverain du Monde (2) (3). »

(1) N. POLITIS : *L'Académie de Droit International* de la Haye, dans « L'Europe Nouvelle », n° du 16 janvier 1926.

(2) Documents relatifs à la création de l'Académie de Droit International de la Haye. Paris, imprimerie Chaix, 1924, p. 388.

(3) V. sur l'Académie et son œuvre : *L'Académie de Droit International de la Haye*. Séance solennelle d'inauguration, 14 juillet 1923. Paris, Chaix 1923; *L'Académie de Droit International de la Haye*, cours et conférences de 1923. Rapport du Curatorium. Paris, Chaix 1923; *ibid* 1924; Bulletin N° 1, février 1925 de l'Association des auditeurs et anciens auditeurs de l'Académie de Droit International de la Haye. A. A. A. La Haye; l'Académie de Droit International de La Haye. *Recueil de cours*. Tome I, II, III IV et V de la collection. Librairie Hachette. Paris 1925 (cette collection représente quelque chose de plus remarquable que tout ce qui a été publié après la guerre en matière de Droit international, après le magistral traité de Droit international public de Paul Fauchille).

3. *L'Union Catholique d'Etudes Internationales.*

L'Union Catholique d'Etudes internationales qui a son siège à Fribourg et dont les adhérents se répartissent dans une dizaine de pays, a pour but de suivre, du point de vue des intérêts catholiques, les travaux de la Société des Nations et des autres institutions internationales nouvelles. Avec ses Commissions techniques, où chacune se spécialise dans l'étude de quelques-uns des problèmes que l'on discute à Genève (la Commission de coopération intellectuelle, celle de la représentation et de la défense des minorités catholiques et celles des causes humanitaires), l'Union Catholique d'Etudes internationale, dont l'action aussi est très peu connue, contribue, pour sa part, à développer notamment l'esprit et la morale internationale et chrétienne.

III. — Les Institutions d'encouragement.

Nous ne parlerons ici que de la *Dotation Carnegie pour la Paix Internationale*, « the Carnegie Endowment for International Peace », dont on n'aperçoit guère l'activité et les efforts si bienveillants.

Cette grande institution fondée par l'éminent philanthrope américain Andrew Carnegie en faveur de la Paix internationale, a fait au cours d'une période de quinze années de son activité tout ce qui était possible pour le rapprochement entre les peuples. Elle a toujours contribué, par des encouragements et des concours financiers, au progrès du Droit international.

C'est avec un véritable sentiment de regret que nous nous voyons presque obligés d'approuver ici le reproche justifié qu'on nous adresse (1); nous autres Européens méconnaissions trop souvent la personnalité d'Andrew Carnegie et l'œuvre accomplie par son institution pour la paix internationale. Néanmoins,

(1) J. PRUDHOMMEAUX : *Le Centre Européen de la Dotation Carnegie pour la Paix internationale, 1911-1921*. Paris, 1921, p. 3.

est-il besoin de nous rappeler le célèbre message de Carnegie aux Trustes de sa Dotation de 10.000.000 de dollars pour l'organisation de la justice et de la paix dans le monde (1) ?

La charte de fondation de la Dotation Carnegie enregistrée par le Sénat et la Chambre des Etats-Unis définissait, dans les termes suivants, la destination générale et les buts particuliers qui lui étaient assignés :

La Fondation aura pour objet de servir la cause de la paix entre les peuples, de hâter l'abolition de la guerre internationale, d'encourager et de faire progresser le règlement des conflits internationaux par des voies pacifiques, et plus spécialement :

1° De provoquer une recherche scientifique et approfondie des causes des guerres et des méthodes de les prévenir et de les éviter ;

2° D'aider au développement du Droit international, de réaliser un accord général sur les règles qu'il édicte et de les faire accepter par les nations ;

3° De répandre toutes les informations possibles, et de former ainsi l'opinion publique au sujet des causes, de la nature et des effets de la guerre, comme aussi des moyens de la prévenir et de l'empêcher ;

4° D'amener les hommes à une connaissance plus approfondie des droits et des devoirs internationaux et de perfectionner chez les habitants de pays civilisés le sens de la justice entre les nations ;

5° De cultiver les sentiments d'amitié entre les habitants de contrées différentes et d'accroître, de pays à pays, la connaissance et la compréhension mutuelles ;

6° De favoriser une adhésion générale aux méthodes pacifiques de régler les différends internationaux ;

(1) Sur Andrew Carnegie il est préférable de lire son autobiographie: *Autobiography of Andrew Carnegie*. Boston and New-York. The University Press. Cambridge, 1920. V. aussi : *Georges Lechartier-Andrew Carnegie*, l'homme et l'œuvre. Paris, 1925.

7° De maintenir, de faire naître et de soutenir toutes institutions, organisations, associations et entreprises qui peuvent être jugées nécessaires ou utiles pour la réalisation totale ou partielle des objets que se propose la Fondation.

Tels sont les buts de la Dotation Carnegie pour la Paix internationale, qui a créé de nombreuses bibliothèques dans tous les pays du monde. Si nous prenons en considération l'œuvre de la première et de la troisième division de la Dotation, notamment la Division de Droit international et celle des Relations internationales et de l'Education, — il faut bien reconnaître, qu'elles ont accompli et accomplissent de lourdes tâches pour la conciliation générale entre les peuples, comme pour le développement de la science du Droit international. Sous le patronage de l'Institut du Droit international, ayant comme directeur, M. James Brown Scott, jurisconsulte de l'Amérique du Nord le plus autorisé en matière de Droit des Gens, dirigé par lui-même, la Division de Droit international de la Dotation, par la publication d'une série considérable des ouvrages, documents et recueils (traités, conventions, jugements arbitraux, la réédition des classiques du Droit international et de ses commentateurs), ainsi que par de nombreuses brochures, a rendu de grands services au progrès et à la vulgarisation du Droit international (1). Sous le patronage et aux frais de la Dotation Carnegie-Division de Droit international, M. A. de Lapradelle, notre estimé professeur, dirige depuis 1920 *la Bibliothèque internationale de Droit des Gens*, dont les publications jusqu'ici sont vraiment des chefs-d'œuvre de la science du Droit international public (2).

(1) V. sur la Fondation Carnegie et son œuvre : J. PRUDHOMMEAUX, *op. cit.*; Carnegie Endowment for International Peace. Organisation and work. Compiled by Amy Heminway Jones, Division Assistant, juil. 1924; Carnegie Endowment for International Peace. Year Book for 1911-1925. Washington; Nicholas MURR. BUTLER : *L'Esprit International*, Paris, 1914, p. 153 et suiv.

(2) La Bibliothèque Internationale de Droit des Gens sous la direction de M. A. de Lapradelle, jurisconsulte français, a publié jusqu'à aujourd'hui en français (Oxford, University Press) :

III

C'est notre devoir de rendre hommage à toutes ces associations et institutions sus-indiquées qui ont grandement influé sur le progrès théorique et pratique du Droit international et dont les efforts ne peuvent que rendre de plus en plus de grands services à cette science, ainsi qu'à la conciliation des peuples et à la cause générale de la paix et de la justice internationale. Pour ces raisons mêmes et surtout pour des raisons d'ordre purement scientifique, nous nous efforcerons néanmoins de souligner plus particulièrement dans notre travail la grande importance que l'Institut Américain présente pour la science du Droit international, ainsi que pour une paix entre les peuples, qui soit vraiment juste, solide et démocratique. A plus forte raison, parce que nous autres Européens connaissons peu de choses sur le développement démocratique et pacifique en ce qui concerne les relations entre les états du Nouveau Monde, et parce que nous ne savons presque rien sur l'Institut Américain de Droit international.

Il faut remarquer avec un sentiment de regret, que dans la plupart des Universités de l'Europe on enseigne peu les grands principes de la pacification internationale américaine, — pacification presque parfaitement réalisée entre les Républiques d'Amérique (*Pax Americana*). On ignore également les importants résultats et les expériences déjà acquis en Amérique. Les grands débats sur la Convention Fédérale de 1787, animés d'un esprit de vraie liberté et de démocratie; la grande œuvre de la Cour suprême des Etats-Unis (The Supreme Court of the United States) et ses nombreuses décisions pleines d'équité et de jus-

T. J. LAWRENCE, *Principes de Droit International*, traduit de l'anglais par Jacques Dumas et A. de Lapradelle, en 1920 ;

Heinrich TRIPEL, *Droit International et Droit Interne*, traduit de l'allemand par René Brunet, en 1920 ;

J. D. LOUTER, *Droit International Public Positif*, 2 vol. traduit du hollandais par l'auteur, en 1920.

WESTLAKE, *Droit International*, traduit de l'anglais par A. de Lapradelle, en 1924.

tice internationale sur les différends entre les Etats et l'Union, décisions d'une telle importance et d'une telle valeur qu'elles peuvent devenir l'exemple par excellence pour les Etats de l'Europe; les nombreux traités d'arbitrage entre les Etats du Continent Américain; les traités que les Etats-Unis d'Amérique ont signé depuis le 7 août 1913 pour l'avancement de la cause de la paix, connu sous le nom de traités « Bryan »; la Cour de Justice de l'Amérique Centrale (Corte de Justicia Centro Americana), ce grand progrès positif et significatif réalisé en 1907 entre les Républiques de Costa Rica, de Guatemala, de Honduras, de Nicaragua et de Salvador; les Congrès Pan-Américains depuis 1899 et leurs efforts vers la codification du Droit international; l'Union Pan-Américaine, qui présente aujourd'hui la véritable Société des Nations Américaines, — et cependant, ces événements, ces résultats, cet esprit conciliant qui est à la base même de toute véritable coopération internationale et qui caractérise ce qu'on appelle le Panaméricanisme, sont pour nous en Europe très peu connus (1). Nous n'en avons que quelques

(1) V. sur cette matière la littérature la plus récente :

The Debates in the Federal Convention of 1787 which framed the Constitution of the United States of America. Reported by James Madison. International edition. Gaillard Hunt and James Brown Scott. New-York, Oxford University Press, american branch, 1920;

Scott (James Brown) : *The Declaration of Independance. The articles of Confederation, the Constitution of the United States.* New-York, 1917;

Judicial Settlement of Controversies between States of the American Union. Cases decided in the Supreme Court of the United States. Collected and edited by James Brown Scott, vol. II. New-York, Oxford University Press, american branch, 1918 ;

Judicial Settlement of controversies between States of the American Union. An analysis of cases decided in the Supreme Court of the United States, by James Brown Scott, Oxford an the Clarendon press, 1919 ;

Prize cases desided in the United States Supreme Court 1789-1918. Prepared in the Division of International Law Carnegie Endowment for International Peace under the supervision of James Brown Scott Director, in 3 vol. Oxford, at the Clarenton press, 1923 ;

Arbitration Treaties among the American Nation to the close of the year 1910. Edited by William R. Manning. New-York, Oxford, University Press, american branch, 1924 ;

Les traités de paix américains. Textes complets des traités avec une introduction et un commentaire par Chr. L. LANGE, secrétaire général de l'Union Interparlementaire, Kristiania, 1916 ;

données générales. Dans la plupart des pays européens, les étudiants achèvent leurs études ne sachant presque rien sur tout cela. Même un nombre considérable de publicistes européens du Droit des Gens, inspirés dans une large mesure des anciennes conceptions du Droit international, ne consacrent que très peu de pages aux événements du Nouveau Monde (1).

Néanmoins, nous pouvons nous tromper beaucoup si nous croyons, aujourd'hui, que l'Europe — c'est le monde tout entier et que le Droit international généralement connu — c'est le droit pour tout le monde. Si cela était vrai auparavant, quand le Continent américain n'était que la colonie des Etats européens, aujourd'hui, les conditions internationales sont bien dif-

JAMES BROWN SCOTT : *Notes de James Madison sur les débats de la Convention fédérale de 1787 et leurs relations à une plus parfaite Société des Nations*, traduit par A. de Lapradelle, Paris, 1919.

ALEJANDRO ALVAREZ : *La Grande Guerre et la neutralité du Chili*, Paris 1915, ed. Pédone ;

ALEJANDRO ALVAREZ : *Le Droit International Américain. Son fondement, sa nature, d'après l'histoire diplomatique des Etats du Nouveau Monde et leur vie politique et économique*. Paris, Pédone, 1910.

ALEJANDRO ALVAREZ : *La Codification du Droit International, ses tendances, ses bases*. Paris, Pédone, 1912 ;

ALEJANDRO ALVAREZ : *Le Droit International de l'Avenir*. Washington, D. C. 1916 ;

ALEJANDRO ALVAREZ : *La V^e Conférence pan-américaine et la Société des Nations*, Paris, librairie Alcan, 1925 ;

ALEJANDRO ALVAREZ : *Le nouveau Droit International Public et sa Codification en Amérique*, Paris, Rousseau, 1924 . (v. les autres ouvrages de M. Alvarez) ;

NICHOLAS MURRAY BUTLER : *Les Etats-Unis d'Amérique. Leur origine, leur développement, leur unité*. Paris, libr. Alcan, 1925.

(1) M. J. Basdevant, professeur de Droit International à la Faculté de Droit de l'Université de Paris, dans sa remarquable étude sur la Conférence de Rio de Janeiro de 1906 et l'Union Internationale des Républiques Américaines (dans la Revue Générale du Droit International Public, tome XV, 1908) a fait la même constatation relativement à l'Union Pan-Américaine : « Chose singulière, a-t-il dit, l'Union Internationale des Républiques américaines est très peu connue. Nous sommes en présence d'une Union, donnant lieu à des conférences successives, possédant un bureau se proposant d'arriver à une codification du Droit des Gens : or, les auteurs les plus récents lorsqu'ils traitent des Unions ou de la codification du Droit International paraissent ignorer tout cela ». (p. 211).

férentes. A côté du Continent européen et des Etats européens existent, sur le même pied d'égalité, d'autres Continents et surtout le Continent américain.

Quoique d'origine européenne et de même civilisation, les Républiques du Nouveau Monde, après leurs guerres d'indépendance qui les ont affranchies des Etats colonisateurs de l'Europe, pendant tout le XIX^e et le commencement du XX^e siècle, ont évolué d'une façon tout à fait différente de celle des Etats européens. Si l'on compare l'évolution des deux Continents, on voit un contraste éclatant. Tandis que l'Europe avec ses principes d'équilibre politique, d'alliances militaires, d'armement et son esprit de domination a produit ces tristes époques de guerres continuelles du XIX^e et XX^e siècles, dont les peuples européens ont tant souffert, au contraire, l'histoire contemporaine politique du Continent Américain nous montre que les Nations américaines ont marché, d'une manière rapide, vers de grands progrès matériels et intellectuels ; ensemble elles ont fondé la vie internationale américaine sur une autre base, sur le solidarisme et sur une véritable coopération. Les nations américaines ignorent, comme le dit M. Lapradelle, les conflits d'ambition, de culture et de race qui pèsent depuis des siècles sur le libre développement de l'Europe (1). Pendant qu'en Europe se déchaîne le plus vaste cataclysme qu'ait jamais connu l'histoire de l'humanité, au contraire, on observe, avec Alvarez (2), sur le Continent Américain, entre tous les Etats qui le composent, une tendance progressive vers la parfaite harmonie et la bonne entente, la plus grande, peut-être, que présente l'histoire des peuples.

Personne ne peut contester la vérité de cette observation de M. Alvarez. Dès le commencement du xx^e siècle, tandis que tous les Etats européens augmentaient leurs armements et

(1) A. de Lapradelle dans son article sur l'Institut Américain de Droit International (v. Institut Américain de Droit International, Historique, notes, opinions). Washington, 1916, p. 59.

(2) ALEJANDRO ALVAREZ : *Le Droit International de l'avenir*, op. cit., p. 6.

se préparaient secrètement pour les guerres, qui ne tardaient pas à éclater (la guerre de 1904 entre le Japon et la Russie, la guerre entre l'Italie et la Turquie en Tripolitaine en 1912, les guerres balkaniques de 1912-1913, la guerre mondiale de 1914), les Républiques américaines n'ont pas cessé d'avancer dans la voie de la conciliation internationale, de la coopération et de la paix. Il faut bien remarquer qu'au moment, où, en Europe éclatait la Grande Guerre, le Continent américain était arrivé au plus haut degré de son progrès et de son développement démocratique et pacifique.

Il faut donc rendre hommage aux principes de la Révolution Française, si mal compris et si mal appréciés par la malheureuse Europe plongée continuellement dans des guerres meurtrières et destructives, de même qu'aux Parlementarisme et Constitutionnalisme, idées anglaises, copiées et assimilées par les autres pays. *Cependant, si nous voulons trouver l'entière solution du problème de la conciliation des peuples, d'une paix internationale équitable et démocratique, c'est au Nouveau Monde qu'il faut aller la chercher, dans cet admirable esprit de coopération et de solidarisme.*

Pour tout cela, nous le répétons, il est de notre devoir de connaître à fond les principes de cet Institut Américain de Droit international qui, depuis son inauguration en 1915, représente le centre scientifique et le cœur de tous ces mouvements au Nouveau Monde en ce qui concerne le Droit international. Quand on sait quels services l'ancien Institut de Droit International de Gand a rendu, par ses importantes résolutions, au développement du Droit international et à la cause générale de la justice internationale, il est tout à fait naturel et d'un intérêt capital pour la science du Droit international de faire connaître le jeune Institut Américain de Droit international, son rôle et son œuvre. Et ceci à plus forte raison, car cette Institut, à l'exemple de l'ancien, est de caractère purement scientifique, fondé presque sur les mêmes bases, se proposant de rendre le même service à la science du Droit international : développer et propager les principes de Droit international reposant sur la justice.

IV

Dans les quatre chapitres de la première partie de notre travail, nous allons suivre les travaux de l'Institut. Le premier chapitre sera consacré à la description de la fondation de l'Institut, ses buts et son organisation; les chapitres suivants aux travaux accomplis par l'Institut au cours de ses trois sessions, en commençant par son inauguration et sa première session à Washington. Dans la deuxième partie nous nous efforcerons de faire une étude critique de l'Institut, de son rôle et de son œuvre. Ensuite, dans l'appendice on trouvera le statut et le règlement de l'Institut (1).

V

Nous ne pouvons terminer cette introduction sans exprimer ici nos sentiments de sincère gratitude au Centre européen de la Dotation Carnegie pour la Paix internationale. C'est dans sa bibliothèque, si bien fournie et si hospitalière, que nous avons rédigé notre travail. Nous remercions très vivement M^{lle} Amelot, bibliothécaire de la Dotation, secrétaire dévouée de feu Frédéric Passy, qui rend tant de services aux nombreux lecteurs de la bibliothèque, étudiants, jeunes gens de tous pays, et qui y viennent pour perfectionner leurs connaissances en matière de conciliation et de Droit international.

Nous exprimons également tous nos remerciements à notre ami et compatriote, M. Dr. Ivan Sajovic, avocat, maire de Cocevlje, en Yougoslavie, grand ami de la jeunesse intellectuelle et studieuse, qui ne manqua pas de nous donner son concours financier, pendant nos études en France.

(1) Nous préparons un *recueil* chronologique de tous les projets présentés à l'Institut et de toutes les résolutions adoptées par lui au cours de ses trois sessions.

PREMIÈRE PARTIE

L'Institut Américain de Droit International

Ses Buts - Son Organisation - Ses Travaux

CHAPITRE PREMIER

La Fondation de l'Institut, ses buts, son organisation.

I

L'Institut Américain de Droit International a été fondé le 12 octobre 1912 à l'exemple de l'Institut de Droit International, déjà existant.

Comme Rolin-Jacquemyns fut l'initiateur de la fondation de l'ancien Institut, qui devrait être, d'après sa célèbre note confidentielle de mars 1873, un nouveau et troisième facteur du Droit international, de la même manière, deux éminents juristes du Nouveau Monde : James Brow Scott et Alejandro Alvarez furent les fondateurs de l'Institut Américain de Droit international, qui prendra pour base de son organisation celle de l'ancien Institut de l'Europe.

Ce fut donc en 1911 que les deux juristes américains ont manifesté pour la première fois leurs intentions de créer un Institut Américain de Droit international et qu'ils firent leurs premières démarches et adressèrent leurs *Notes confidentielles* sur le projet de la fondation du dit Institut.

M. James Brown Scott adressa d'abord, le 3 juin 1911, une lettre à son ami Elihu Root, sénateur des Etats-Unis d'Amérique. Il lui exposa ses idées et ses intentions, ainsi que celles de M. Alejandro Alvarez, sur la nécessité de fonder en Amérique un organe scientifique international « *en vue de déterminer et de propager les principes de Droit et de Justice, qui devraient régler les relations internationales des pays américains en temps de paix et de la discussion de questions de Droit international, et surtout de questions se rapportant à la Paix* ». Cet organe scientifique doit être un Institut Américain de Droit international. En invitant M. Root à se mettre à la tête de l'Institut, M. James Brown Scott a dit notamment, que cet Institut, une fois organisé, ne s'efforcerait pas de rivaliser avec l'Institut de Droit international déjà existant, mais serait son collaborateur.

Dans la première *Note confidentielle* des fondateurs du 10 octobre 1911, adressée, avec le projet de la création d'un Institut Américain de Droit international, aux juristes en Amérique et à un certain nombre de jurisconsultes en Europe, ainsi que dans leurs *Notes confidentielles suivantes* : du 14 juillet 1912, du 12 octobre 1912 sur le même projet et dans la *Note confidentielle* du 22 février 1915 sur l'Institut Américain de Droit international et les Sociétés nationales affiliées, les buts du nouvel Institut sont exposés par les fondateurs d'une manière complète et précise. Un petit extrait de la première *Note confidentielle* nous montrera clairement les idées principales, dont viennent de s'inspirer les deux fondateurs. Ils y disent :

- « La solidarité entre les Etats du Nouveau Monde est la vraie caractéristique de leur vie extérieure. Pour maintenir cette solidarité, née de la nature et de l'histoire et pour développer ce qu'on peut appeler la conscience américaine, l'union des efforts des juristes spécialisés dans le Droit international donnerait sans doute le meilleur résultat.
- « Les Etats de l'Amérique ont eu des problèmes ou des situations spéciales, étant donné leur condition géographique ou leur naissance à la vie politique.

- « Un Institut Américain de Droit international s'impose donc, analogue à celui qui a été fondé en Europe et avec lequel il serait en intime rapport sans faire, cependant, double emploi avec lui.
- « Le but de cet Institut serait tout naturellement indiqué : il aborderait le Droit international public en général. Cette étude, en même temps qu'elle contribuerait à éclairer la portée et la nature des rapports internationaux, tendrait plus spécialement à les vulgariser ; elle resserrerait les liens entre les Etats, les rapprochant toujours, de plus en plus, de la justice. On contribuerait de la sorte à la consolidation de la paix.
- « L'Institut se proposerait aussi de discuter les problèmes de caractère américain, c'est-à-dire ceux qui intéressent principalement notre Continent, pour tâcher de leur donner une solution conforme aux « principes généraux universellement acceptés, si cela est possible, ou les élargir et même les développer en conformité du désir exprès ou tacite des Etats américains et les principes fondamentaux du Droit. »

Dans la deuxième *Note confidentielle* sur le projet de création d'un Institut Américain de Droit international, lancée de Washington le 4 juillet 1912, les fondateurs ont ajouté les précisions suivantes :

- « Les auteurs du projet de l'Institut croient que ce dernier peut rendre les plus grands services à la cause du Droit des Gens, en se consacrant en premier lieu, mais non d'une façon exclusive, à l'étude des principes de Droit et de la Justice, qui dirigent les relations internationales, et en particulier les relations entre les Républiques américaines. L'Institut serait en outre appelé à rendre de grands services à l'humanité en cherchant les différentes voies et en étudiant les meilleurs moyens pour maintenir, fondées sur le Droit et la Justice, les relations entre les nations. L'Institut Américain, nous semble-t-il, devrait concentrer en premier lieu tous ses

efforts vers la paix, sans toutefois s'interdire la discussion des questions touchant à la guerre, les droits et obligations des belligérants et des neutres » (1).

Dans le même sens, les fondateurs ont jugé nécessaire d'exposer, une fois de plus, les buts de l'Institut le jour même de sa fondation, le 12 octobre 1912, dans la troisième *Note confidentielle* sur l'Institut Américain de Droit international et les Sociétés nationales affiliées.

Toutes les idées et les intentions des deux fondateurs ont été consacrées par l'art. 2 du statut de l'Institut Américain de Droit international, d'après lequel, comme association scientifique sans caractère officiel, il se propose :

1° De préciser les principes généraux du Droit international existants, ou d'en formuler de nouveaux, en conformité de la solidarité qui unit les membres de la société des nations civilisées, en vue d'affermir ces liens et, notamment, les liens entre les peuples américains;

2° D'étudier les questions de Droit international, particulièrement les questions de caractère américain, en s'efforçant de les résoudre, soit conformément aux principes généralement acceptés, soit en élargissant et en développant ces principes, ou en créant de nouveaux adaptés à la condition spéciale du Continent américain;

3° De trouver la méthode en vertu de laquelle les principes généraux ou particuliers du Droit international peuvent être soumis à une codification et d'élaborer des projets de codification sur les questions qui s'y prêtent;

4° De contribuer au triomphe de justice et d'humanité, qui doivent régir les relations des peuples, considérés comme nations, par un enseignement développé du Droit international, notamment dans les universités américaines, des conférences et des discours, ainsi que des publications et tous autres moyens;

(1) V. Institut Américain de Droit International. Historique, notes, opinions, Edition de l'Institut. Washington, 1916, p. 11. 17.

5° D'orienter l'étude du Droit international dans un sens vraiment scientifique et pratique par une méthode en harmonie avec la nécessité de la vie moderne et en tenant compte des problèmes de l'hémisphère et des doctrines américaines;

6° De contribuer, dans la limite de sa compétence et des moyens à sa disposition, soit au maintien de la paix internationale, soit à l'observation des lois de la guerre et à l'adoucissement de ses maux ;

7° De faire progresser le sentiment de fraternité entre les Républiques du Continent Américain, de manière à fortifier l'amitié et la confiance réciproques entre les citoyens des pays du Nouveau Monde.

Tels sont, d'après les *Notes confidentielles* des fondateurs et l'art. 2 du statut, les buts pour la réalisation desquels ils fondèrent, le 12 octobre 1912, l'Institut Américain de Droit International. Son organisation, quoique conçue sur la base des statuts et des règlements de l'ancien Institut, se distingue de ce dernier à bien des points de vue. Tout d'abord, l'Institut Américain de Droit international se compose de comités ou délégués des sociétés nationales américaines de Droit international. Dans tout le Continent américain, dans chacune des 21 Républiques américaines ont été créées par des juristes versés dans le Droit international, les Sociétés nationales pour l'étude et la vulgarisation du Droit international, dont nous avons parlé dans l'introduction. Elles sont toutes fédérées dans l'Institut, qui est, comme organisme scientifique, libre et démocratique, leur véritable représentant.

Ainsi organisé, l'Institut Américain de Droit international comprend : *a)* des membres fondateurs, *b)* des membres titulaires, *c)* des membres d'office, *d)* des membres correspondants. (L'Ancien Institut, d'après l'art. 3 de son statut, se compose de membres, d'associés et de membres honoraires). Les membres fondateurs de l'Institut sont ceux qui ont accepté cette qualité en signant en 1912 le projet, c'est-à-dire le statut de l'Institut. En ce qui concerne les membres titulaires, ce sont les

Sociétés nationales de Droit international, ce faisceau dont se compose l'Institut, qui proposent, parmi leurs nationaux, les personnes qualifiées pour être élues membres titulaires de l'Institut. Quant aux membres d'office, les secrétaires des dites sociétés nationales deviennent de plein droit membres d'office de l'Institut et en cette qualité ils ont les mêmes droits que les membres titulaires. Pourront être élus membres correspondant les jurisconsultes de nationalité non américaine, qui, par leurs écrits ou leurs actions, auront contribué au progrès du Droit international. Ils sont invités à toutes les sessions de l'Institut, avec les mêmes droits et privilèges que les membres américains. Toutefois, d'après l'art. 3 du statut, ils n'ont, ni en matière scientifique, ni en matière administrative, le droit de vote.

Dans son organisation fondamentale et comme organes directs l'Institut a établi : un bureau, un conseil de direction, un secrétaire général, un ou plusieurs secrétaires-adjoints, un trésorier. En ce qui concerne les sessions, l'art XI du statut dit, qu'il y aura au moins une session tous les deux ans, mais dans cet intervalle, le conseil de direction peut convoquer l'Institut en session extraordinaire.

Après chaque session, l'Institut publie le compte rendu de ses travaux. La *langue française* étant la langue des Conférences de la Paix est également la langue officielle, quoique l'espagnol, le portugais et l'anglais soient, de plein droit, les langues nationales employées. Tout document officiel destiné à la publication est traduit dans la langue ou les langues choisies par le Bureau de l'Institut.

Etant donné que l'Institut est une association scientifique privée, sans aucun caractère officiel, tous les frais sont couverts : a) par les cotisations des membres, ainsi que par un droit d'entrée et b) par des fondations et autres libéralités. Actuellement c'est The Carnegie Endowment for International Peace qui contribue largement par des subventions au maintien de l'Institut.

Tandis que la belle devise sacrée de l'ancien Institut est : « *Justicia et Pace* », le nouveau semble vouloir s'inspirer à cet

égard des célèbres paroles de J.-J. Rousseau, qu'il inscrit sur toutes ses publications officielles : « *Le premier et le plus grand intérêt est toujours la justice. Tous veulent que les conditions soient égales pour tous et la justice n'est que cette égalité. Le citoyen ne veut que les lois et que l'observation des lois. Chaque particulier dans le peuple sait bien que, s'il y a des exceptions, elles ne seront pas en sa faveur. Ainsi tous craignent les exceptions et qui craint les exceptions aime la loi* ».

II

Après avoir exposé les buts du nouvel Institut, les idées principales dont il s'inspire, l'orientation qu'il se propose de suivre, il faut bien constater les faits et établir son caractère essentiel et fondamental.

1° D'abord, à l'exemple de l'ancien Institut de l'Europe, l'Institut Américain de Droit international est une association exclusivement scientifique et sans aucun caractère officiel;

2° C'est une institution destinée à servir en premier lieu le Continent Américain, par l'étude scientifique des principes de Droit international, qui dirigent les rapports entre les républiques du Nouveau Monde;

3° Quoique étroitement attaché au Continent Américain, l'Institut n'est nullement de caractère purement continental, américain. Il se propose de rendre en même temps de grands services à l'humanité, à la cause de la paix générale, en étudiant les moyens de maintenir, fondées sur le droit et la justice, les relations normales entre toutes les nations du monde. Donc, à côté de son caractère particulier et continental, l'Institut Américain de Droit international, lui aussi, est de caractère universel. D'après l'œuvre qu'il a accomplie, nous allons voir qu'il ne s'est pas occupé seulement de questions purement américaines.

III

La fondation de l'Institut Américain de Droit international fut très favorablement accueillie par le monde scientifique et surtout par les jurisconsultes et associations juridiques et scientifiques dans tous les Etats du Nouveau Monde. Il était très apprécié par les plus grands corps juridiques, scientifiques et politiques, composés des représentants de toutes les Républiques du Nouveau Monde.

L'apparition de l'Institut Américain fut également favorablement reçue par les plus éminents jurisconsultes européens de Droit international. Ses deux fondateurs ont eu l'heureuse idée de demander l'opinion des jurisconsultes de l'Europe sur la fondation de l'Institut. La plupart des jurisconsultes européens, influents en matière de Droit des Gens, ont relevé dans leurs réponses l'importance du nouvel Institut pour la science du Droit international. MM. A. de Lapradelle et Paul Fauchille répondirent par des articles d'un grand intérêt scientifique sur l'Institut et sur sa fondation, tandis qu'un certain nombre d'autres juristes de la plus haute compétence, notamment : MM. Asser, Von Bar, Catellani, Dupuis, Pasquale Fiore, G. Gram, G.-J. Hagerup, L. Hammarskjöld, Michel Kebedgy, H. Lammach, T.-J. Lawrence, L. Oppenheim, Antoine Pillet, N. Politis, Albéric Rolin, M.-J. Westalke, Mill. R. Vesnitch, André Weiss, ont donné leurs opinions avec toute l'autorité que de tels noms comportent.

M. A. de Lapradelle fut le seul des jurisconsultes européens qui ait assisté personnellement à l'inauguration du nouvel Institut. L'un de ses membres étrangers, il souligna le fait que l'Institut Américain de Droit international, cet organe nouveau de la science du Droit international, présente une œuvre nouvelle et grandiose. D'après son opinion, l'Institut Américain comme instrument d'études, comme organe d'enquêtes aura à jouer un très grand rôle dans la préparation des Conférences Pan-Américaines comme l'Institut de Droit international a préparé celles de la Haye. L'avant-garde des Conférences Pan-Américaines,

son délicat office d'éclaireur, le nouvel Institut devra résoudre les problèmes américains de Droit international et préciser la conception américaine des problèmes communs. « *L'Europe, a-t-il dit, doit accueillir l'initiative américaine de MM. Scott et Alvarez avec le même enthousiasme que l'Amérique accueillit l'initiative européenne de Rolin-Jacquemyns, et c'est avec une joie sincère qu'elle salue la naissance de l'Institut Américain de Droit international, qui sera la conscience juridique d'un monde.* » « Tel qu'il est constitué, a dit Paul Fauchille, l'Institut Américain de Droit international est susceptible de rendre les plus grands services à la science du Droit des Gens ». M. C. Asser, membre de la Cour permanente d'Arbitrage de la Haye, membre honoraire de l'Institut de Droit international, le seul des fondateurs vivant de l'ancien Institut et en cette qualité croit pouvoir dire, que la création d'un Institut Américain de Droit international est parfaitement en harmonie avec les idées, dont ils se sont inspirés en fondant en 1873 l'Institut de Droit international de Gand.

Tous les autres théoriciens et jurisconsultes ci-dessus indiqués ont justifié et ont salué avec empressement la création de l'Institut Américain de Droit international, en lui adressant les meilleurs vœux pour les travaux qu'il va entreprendre, lesquels, d'après l'opinion énoncée par M. Politis ne peuvent que donner une impulsion considérable aux études de Droit international et, selon l'avis du regretté M. Vesnitch, constitueront un nouveau foyer pour la culture du Droit international (1).

LITTÉRATURE : Institut Américain de Droit International. (*Historique, notes, opinions*). Washington, 1916, édition de l'Institut ; Institut de Droit International. *Tableau général des travaux* (1873-1913), préparé dans la division de Droit International de la Dotation Carnegie pour la Paix internationale sous la direction de James Brown Scott. Oxford, University Press, 1920; *Revue Générale de Droit International Public*, tome XX, 1913.

(1) Les articles de MM. Lapradelle et Paul Fauchille, ainsi que les opinions des autres jurisconsultes mentionnés se trouvent dans : *Institut Américain de Droit International, (historique, notes, opinions)*, Op. c. p. 57-129 ; *Revue Générale de Droit International Public*, tome XX, 1913.

CHAPITRE II

L'Inauguration et la première session de l'Institut Américain de Droit International.

A Washington du 22 décembre 1915 au 9 janvier 1916

I

Fondé sous les meilleurs auspices par MM. James Brown Scott et Alejandro Alvarez le 12 octobre 1912 avec l'approbation unanime du monde scientifique, l'Institut Américain de Droit international fut solennellement inauguré le 29 décembre 1915 au Palais de l'Union Pan-Américaine à Washington, à l'occasion du second Congrès scientifique Pan-Américain.

La séance solennelle d'inauguration a donné l'occasion à M. Robert Lansing, Secrétaire d'Etat, d'exprimer, au nom du Gouvernement des Etats-Unis, l'opinion : que l'établissement de l'Institut Américain de Droit international ouvrirait une ère mémorable dans l'histoire américaine, et sa ferme conviction, que cet Institut créerait un corps de règles de Droit international pour les Amériques, et que, devenu loi pour les Américains, ce corps de règles ne pourrait manquer de devenir la loi du monde entier. La même séance solennelle a donné également l'occasion à Suarez Mujica, alors ambassadeur du Chili à Washington, président du Congrès scientifique Pan-Américain, de souligner au nom du deuxième Congrès scientifique Pan-Américain, ainsi qu'au nom de l'Union Pan-Américaine, l'importance capitale de l'Institut, surtout au point de vue de la nécessité de faire une profonde reconstitution du Droit international, lui donnant les bases plus solides. D'autres éminents juristes américains : J.-D. Cassasus, délégué du Mexique; de Pena, délégué de l'Uru-

guay; Francesco José, délégué du Brésil, ont exprimé enfin leur espoir que l'Institut soit une gloire pour l'Amérique et pour l'humanité et qu'il soit le digne apôtre de cette sublime doctrine de liberté, de justice et d'équité, l'*Alma Mater* de l'émancipation politique des nations de l'Amérique du Nord et du Sud, la doctrine qui est l'Evangile international de l'Amérique et qui est à la base même de toutes les constitutions des Républiques libres du Nouveau Monde.

II

Les travaux de la première session de l'Institut, qui ont suivi son inauguration, ont eu comme objet principal l'œuvre de la reconstruction du Droit international.

Les Sociétés nationales américaines de Droit international ont présenté à l'examen de l'Institut ses très importantes et différentes propositions se rapportant à la reconstruction du Droit international en général et à la nécessité de resserrer les liens de confraternité entre les Nations du Continent Américain sur une base inébranlable d'égalité et de justice internationale. En tenant compte de leurs portées et de leurs caractères essentiels, toutes ces propositions peuvent être classées en deux grands groupes : viennent d'abord les propositions qui sont, du point de vue du Droit international, de caractère universel; viennent ensuite celles, qui ont un caractère particulier, se rapportant à la vie internationale américaine.

I. —Premier groupe de propositions.

Les propositions du premier groupe, de caractère universel, concernent les questions relatives à l'organisation plus démocratique de la société des Etats, à la modification des lois et coutumes de la guerre et des lois de la neutralité, surtout de la neutralité maritime.

Quant à l'organisation plus démocratique de la société des Etats, il faut remarquer l'importance particulière de deux propositions, présentées à l'examen de l'Institut. Le délégué de l'Association nationale de Droit international du Pérou proposa à l'Institut l'examen et l'adoption de la déclaration suivante :

« Les grands intérêts de la justice et de la coexistence harmonique des nations réclament la *démocratisation* de la politique extérieure des Etats. Il est nécessaire que tous les grands problèmes de ce genre et notamment ceux qui peuvent affecter la stabilité de la paix soient soumis à l'examen approfondi de l'opinion publique et au contrôle direct et définitif de la volonté populaire. »

A son tour, la délégation de l'Association nationale de Droit international du Chili a proposé les quatre points suivants pour l'établissement d'une Société des Nations :

a) Limitation des armements terrestres et maritimes de tous les pays du monde, en conformité de la déclaration approuvée à la deuxième Conférence de la Haye ;

b) Abolition des traités de caractère offensif, conclus en temps de paix ;

c) Développement entre les Etats, par tous les moyens possibles, des traités relatifs aux conditions de commerce et de l'émigration, en vue d'éviter des conflits internationaux ;

d) Création en tous les pays de sociétés nationales du Droit international, qui se proposent d'éclairer l'opinion publique sur les principales questions de la politique et du Droit international et d'inculquer, dans ces pays, le respect des règles établies.

La même délégation présenta à l'Institut aussi les quatre principes suivants relativement à l'organisation juridique de la vie internationale :

a) Codification graduelle et progressif du Droit international, conformément à l'expérience de la vie internationale et aux aspirations de l'humanité;

b) Respect des règles juridiques avec sanctions adéquates;

c) Détermination des sources du Droit et des règles qui servent à son interprétation et à son développement;

d) Etablissement de la Cour Permanente de Justice Arbitrale sur les bases générales posées à la seconde Conférence de la Paix de la Haye.

Dans toutes les autres propositions concernant la technique juridique internationale, on a demandé une large adhésion au principe de l'arbitrage général.

Le Président de l'Institut indiqua dans une proposition les questions ci-dessous énumérées, concernant en premier lieu la modification des lois et coutumes de la guerre, comme de nature à faire l'objet de la troisième Conférence de la Paix de la Haye :

I. Elaboration d'un règlement relatif aux lois et coutumes de la guerre maritime dans les rapports entre les belligérants (vœux n° 4 de la Conférence de 1907);

II. Etablissement d'une Cour de Justice Arbitrale (vœu n° 1 de la Conférence de 1907);

III. Traité général d'arbitrage (déclaration de principe inscrite dans l'acte final de la Conférence de 1907);

IV. Elaboration d'un règlement concernant une organisation permanente de la Conférence de la Paix, conformément à la déclaration, qui termine l'acte final de la Conférence de 1907);

V. Extension de la Convention du 18 octobre 1907, relative à l'ouverture des hostilités, à tous les moyens de coercition internationaux, en général ;

VI. Détermination de la mer territoriale et réglementation de son régime;

VII. Effets de la guerre sur les droits privés des particuliers ressortissants des Etats belligérants;

VIII. Régime des aéronefs en temps de guerre;

IX. Valeur des sentences arbitrales au regard des juridictions et autorités nationales;

X. Régime des phares en temps de guerre;

XI. Immunités diplomatiques et consulaires;

XII. Compétence des tribunaux à l'égard des Etats étrangers.

Conformément aux idées, qui sont à la base même de son statut organique, l'Institut a consacré, à sa première session, une attention particulière à l'étude de la question de la neutralité. Une initiative de caractère officiel, et l'on ne peut douter qu'elle n'ait été inspirée par des faits historiques de la Grande Guerre, la violation de la neutralité de la Belgique, l'action des sous-marins allemands contre les navires des Etats neutres, etc., a mis parmi les préoccupations primordiales de l'Institut, la question de la modification de la neutralité maritime, d'une si grande importance pour tous les pays maritimes en général et pour le Continent Américain en particulier.

Il s'agissait d'établir une nouvelle conception de la neutralité. A cet égard, le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis à cette époque, Lansing, présenta à l'Institut son célèbre Memorandum au sujet de la modification des lois de la neutralité maritime et des droits et devoirs des belligérants et des neutres (1), daté du

(1) Le Memorandum Lansing était ainsi conçu :

« A la première réunion de l'Institut, j'ai eu l'honneur d'appeler votre attention sur l'imperfection du corps de règles que déterminent et gouvernent les rapports des belligérants et des neutres. Ces règles, qui se sont développées durant les 125 dernières années et ont été en maintes circonstances différemment interprétées par les tribunaux des différents pays, se sont à maintes reprises montrées incapables de s'adapter aux nouvelles conditions de la conduite des hostilités. Le résultat a été que chaque guerre a apporté des changements, des modifications, des additions à ces règles, généralement par la voie des décisions judiciaires. Les tribunaux de prises des belligérants sont ainsi devenus les interprètes des droits des belligérants et des obligations des neutres; cette interprétation a révélé un inconscient préjugé né d'une surestimation des nécessités des belligérants. Les auteurs qui ont écrit sur le Droit International se sont appuyés sur ces décisions des tribunaux de prises en traitant

3 janvier 1916, dont l'Institut s'occupera dans ses travaux postérieurs.

Dans le même sens, la délégation de l'Association Nationale du Droit international du Chili a présenté les propositions suivantes sur la neutralité :

I. Respect absolu par les belligérants de la souveraineté des Etats neutres. Les dommages qui résulteront de l'infraction de cette règle seront indemnisés par le belligérant qui l'aura transgressée. Les navires de guerre des belligérants ne pourront pénétrer les eaux neutres, sauf nécessité impérieuse et force majeure dûment justifiées;

II. Pour atténuer les effets de la guerre sur le commerce des neutres entre eux ou avec les belligérants, il conviendra que, une guerre déclarée, les neutres se réunissent en conférence, afin de déterminer les objets qui seront considérés comme contrebande de guerre, régler les conditions sous lesquelles devra

le sujet de la neutralité, si bien qu'ils ont posé des règles où se trouvait indirectement formulé le point de vue belligérant. S'ajoutant à ces influences qui s'exercent sur la formation d'une loi sur la neutralité, les conférences et congrès internationaux ont généralement confié la détermination des règles relatives aux droits des belligérants et des neutres à des techniciens de l'armée et de la marine, qui naturellement ont abordé le sujet du point de vue belligérant. Ainsi, les décisions judiciaires, les livres et les accords internationaux ont donné tout l'avantage aux belligérants et montré peu d'attention aux droits des neutres.

Il semble que le moment soit venu de réviser cette manière de traiter le sujet de la neutralité, pour le considérer du point de vue neutre.

Je suggérerais donc qu'une Commission fût nommée pour étudier le problème des droits et devoirs des neutres en vue de mettre en forme le principe sur lequel reposent les relations de la belligérance à la neutralité, plutôt que des règles expresses qui gouvernent la conduite d'une nation en guerre au regard d'une nation en paix.

Je suggérerais, de plus, que le sujet dût être utilement divisé en deux parties, savoir : les droits des neutres en haute mer; les droits des neutres sur le territoire soumis à leur juridiction.

A raison de l'année et demie de guerre qui vient de s'écouler, le moment semble particulièrement opportun d'étudier cette question. L'Institut, composé de membres des nations neutres est spécialement préparé pour le faire avec le juste point de vue et l'objet nettement défini de protéger les libertés des neutres d'injustifiables restrictions en haute mer et du fardeau de charges sans nécessité pour l'observation de leur neutralité sur terre. »

se faire le commerce entre eux ou avec les belligérants, enfin s'entendre sur les moyens efficaces de faire respecter les résolutions adoptées;

III. La dite Conférence des neutres pourra nommer des commissions d'enquête, qui feront des rapports sur la manière dont les belligérants observeront les lois et coutumes de la guerre.

II. — Deuxième groupe de propositions.

Le deuxième groupe de propositions présentées à l'examen de l'Institut à sa première session par les différentes Sociétés nationales de Droit international, qui le composent, concernent spécialement la vie internationale américaine. Parmi elles, il faut distinguer deux groupes de propositions :

a) Relativement aux rapports des Etats de l'Amérique avec ceux de l'Europe;

b) Relativement aux rapports des Etats de l'Amérique entre eux.

En ce qui concerne les rapports des Etats de l'Amérique avec ceux des autres continents et surtout avec le Continent Européen, les propositions présentées encouragent et augmentent le solidarisme démocratique qui unit les nations du Nouveau Monde. Le Continent Américain veut, avant tout, demeurer fidèle aux principes de la célèbre doctrine traditionnelle de Monroe : l'entière indépendance des autres continents et surtout du Continent Européen. Dans ce sens, l'Association nationale du Droit international du Chili présenta à l'Institut les propositions suivantes :

a) Garantie réciproque de l'indépendance et de l'intégrité territoriale des Etats de l'Amérique contre les agressions des Etats des autres continents;

b) Toute réclamation présentée par un Etat d'un autre continent contre un Etat américain pourra être soumise à l'Union Pan-Américaine pour que cette assemblée, si elle le juge convenable, donne son opinion à cet égard;

c) Utilité d'adopter des bases générales pour les traités de commerce à conclure par les Etats de l'Amérique avec ceux des autres continents.

C'est dans le même sens que la délégation de l'Association de Droit international de l'Equatore présenta une proposition où il était dit : *que la violation de la neutralité du territoire d'un des pays américains, faite par un belligérant, affecte chacune des nations américaines.*

Quant aux rapports des Etats d'Amérique entre eux, nous pouvons constater que les jurisconsultes des 21 Républiques américaines sont unanimes pour désirer, dans leurs propositions, le développement et le resserrement des liens de solidarité et de coopération entre les nations du Nouveau-Monde. De la part de tous les délégués, d'une manière unanime et claire, il était réclamé surtout « l'établissement effectif des principes de Droit international, auxquels il y a lieu de donner le caractère de loi internationale acceptée par tous les Etats Américains, pour être la sauvegarde de la justice en même temps que de la paix et de la concorde dans la vie internationale américaine ». Parmi les nombreuses propositions dans ce sens, il faut remarquer la proposition suivante de l'Association nationale de Droit international du Chili :

« L'Association Chilienne de Droit international croit opportun de porter à la connaissance de l'Institut Américain de Droit international son désir de voir les nations américaines persévérer dans la pratique des Conférences pan-américaines. Elle recommande comme matière essentielle de son programme le progrès de la codification de Droit international, commencée à la Conférence de Rio-de-Janeiro, ainsi que l'unification des législations civiles et commerciales des nations d'Amérique. »

III

Ayant toujours en vue les événements tragiques de la Grande Guerre en Europe, où les principes du Droit international dans les deux premières années ont été brutalement violés, quand il semblait que le Droit international était presque définitivement détruit, l'Institut Américain a étudié, dans un esprit tout à fait nouveau, toutes les propositions soumises à son examen. Il a examiné à son tour et plus particulièrement *les principes fondamentaux sur lesquels doit reposer le Droit des Gens de l'avenir*, acceptables par des républiques américaines et, en même temps, capables d'une application universelle. C'est ainsi que le président de l'Institut, M. James Brown Scott, l'illustre jurisconsulte de l'Amérique du Nord, après son discours mémorable sur l'avenir du Droit international, ainsi que sur le devoir de l'Institut et de la démocratie américaine, proposa *la Déclaration des Droits et des Devoirs des Nations*, précédée d'un préambule, exposant les raisons de la Déclaration, et suivie d'un commentaire justifiant chacun des articles. Et c'est ainsi que l'Institut Américain de Droit international, après une discussion à laquelle ont participé les représentants des Sociétés nationales de Droit international de toutes les Républiques américaines, adopta, le 6 janvier 1916, comme base de ses délibérations à l'avenir (as its point of departure for future discussions) la célèbre *Déclaration des Droits et Devoirs des Nations*, l'œuvre fondamentale des travaux de sa première session. — La Déclaration était ainsi conçue :

- 1°) Toute nation a le droit d'exister, de protéger et de conserver son existence, mais ce droit n'implique pas le pouvoir et ne justifie pas le fait, par un Etat, de commettre, pour se protéger ou conserver son existence, des actes injustes contre innocents Etats, qui ne font aucun mal ;
- 2°) Toute nation a le droit d'indépendance, en ce sens qu'elle a droit à la poursuite de bonheur, et qu'elle est libre de se développer sans immixtion ou contrôle d'autres Etats,

pourvu qu'en agissant ainsi elle ne commette ni intervention ni violation des justes droits des autres Etats ;

- 3°) Toute Nation est, en droit et devant le droit, l'égale de toute autre, membre de la Société des Nations, et tous les Etats ont le droit de proclamer et, conformément à la Déclaration d'Indépendance des Etats-Unis, de prendre, parmi les puissances du globe, la situation séparée et égale à laquelle les lois naturelles et divines donnent droit ;
- 4°) Toute nation a le droit de posséder un territoire dans des limites déterminées, et d'exercer une juridiction exclusive, en même temps que sur toutes les personnes étrangères qui s'y trouvent ;
- 5°) Toute nation qui a un droit, en vertu de la loi des nations, a le droit de le voir respecté et protégé par toutes les autres nations, car le droit et le devoir sont corrélatifs, et, où il y a droit pour l'un, il y a, pour tous les autres, devoir de l'observer ;
- 6°) Le Droit international est, tout à la fois, national et international ; national au sens qu'il est la loi du pays et s'applique comme tel à la décision des questions qui mettent en jeu ses principes ; international dans le sens qu'il est la loi de la Société des Nations et, comme tel, s'applique à toutes questions entre les membres de la Société des Nations qui mettent en jeu ses principes.

(Dans la deuxième partie de notre travail nous étudierons plus particulièrement les principes de la Déclaration).

Les Sociétés nationales américaines de Droit international ayant, pour l'orientation de leurs travaux, manifesté le désir d'avoir une vue d'ensemble sur la Société des Nations et le Droit international de l'avenir, l'Institut, dans sa séance du 8 janvier 1916, chargea son secrétaire général, M. Alejandro Alvarez de faire une étude générale sur ce sujet. Six mois après, M. Alvarez, accomplissant cette mission, publia « *Le Droit international de l'avenir* ».

Nous aurons plus tard l'occasion de nous occuper des idées de M. Alvarez. Il convient toutefois de résumer ici l'ouvrage remarquable de l'éminent jurisconsulte chilien, car le dit ouvrage a pris un caractère plus ou moins officiel pour l'Institut lui-même.

M. Alvarez traite les points suivants :

a) Les idées que les publicistes et les associations scientifiques avaient omises jusqu'alors sur la future organisation internationale;

b) Les propositions que les différentes Sociétés nationales affiliées à l'Institut, avaient présentées à l'Institut sur le même sujet, dans sa première session;

c) Le problème de la reconstitution de la vie internationale en établissant les bases de réorganisation de la société internationale.

D'après M. Alvarez, les anciennes bases sur lesquelles a reposé la vie internationale ne correspondent plus aux aspirations nouvelles des nations qui, instruites par les dures expériences de la guerre, voudraient voir se développer la solidarité ainsi que la coopération étroite entre les peuples dans l'état d'une paix solide, juste, démocratique et durable. Il faut donc qu'une autre organisation de la Communauté internationale vienne répondre à ces nouvelles aspirations et remplacer l'ancien régime de groupements d'équilibre politique, d'alliances entre les grandes Puissances, d'hégémonie, de rivalités politiques, d'antagonisme économique, de paix armée. Les désastres des deux premières années de la Grande Guerre ont clairement démontré la nécessité de mettre un terme à l'état existant d'anarchie entre les nations, à l'état d'insécurité en temps de paix, de ruine et de misère des peuples en temps de guerre.

Animé par ces considérations, M. Alvarez a mis en avant l'idée, que la future organisation internationale devrait reposer, dans une forme politico-juridique, sur une série d'Unions internationales, parmi lesquelles se distinguent spécialement

les unions : administrative, législative, judiciaire et économique. En réalité, ce que proposait M. Alvarez c'était la constitution d'une Société des Nations après la guerre, conception qu'il avait énoncée auparavant, en 1915, dans son ouvrage : « La Grande Guerre Européenne et la neutralité du Chili (1). »

Vu les expériences tragiques des premières années de la guerre et les violations manifestées du Droit international, M. Alvarez affirme dans son rapport-ouvrage sa ferme conviction de la nécessité de procéder à une reconstruction intégrale et profonde de l'ancien Droit international, et il donne toutes les indications pour cette reconstruction (2).

LITTÉRATURE : Institut Américain de Droit International. *Procès-verbaux de la première session*. Oxford, University Press, american branch, 1916 ; Institut Américain de Droit international. *Sa déclaration des Droits et Devoirs des Nations*, par James BROWN SCOTT, Président de l'Institut Américain de Droit international, Washington, 1916, édition de l'Institut ; *The Declaration of the Righth and Duties of Nations adopted by the American Institute of International Law. Address of the Honorable Elihu Root, President of the American Society of International Law*, Washington, 1916 ; Alejandro ALVAREZ : *Le Droit international de l'avenir*, Washington, 1916.

(1) V. *International Law related subjects from the points of the American Continent*, by Alejandro ALVAREZ, Secretary General of the American Institute of International Law. Washington, 1922 (où sont contenues les conférences de M. Alvarez faites dans le même sens dans les différentes Universités américaines).; v. une brève analyse de ces conceptions de M. Alvarez dans Paul Fauchille, *Traité*, 1922, tome I^{er}, I^{re} partie, pp. 182, 183.

(2) Il faut remarquer que cette idée de la reconstruction fondamentale du Droit international avait été émise par M. Alvarez déjà en 1912 dans son ouvrage *La Codification du Droit International*, qu'il a présenté, en qualité de représentant de trois pays de l'Amérique latine : Chili, Costa-Rica et Equateur, à la Commission des jurisconsultes américains, réunie à Rio-de-Janeiro la même année, pour procéder à la codification du Droit international.

CHAPITRE III

La deuxième session de l'Institut. - Projets Alvarez

(A la Havane du 22 au 27 Janvier 1927).

I

La deuxième session plénière de l'Institut Américain de Droit international se tint, sur l'invitation du Gouvernement de la République de Cuba et sous les auspices de la Société Cubaine de Droit international, à la Havane, du 22 au 27 janvier 1917.

Cette session a repris l'œuvre commencée à la première session : premièrement, établir les principes fondamentaux dans la reconstitution du Droit international en général; deuxièmement, poser les bases du Droit international sur le Continent américain (Droit public international américain); troisièmement, le règlement de la neutralité maritime et la codification du Droit international.

Sur tous ces points capitaux, les projets les plus importants sont ceux qui ont été présentés à l'examen de l'Institut par M. Alejandro Alvarez, son secrétaire général. Ce sont :

1° Le projet sur les bases fondamentales du Droit international de l'avenir;

2° Le projet sur les droits fondamentaux du Continent Américain, établissant les bases du Droit public international américain ;

3° Le projet relatif à la neutralité maritime.

En plus il a présenté le projet sur l'organisation de la Société continentale ou Conseil de conciliation entre tous les états du

Continent Américain, ainsi que ses considérations sur les droits fondamentaux des Etats. Le Président, M. James Brown Scott, présenta un projet relativement à l'organisation d'une Cour de justice arbitrale. Tous ces projets, destinés à servir de base à la reconstitution du Droit international d'une part et à la réorganisation de la société des Etats de l'autre, ont été suivis des exposés des motifs.

II

Nous allons résumer, ici, brièvement, — et en même temps faire ressortir les points essentiels — des conceptions de M. Alvarez contenues dans ces projets, antérieurement indiqués, présentés à la deuxième session de l'Institut.

M. Alvarez nous fait remarquer, d'abord, les erreurs de jugements de ceux qui, au cours du XIX^e siècle, voulant maintenir la paix, l'ont fondée sur des bases aussi précaires que, par exemple, le Directoire Européen, le Concert Européen, le nationalisme exclusif, la paix armée. L'histoire récente démontre toute leur insuffisance, comme base pour le maintien de la paix et le danger même qui en résulte pour la vie internationale de l'avenir. Le Droit international lui-même présente de graves défauts et des lacunes considérables : il ne peut plus avoir un caractère universel, parce que la vie internationale n'est plus unique. A côté des règles de caractère universel, il y a celles de caractère continental. Celles-ci ne détruisent nullement ni la communauté internationale universelle, ni le droit qui la régit; au contraire, elles donnent au Droit international son véritable caractère et sa physionomie vraie en posant, à côté des règles universelles, applicables aux situations générales, d'autres règles, applicables aux situations spéciales, propres à chaque continent. Ensuite, la place qu'occupe le Droit international par rapport à la législation nationale de chaque pays n'est pas clairement définie ; par conséquent, la situation créée en cas de conflit entre la législation nationale et le Droit international

reste indéterminée. L'ancien Droit international n'indique pas non plus de moyens appropriés pour changer une règle juridique existante, lorsque celle-ci ne s'harmonise plus avec les nécessités ou les situations nouvelles. Il lui manque d'ailleurs une sanction efficace. Malgré son développement avancé, le Droit international n'offre pas encore de moyens capables de donner satisfaction à certaines aspirations ou besoins sociaux, ni aux aux nécessités vitales des Etats. Le Droit international n'a pas réglementé ni défini l'importance et le rôle du droit dit de nécessité dans les relations internationales et particulièrement dans l'observation des traités. En un mot, l'ancien Droit international, d'après Alvarez, n'offre aucun moyen de donner pacifiquement satisfaction à ce qu'on peut appeler une nécessité sociale.

Il est donc absolument nécessaire de commencer l'œuvre de la reconstitution intégrale et démocratique du Droit international et de la Société internationale des Etats. Il faut, d'après M. Alvarez, *américaniser le Droit international*, c'est-à-dire y faire pénétrer les idées de solidarisme et de la coopération internationale, ainsi que l'esprit de justice et d'équité. Les points capitaux dans cette reconstruction, ainsi que dans cette nouvelle orientation du Droit international sont les suivants :

1° Le Droit international doit reposer sur un ensemble de droits fondamentaux des Etats, établis dans la Déclaration des Droits et Devoirs des Nations votée par l'Institut, sans leur donner pourtant le caractère absolu et métaphysique, qu'ils ont présenté jusqu'ici. Ces droits fondamentaux doivent être d'ordre positif et correspondre aux besoins nouveaux de la vie internationale ;

2° Il faut que le Droit international consacre amplement, en lui donnant la place dans la réglementation juridique, la *notion du Devoir international, de la solidarité et de l'intérêt général*, à côté de la notion du Droit, il importe d'introduire dans une large mesure, dans cette théorie de Droits fondamentaux, la

notion du Devoir international et de l'affermir par l'éducation populaire, dans l'opinion publique;

3° Le droit, dit de la guerre, ne doit faire partie du Droit international qu'à titre secondaire. Il faut abolir aussi le droit de déclarer la guerre, sans que préalablement ait été consultée la volonté de toute la nation par un referendum populaire;

4° Introduire le principe de la publicité générale; l'abolition intégrale des traités et de la diplomatie secrets;

5° Le Droit international doit faire partie de la législation de chaque pays dans le sens qu'il doit être respecté par le pouvoir législatif de l'Etat et appliqué par ses tribunaux à l'égard du Droit national;

6° Les règles du Droit international ne peuvent être toutes d'une application universelle. A côté de ces règles universelles il y a des règles continentales; puis, des règles nationales ou établies pour un pays relativement à des matières qu'autorise le Droit international et destinées à être appliquées exclusivement dans le territoire de ce pays; des règles ou doctrines d'écoles; des règles particulières, c'est-à-dire établies par deux ou plusieurs pays pour régir leurs rapports réciproques; enfin, des règles dites de civilisation, destinées à être appliquées seulement dans certaines régions d'Asie ou d'Afrique et à des populations semi-civilisées;

7° Régler la question relative aux sources des règles juridiques internationales;

8° La codification progressive du Droit international;

9° Assurer par des sanctions efficaces le respect des règles du Droit international;

10. Les règles du Droit international doivent être de caractère obligatoire;

11° Doivent être l'objet du Droit international non seulement les rapports des Etats entre eux, mais aussi la réglementation de toute matière de caractère international : telles les

associations internationales, droits internationaux de l'individu, etc.;

12° Le Droit international doit indiquer, en cas d'obscurité de la loi écrite, les procédés qui doivent servir à son interprétation et, s'il y a des lacunes dans les dispositions légales, les moyens de les combler pour appliquer ces dispositions aux cas nouveaux qui se présentent.

Ce sont les principes généraux qui animent le projet de M. Alvarez relativement aux bases fondamentales du Droit international nouveau.

L'autre projet de M. Alvarez concernant les Droits fondamentaux du Continent américain (Droit public international américain) était plus court, 10 articles seulement, mais les principes qu'il y expose, les principes de la doctrine traditionnelle de *Monroë* avec ceux de solidarisme et de coopération, en conformité avec les vœux exprimés par les différentes Sociétés nationales américaines de Droit international, sont bien précisés et mis à la base du Droit public international américain. M. Alvarez demande dans son exposé des motifs, en vue de resserrer les liens de solidarité et de coopération et conformément aux nécessités et aspirations des Nations du Nouveau Monde, *que les principes de la doctrine de Monroë soient, à l'avenir, proclamés règles juridiques internationales américaines*. Car, a-t-il dit, ils représentent non seulement les intérêts des Etats-Unis, comme on l'a cru jusqu'alors, mais aussi ceux de tout le Continent américain.

Quelques articles seulement de cet important projet sur les Droits fondamentaux du Continent américain nous feront comprendre le solidarisme ainsi que la fermeté des Nations d'Amérique à cet égard. D'après l'art. 1^{er} du projet : les Etats d'Amérique, tout en reconnaissant l'universalité de la société des Etats et des règles qui la régissent, déclarent, cependant, qu'ils ont le droit, affirmé dès le moment même de leur émancipation, d'établir les bases fondamentales sur lesquelles doit reposer la So-

ciété internationale Américaine, en conformité avec leur passé historique, leurs nécessités et leurs aspirations » (1).

*
**

Le projet de règlement de la neutralité maritime, présenté par M. Alvarez à la deuxième session de l'Institut, basée sur les vœux de la deuxième Conférence de la Paix de la Haye et ceux des Gouvernements d'Amérique exprimée à l'Union Pan-Américaine, ainsi que sur le memorandum Lansing sur la neutralité maritime, pose une nouvelle conception de la neutralité en général, et en particulier de la neutralité maritime.

Les déclarations générales du dit projet définissent en termes suivants cette nouvelle conception de la neutralité : « *A l'avenir, la neutralité, et spécialement la neutralité maritime, devra être réglée, non seulement en considération des belligérants, comme elle a été jusqu'ici, mais surtout en considération des droits des neutres. Il faut sauvegarder surtout la liberté commerciale et libérer les neutres du fardeau et des charges*

(1) L'ART. 2. — Les Etats d'Amérique déclarent aussi, que les questions de caractère spécialement américain doivent être réglées sur le Continent Américain soit conformément aux principes de Droit international généralement acceptés, soit en élargissant et en développant ces principes, ou en en créant de nouveaux adaptés à la condition spéciale de leur Continent.

ART. 3. — Les Etats du Continent Américain, égaux devant la loi ont de droits acquis à leur entière souveraineté : ces droits, ainsi que le droit sur leur territoire, ne pourront être limités de quelque manière que ce soit, au profit d'un Etat non-américain, même avec la volonté de l'Etat Américain.

ART. 4. — Un Etat non-américain ne peut ni directement ni par des moyens détournés et pour quelque motif que ce soit, occuper, même temporairement une portion quelconque du territoire d'un Etat Américain pour y exercer des actes de souveraineté, même avec le consentement du dit Etat.

ART. 5. — Aucun Etat non-américain n'a le droit d'intervenir dans les affaires internes ou extérieures d'un Etat Américain contre la volonté de celui-ci.

ART. 6. — Tous les Etats d'Amérique sont solidaires quant à la défense et au maintien des droits proclamés dans les articles précédents.

inutiles, qui pèsent aujourd'hui sur eux, en vue de l'observation de la neutralité ».

Exposée plus en détail, cette nouvelle conception de la neutralité maritime, d'après le projet de M. Alvarez, contient les principes suivants :

1° *L'abolition du blocus.* — Le blocus commercial, soit des ports des belligérants, soit des zones maritimes qui baignent leurs côtes, par quelque moyen que ce soit, est formellement interdit;

2° *L'inviolabilité absolue de la propriété privée.* — La propriété privée sur mer est absolument inviolable. Les navires de commerce des belligérants, ainsi que ceux des neutres, ne seront dans aucun cas sujets à confiscation et, moins encore, être coulés pour un motif ou prétexte que ce soit. (Si les dits navires sont porteurs de contrebande de guerre, celle-ci peut être ou confisquée ou détruite par le capteur).

3° *L'abolition de la capture et de visite.*

4° *L'inviolabilité de la correspondance postale.*

5° *L'inviolabilité absolue des droits souverains des Etats neutres par les belligérants.* — Il est absolument interdit aux belligérants de faire des ports et des eaux neutres les bases d'opérations navales contre leurs adversaires, notamment d'y installer des stations radiotélégraphiques ou tout appareil destiné à servir comme moyen de communication avec des forces belligérantes sur terre ou sur mer.

6° *L'interdiction absolue des accès.* — Les navires de guerre des belligérants n'auront pas accès aux ports, rades et eaux territoriales des puissances neutres, sauf le cas de force majeure, dûment justifiée.

Le projet de M. Alvarez prévoit, sitôt une guerre déclarée, qu'une assemblée des neutres, une ligue universelle d'Etats neutres se réunira dans le Palais de la paix à la Haye, afin d'adopter les mesures nécessaires pour maintenir la liberté du commerce et de la navigation dans ces Etats.

Enfin, quant à la réorganisation de la société des Etats, M. Alvarez s'efforça dans son projet de création d'une Union Continentale ou Conseil de conciliation d'exprimer les idées d'Amérique et ses propres idées sur le problème du maintien de la paix générale par une organisation internationale mondiale. Notons en passant que M. Alvarez, une fois de plus, souligne, dans son exposé des motifs du dit projet, le fait, qu'il est possible de créer une ligue universelle des nations, à la réalisation de laquelle tous les pays ont un intérêt égal. Mais les bases fondamentales de cette ligue doivent être de caractère fédératif ou confédatif, régionaliste ou continental. Dans le dit exposé des motifs, M. Alvarez s'exprime ainsi : « Les Etats d'un Continent, en effet, n'ont jamais eu ni n'auront probablement jamais un intérêt direct dans des matières qui concernent uniquement les Etats d'un autre Continent; ainsi, pour les Etats d'Amérique, les questions essentiellement européennes ou asiatiques ou des Balkans, de l'Inde, etc. Et les pays de l'Europe, à leur tour, ne s'intéresseront pas à des questions ou problèmes essentiellement américains, non plus que les pays de ce Continent n'accepteront que l'Europe y intervienne ». Or, chaque continent doit former une Union continentale ou Société des Nations du dit Continent et puis, animées du grand principe de solidarisme et de la coopération internationale, toutes ces Unions continentales qui présentent les plus grands avantages formeront, pour les affaires de caractère purement mondial, une Ligue universelle des nations.

M. Alvarez cherche à nous donner un type pour une Union ou Société des Nations de cette espèce de caractère continental, en présentant un projet d'une Union continentale ou Conseil de conciliation entre tous les Etats du Continent Américain qui « s'efforcera de resserrer étroitement les liens économiques entre les pays du Continent et ceux des autres Continents, afin de préparer et faciliter la coopération universelle ».

Développant sa conception de la création de Ligues ou Conseils de conciliations continentaux, M. Alvarez marque d'autres avantages qui en résultent. Composés non de diplomates, mais

de délégués permanents de chaque gouvernement, ces Conseils continentaux, qui ne seront pas de véritables tribunaux et ne seront pas obligés de s'inspirer seulement des données juridiques, auront la prépondérance pour résoudre pacifiquement et plus facilement les conflits internationaux et surtout ceux, qui ne sont pas de caractère juridique, donc qui touchent à l'honneur national et aux intérêts vitaux des Etats en conflit.

Outre ces projets, M. Alvarez exposa à la deuxième session de l'Institut les considérations concernant les Droits fondamentaux des Etats. Elles présentent un égal intérêt scientifique, vu les nouvelles conceptions d'un internationalisme solidariste et démocratique, dont elles s'animent.

Les droits fondamentaux des Etats sont bien précisés dans la Déclaration des Droits et Devoirs des Nations, affirmée par l'Institut à sa première session et M. Alvarez cherche à dégager, dans ses considérations, les Droits et Devoirs des Etats, qui en dérivent.

D'abord, en ce qui concerne *les Droits de l'indépendance* et de la liberté, M. Alvarez pose, à l'examen de l'Institut, les trois questions suivantes, qui ont conduit, dit-il, au cours du siècle dernier, et surtout en Europe, à de grosses difficultés :

1° Est-ce que toute nation, le mot « nation » étant pris non comme synonyme d'Etat, mais dans son vrai sens technique, a droit à l'indépendance?

2° Les droits de l'indépendance et de la liberté sont-ils acquis définitivement par un Etat de sorte qu'il ne peut plus les perdre à l'avenir?

3° Qui doit veiller à l'exécution de ces droits, et aux limitations qui y sont apportées?

Quant aux *Droits de conservation et de libre développement*, il est un devoir impératif de bien régler surtout le droit de nécessité, dont l'empire allemand se servait pour justifier la violation du Droit international et de la neutralité de la Belgique, le droit défendu théoriquement par un jurisconsulte alle-

mand d'une renommée mondiale (Kolher). En 1916, M. Alvarez voyait déjà l'unique solution de cette grave question dans la formation d'une Union politique européenne et dans un nouveau Droit public de l'Europe sur une base de coopération et d'équité.

Le Droit à la libre évolution trouvera également sa solution dans le même sens.

La non-intervention d'un Etat dans les affaires intérieures ou extérieures des autres devra être à l'avenir la règle absolue; mais, d'après une nouvelle conception, il peut y avoir intervention collective dans des cas exceptionnels que tous les intéressés auront à apprécier préalablement.

Le Droit d'égalité des Etats doit être pris dans le sens juridique. Il faut proclamer, comme un principe absolu et positif, l'égalité juridique des Etats, cette égalité, dit M. Alvarez, en vertu de laquelle aucun Etat ne peut, en faisant valoir sa seule puissance, réclamer des droits qu'on ne voudrait accorder aux faibles, ou prétendre à des obligations de la part des Etats faibles auxquels les forts ne se croiraient pas soumis. Tous les Etats doivent être égaux devant les lois internationales.

Le Droit de la souveraineté absolue, aujourd'hui sous le régime de l'interdépendance des Etats, doit subir quelques restrictions que réclament l'intérêt général et la solidarité internationale. D'autre part, *les Devoirs internationaux* des Etats devront accroître de plus en plus et surtout le devoir d'assistance mutuelle.

Tels sont les projets et les considérations de M. Alvarez, présentés à la deuxième session de l'Institut et qui auront, comme nous allons le voir, une grande influence sur ses travaux postérieurs, notamment sur l'élaboration de l'avant-projet du Code du Droit international américain.

III

La deuxième session de l'Institut examina avec le plus grand soin, et consacra une étude complète et approfondie aux impor-

tants projets de M. Alvarez, que nous avons sommairement analysés. Etant données leur importance capitale et la nécessité de l'uniformité d'idées, M. Alvarez lui-même pria l'Institut de les soumettre, avant leur adoption définitive, à l'examen des Associations de Droit international des 21 Républiques. L'Institut décida alors d'envoyer les projets Alvarez aux dites sociétés et de leur demander en même temps leurs opinions sur les questions complémentaires, par les résolutions suivantes :

I. — *Résolution relativement au projet sur les bases fondamentales des Etats :*

L'Institut, dans son désir d'arriver à une uniformité d'idées dans l'élaboration du projet définitif, prie les Sociétés nationales y affiliées, de vouloir bien étudier, entre autres points, les suivants :

- 1° Domaine du Droit international;
- 2° Extension des règles juridiques internationales;
- 3° Sources de ces règles;
- 4° Leur application ou extension à des cas non prévus par le Droit international;
- 5° Les sanctions de Droit international;
- 6° Droit de l'individu ou des associations qu'il conviendrait d'établir dans le Droit international.

II. — *Résolution relativement au projet concernant les Droits fondamentaux du Continent et du monde américain :*

En ce qui concerne ce projet, l'Institut attire l'attention des Sociétés nationales sur les points suivants :

a) Les Républiques américaines doivent-elles proclamer à la base de leur organisation internationale dans leurs rapports avec les Etats des autres continents, l'intégrité territoriale des pays faisant partie du continent ou du monde américain ?

b) Et dans l'affirmative, doivent-elles se déclarer solidairement tenues à maintenir ce principe?

III. — *Résolution relativement au projet de réglementation de la neutralité en cas de guerre maritime :*

Sur cette matière, l'Institut recommande instamment aux sociétés affiliées l'étude des points suivants :

1° Les droits des neutres doivent-ils prévaloir toujours sur ceux des belligérants; c'est-à-dire, les belligérants devront-ils dans la conduite des opérations militaires ou navales, subordonner leurs intérêts à ceux des neutres; et dans l'affirmative, quels seront les moyens les plus adéquats pour faire respecter les droits des neutres?

2° Conviendrait-il d'établir une ligue des neutres ?

3° Devra-t-on prohiber les blocus commerciaux des ports des belligérants ?

4° Devra-t-on déclarer l'inviolabilité de la propriété privée sur mer ?

5° Devra-t-on interdire le droit de visite ?

6° Devra-t-on interdire la censure postale ?

7° Quelles mesures pourront être prises pour assurer le libre commerce des neutres entre eux ou avec les belligérants ?

8° Conviendrait-il, en cas de guerre, d'exclure les navires de guerre des belligérants des eaux juridictionnelles des pays neutres ?

IV. — *Résolution relativement au projet de la création d'une Union continentale ou Conseil de conciliation pour le maintien de la paix :*

Dans cette matière, l'Institut demande l'avis des Sociétés nationales sur les points suivants :

1° Conviendrait-il de créer une Union ou Ligue des Etats, destinée surtout à éviter les conflits de caractère politique, à procurer une solution pacifique, ainsi qu'à resserrer les relations réciproques entre les Etats qui la constitueraient ?

2° Conviendrait-il, que la dite organisation, ligue ou union, soit universelle, ou seulement de caractère continental ?

3° Convierait-il au cas de la création de la dite ligue, que ses pouvoirs soient limités à procurer un accord entre les parties, ou ces attributions doivent-elles être étendues jusqu'à donner une résolution ?

4° Dans ce dernier cas, la ligue pourrait-elle, revêtue seulement de son autorité morale faire accepter les solutions, ou bien pourra-t-elle les imposer par la force ? Et, dans ce cas, quels seront les meilleurs moyens de procéder ?

5° Serait-il possible et convierait-il d'obtenir un désarmement universel, au moins de limiter les armements terrestres et maritimes ?

V. — *Résolution relativement aux Droits et Devoirs des Etats, qui dérivent des droits fondamentaux :*

L'Institut vota, à sa première session, une « Déclaration des Droits et Devoirs des Nations ». Il est d'avis qu'il convient maintenant de déterminer quels sont les droits ou facultés qui dérivent à leur tour des dits droits fondamentaux. Dans cette importante matière, l'Institut attire l'attention des sociétés affiliées sur la convenance qu'il y aurait à établir, et dans l'affirmative à préciser, quelles seront les limites des droits suivants :

- 1° Droit de nécessité;
- 2° Droit des peuples à leur libre évolution;
- 3° Droit d'intervention;
- 4° Quels sont les devoirs des Etats;
- 5° Comment doit-on affirmer à l'avenir les notions d'intérêt général et de la solidarité parmi les Etats ?

VI. — *Résolution relativement au projet de l'organisation d'une Cour de justice arbitrale (projet de James Brown Scott) :*

A ce sujet, l'Institut attire l'attention des Sociétés nationales sur les points suivants :

- a) Devra-t-on créer une Cour internationale de justice chargée de résoudre les différends d'ordre politique entre les nations

et dans ce cas, conviendrait-il que la dite Cour soit seulement américaine ou doit-elle avoir un caractère universel?

b) Conviendrait-il d'établir la dite Cour, prenant comme base l'organisation de la Cour suprême de justice des Etats-Unis, et les projets soumis pour la création d'un tribunal international, à la deuxième Conférence internationale de la paix de la Haye ?

IV

Avant même d'avoir reçu l'approbation des dites sociétés, les idées principales de tous les projets présentés ont trouvé une consécration solennelle dans les résolutions générales de la Deuxième session de l'Institut. Sur la proposition de son président, M. James Brown Scott, l'Institut vota, dans sa séance du 23 janvier 1917, dix résolutions, connues sous le nom de *Recommandation de la Havane* de l'Institut Américain de Droit international, motivées par des considérations extrêmement intéressantes. L'Institut recommande donc :

- I) La convocation d'une troisième Conférence de la Haye à laquelle tout pays faisant partie de la Société des Nations devra être représentée et aux travaux de laquelle il devra participer ;
- II) L'établissement d'une session fixe pour la Conférence de La Haye, laquelle ayant ses séances à des périodes régulières, déterminées, deviendraient un corps constitué recommandable, sinon ayant encore autorité pour promulguer des lois ;
- III) Une entente entre Etats formant la Société des Nations concernant l'appel et la procédure de la Conférence, et par laquelle cette institution ne deviendrait pas seulement internationalisée, mais qui s'opposerait à ce qu'aucune nation y prit comme droit, une part prépondérante ;
- IV) La création d'un Comité, devant siéger à intervalles réguliers entre les Conférences, et ayant mission de faire ratifier

les conventions et déclarations et d'appeler l'attention sur ces conventions et déclarations afin d'en assurer la mise en vigueur ;

- V) Une entente sur certains principes fondamentaux de Droit international, tels que ceux mis en avant dans la Déclaration des Droits et Devoirs des Nations adoptée par l'Institut Américain de Droit international le 6 janvier 1916, et qui sont eux-mêmes basés sur les décisions des Cours anglaises et de la Cour Suprême des Etats-Unis ;
- VI) La création d'un Conseil de Conciliation pour considérer, discuter et faire rapports sur telles questions d'un caractère non justiciable comme il peut en être soumis à tel conseil par un accord des Puissances dans ce but ;
- VII) L'emploi des bons offices, de médiation et de la concession amicale pour la solution des disputes d'une nature justiciable ;
- VIII) Le principe d'arbitrage dans l'arrangement des disputes d'un caractère non justiciable ; aussi des disputes d'un caractère justiciable qui devraient être résolues en Cour de Justice, mais qui, par délai ou maladresse commise ont assumé telle importance politique que les nations préfèrent les soumettre à des arbitres de leur propre choix, plutôt qu'aux juges d'un tribunal permanent ;
- IX) La négociation d'une convention créant une Union Juridique des Nations d'après le type de l'Union Postale Universelle de 1906 à laquelle toutes les nations civilisées et les dominions indépendants sont affiliés, faisant valoir la bonne volonté des parties contractantes à soumettre leurs disputes judiciaires, c'est-à-dire leurs différends impliquant le droit ou l'équité, à une Cour permanente de cette Union et de qui les décisions seront obligatoires non seulement pour les nations ayant litiges, mais aussi pour toutes les parties à sa création ;
- X) La création d'une opinion publique éclairée en faveur d'une solution pacifique en général, et en particulier en faveur des

neuf propositions précédentes, afin que, si elles sont acceptées, elles puissent être mises en pratique et devenir effectives.

LITTÉRATURE : Institut Américain de Droit International. *Acte final de la session de la Havane* (Deuxième session de l'Institut), 22-27 janvier 1917. Résolutions et Projets. New-York, Oxford University Press, american branch, 1917; Institut Américain de Droit International. *Rapport-Questionnaire et projets présentés à la Deuxième Session de l'Institut Américain de Droit International à la Havane*, par Alejandro ALVAREZ, Secrétaire Général de l'Institut. Washington, 1917; *The Recommendations of Habana concerning international organization* adopted by the American Institute of International Law at Habana, janvier 23, 1917; *Adresse and commentary* by James BROWN SCOTT, Président of the American Institute of International Law. New-York, Oxford University Press, 1917; Alejandro ALVAREZ: *Le Droit International de l'avenir*. Washington, D. C., 1916.

CHAPITRE IV

La Réunion du Comité de l'Institut Américain de Droit International pour la Codification du Droit International.

Le Code du Droit International Américain

I

Les événements récents de la Grande Guerre et l'entrée des Etats-Unis dans cette Guerre ont retardé les sessions régulières de l'Institut Américain de Droit international, comme ce fut également le cas pour les sessions de l'Institut de Droit international.

La troisième session de l'Institut Américain de Droit international proprement dite, la réunion spéciale de ses membres, avait été indiquée pour le mois de décembre 1924 à Lima, République du Pérou, qui devait se tenir simultanément avec le troisième Congrès scientifique Pan-Américain, dans la même ville. Mais en raison de la situation délicate à l'intérieur de ce pays, l'Institut n'a pas pu tenir sa session régulière, mais seulement des conversations à caractère d'information entre ses membres. On décida alors de constituer un comité de l'Institut pour la codification du Droit international, pour examiner les projets élaborés à Paris par une commission spéciale du Conseil de direction de l'Institut. C'est notamment ce comité, nommé à Lima, qui dans sa session de février 1925 a accompli cette œuvre grandiose qu'est l'élaboration de l'avant-projet du Code du Droit International Américain, qui surpasse tout ce qu'on a fait jusqu'ici théoriquement dans le domaine du Droit international et qui justifie le retard dans les sessions de l'Institut.

II

Avant d'entrer dans l'analyse de ce Code, il est utile de rappeler, dans un bref historique, les efforts poursuivis dans le Nouveau Monde, pendant ces 25 dernières années, pour la codification du Droit international.

La codification du Droit international est bien un idéal américain. Les Etats du Nouveau Monde ont pris l'initiative et ont constamment tendu tous leurs efforts vers la réalisation définitive de cette œuvre. Les Conférences Pan-Américaines, si nous commençons par la Deuxième de 1901-1902, jusqu'à la cinquième en 1923, aussi bien que les congrès scientifiques Pan-Américains et les Assemblées internationales de jurisconsultes américains, se sont occupés constamment de ce grand problème et n'ont pas cessé de hâter son avancement et d'augmenter les efforts vers sa réalisation et l'adaptation définitive par les nations américaines. Car, d'après les conceptions des jurisconsultes américains et résolutions des Conférences Pan-Américaines (Conférences internationales des Républiques Américaines), la codification graduelle et progressive du Droit international est considérée comme un élément de tout premier ordre et de la plus haute importance pour l'établissement du règne du Droit parmi les nations.

La deuxième Conférence Pan-Américaine décide la codification. La troisième Conférence résolut en 1906 à Rio de Janeiro, par une convention dûment ratifiée par la majorité des Républiques américaines, d'établir une Commission internationale de jurisconsultes américains, dans le but de préparer un projet de Code de Droit international public et un autre de Droit international privé. C'est ainsi qu'on avait posé en Amérique les premières bases sérieuses, de caractère officiel, pour les travaux de cette œuvre grandiose et difficile.

En exécution de la dite convention de la troisième Conférence Pan-Américaine, la Commission internationale de jurisconsultes américains se réunit à Rio des Janeiro en 1912. M. Al-

varez lui avait présenté son ouvrage clair et systématique : « *La Codification du Droit international* », dont nous avons parlé précédemment. Les travaux de cette Commission interrompus, la codification du Droit international, nous l'avons montré, était un des buts principaux que l'Institut Américain de Droit international, lui aussi, se proposait d'atteindre.

La Grande Guerre terminée, l'œuvre de la codification interrompue dans son avancement, a été reprise en Amérique avec une volonté d'aboutir plus forte encore, qu'avant la guerre. A la cinquième Conférence des Républiques Américaines (V^e Conférence Pan-Américaine), M. Alvarez, en sa qualité de délégué du Chili et de rapporteur de la Commission internationale des jurisconsultes américains chargée de la Codification du Droit international, a soumis un rapport et différents projets relativement à la codification des parties les plus importantes du Droit international.

La cinquième Conférence Pan-Américaine, par une résolution invita tous les Gouvernements des Républiques Américaines à nommer des délégués pour reconstituer la Commission internationale de Rio de Janeiro. En même temps, la cinquième Conférence Pan-Américaine recommande à cette Commission, que dans le domaine du Droit international public la codification soit graduelle et progressive, prenant comme base le projet de M. Alvarez, délégué du Chili, présenté à la cinquième Conférence (1).

(1) La Cinquième Conférence Pan-Américaine a résolu :

1° D'inviter chaque Gouvernement des Républiques Américaines à nommer deux délégués pour constituer la Commission Internationale de Jurisconsultes de Rio-de-Janeiro;

2° De recommander que les Comités désignés par la Commission de Jurisconsultes soient rétablis;

3° De demander à ces Comités d'entreprendre et de reconsidérer leur travail, en s'inspirant de l'expérience des récentes années et aussi en vue de résolutions de la Cinquième Conférence Internationale des Etats Américains;

4° De recommander à cette Commission que dans le domaine du Droit international la codification soit graduelle et progressive, acceptant comme base le Projet présenté à la V^e Conférence par le délégué du Chili, M. Alejandro Alvarez et intitulé *La Codificacion del Derecho Internacional en America*.

La réunion de la Commission internationale de juriconsultes américains devait avoir lieu, d'après la résolution de la cinquième Conférence, à Rio de Janeiro au cours de l'année 1925. Le Conseil Directeur de l'Union Pan-Américaine dans sa réunion spéciale, tenue le 2 janvier 1924, résolut : de solliciter, pour l'avancement de l'œuvre de la codification, le concours de l'Institut Américain de Droit international, attendu que l'un des buts pour lesquels il a été établi, est d'assurer la rédaction de formules bien définies concernant les règles du Droit international.

Le Conseil Directeur de l'Union Pan-Américaine invita donc l'Institut à tenir une session spéciale, afin que ses délibérations sur la codification du Droit international, soient soumises à la Commission internationale de juriconsultes de Rio de Janeiro.

Sur l'invitation du Conseil directeur de l'Union Pan-Américaine, l'Institut Américain décida de tenir sa troisième session à Lima, République du Pérou, en décembre 1924. Puisque l'Institut n'a pas pu tenir cette session plénière, pour des raisons précédemment indiquées, on décida la constitution d'un Comité de l'Institut pour la codification du Droit international, dont fera partie le Conseil de Direction de l'Institut, en lui donnant le plein pouvoir d'examiner les projets de codification de la Commission. Car, avant et au moment même de la convocation de cette session spéciale, une Commission du Conseil de Direction de l'Institut (James Brown Scott, Alejandro Alvarez, Louis Anderson) s'est occupée, dans ses nombreuses séances qui ont eu lieu à Paris, de la rédaction de projets relatifs à la codification du Droit international Américain, en prenant pour base les travaux présentés par M. Alvarez à la cinquième Conférence Pan-Américaine (1) et y en ajoutant d'autres de moindre importance.

(1) On trouvera les textes, parfois défectueux, publiés dans *Rivista de Derecho Internacional*, tome VI, 1924, Havane, organe officiel de l'Institut Américain.

III

Le Comité de l'Institut Américain de Droit international pour la Codification du Droit international, constitué à la session extraordinaire de Lima et dont les membres étaient : *James Brown Scott, Alejandro Alvarez, Louis Anderson, Pierre Hudicourt, José Matos, Rodrigo Octavio et Antonio Sanches de Bustamente* se réunit à la Havane en février 1925. Il examina et revisa soigneusement les projets de la Commission de Paris et donna enfin la rédaction d'une série de projets de convention pour servir à la préparation d'un Code de Droit international Américain.

L'élaboration de l'avant-projet du Code du Droit international Américain par le Comité de l'Institut fut un événement notable, non seulement pour la science du Droit international et pour les pays de l'Amérique, mais aussi pour le monde entier. Cependant, semble-t-il, cet événement a passé inaperçu chez nous en Europe. C'est pourquoi il est de notre devoir d'exposer, dans ses points principaux, ce projet de Code, dont l'importance n'est pas seulement locale, continentale et qui ne manquera pas d'avoir de grandes répercussions.

Le Code — car les projets présentés ne sont qu'un véritable Code — exprime bien la pensée juridique, les idées et les doctrines, ainsi que les aspirations des Nations du Nouveau Monde. Il n'est pas conçu seulement pour les Républiques Américaines, mais la plupart de ses dispositions ont vraiment une portée universelle. Bref, ce que le Code se propose c'est de reconstruire intégralement le Droit international, en lui donnant une nouvelle orientation.

Une chose nouvelle et très caractéristique d'abord c'est que le Code ne dit pas un mot sur la guerre. Il ne codifie que le Droit international public de la Paix. Car les nations américaines considèrent que la guerre est bannie définitivement du Continent américain. Pour eux il s'agit de codifier les règles relativement à la consolidation de la paix, qui existe comme état normal en Amérique.

C'est dans le préambule du Code (projet n° 1) et dans ses déclarations générales (projet n° 2) où sont exposés tous les motifs, les vues, toutes les doctrines et les considérations, ainsi que les idées fondamentales, que vient s'inspirer le Code tout entier. On voit là nettement exprimé, avant tout, la nécessité immédiate de reconstituer le Droit international, de combler toutes les omissions de ses principes, de corriger les divergences qui ne présentent qu'une menace pour la paix du monde, afin de mettre les principes du Droit international en parfaite harmonie avec les nouvelles conditions de la vie internationale, qui existent depuis la Grande Guerre, et surtout avec le désir des peuples du monde entier et des nations du Continent américain en particulier, de voir s'établir entre eux une paix durable, en développant les liens de confiance et de coopération internationale.

Dans cette grande œuvre de reconstitution ou de rénovation intégrale du Droit international, le Code place *les intérêts généraux des nations* au-dessus des intérêts particuliers de chaque Etat et souligne surtout *la notion des devoirs internationaux*. « Pour arriver à cette fin, dit le préambule, ces règles doivent être établies sur une base de coopération internationale, de devoirs internationaux et de l'intérêt commun des nations ».

Les Républiques du Continent américain désirent ardemment qu'à l'avenir une coopération plus étroite s'établisse entre elles et les Nations des autres Continents, et surtout du Continent Européen, en vue de la détermination des principes et des règles du Droit international universel. Mais, vu les besoins propres de leur Continent, les traditions ainsi que les aspirations pacifiques des nations américaines, le Code déclare que les Républiques américaines ne peuvent plus désormais accepter les règles et systèmes en vigueur en Europe et qui sont en contradiction avec leur indépendance et leur libre développement démocratique et pacifique. Le Code réclame, dans ses déclarations générales, pour les Républiques américaines le droit de proclamer d'autres règles de Droit international, qui soient plus

en harmonie avec leurs conditions d'existence et plus aptes à favoriser leur libre développement pacifique ; de plus, qu'elles aient le droit de déterminer les règles du Droit international, qui doivent régir exclusivement leurs rapports réciproques. Les Républiques américaines ont le droit notamment d'établir les bases fondamentales sur lesquelles doit reposer *la Société internationale Américaine*, en conformité avec leurs nécessités et leurs aspirations. Le Code élaboré par l'Institut a proclamé donc *le Droit International Américain*, donnant la définition de ce droit dans ses déclarations générales. Dans ce droit, néanmoins, il n'y a que la réglementation concernant la paix et la neutralité des Nations américaines.

C'est dans ce sens général que l'Institut Américain de Droit International a commencé la rédaction du projet du Code du Droit International Public Américain, selon le désir de toutes les Républiques, manifesté aux Conférences Pan-Américaines.

IV

L'avant-projet du Code du Droit International Américain, élaboré par le Comité de l'Institut, se compose d'une série de projets conçus en forme de conventions entre les Républiques américaines. La plupart de ces projets sont de nature à avoir une portée universelle, tandis que d'autres sont de caractère exclusivement américain. Nous allons étudier, d'abord, les dispositions du Code qui sont ou qui peuvent être de caractère universel, pour examiner ensuite celles du caractère purement américain.

I. — Les Dispositions du Code d'une portée mondiale.

Dans le projet n° 7 du Code se trouve incorporée in-extenso la Déclaration des Droits et Devoirs des Nations, approuvée

par l'Institut à sa première session et dont le caractère universel n'est point discutable.

Le projet n° 4 du Code, comprenant la nature et l'étendue du Droit international, les éléments qui le constituent, force obligatoire en Amérique des règles, coutumes ou pratiques internationales, interprétation des règles, définit clairement les bases fondamentales du Droit international en général. Ce qu'il faut bien noter, en cette matière, c'est d'abord la classification des principes, règles, coutumes, pratiques ou usages internationaux. *Les règles du Droit international sont toujours de caractère universel.* D'après les dispositions du dit projet, les principes du Droit international sont ou généraux ou particuliers. Sont généraux ceux, qui sont suivis par la totalité ou presque totalité des nations du monde. D'autre part, les principes, règles ou usages particuliers peuvent être :

- a) continentaux,
- b) régionaux,
- c) particuliers à une école,
- d) spéciaux,
- e) nationaux,
- f) simples règles de civilisation.

Sont continentaux notamment « les principes, règles et usages reconnus par les Etats d'un Continent comme appelés à régir leurs rapports réciproques, ainsi que les principes ou règles par eux proclamés afin qu'ils soient observés par tous les pays du Continent, par exemple les règles dites de Droit Public Américain ».

D'après l'art. 3 et l'art. 4 du premier titre du projet n° 4, le Droit international, qui s'occupera à l'avenir aussi bien des questions nouvelles réclamées par les exigences de la vie sociale moderne (tels que les droits internationaux de l'individu, les droits que les personnes naturelles ou juridiques peuvent invoquer), *fait partie de la législation nationale de chaque pays. Dans les questions qui ressortissent de son domaine, il doit donc être*

appliqué par les autorités de chaque pays comme loi nationale. Les lois nationales ne doivent pas contenir de dispositions contraires au Droit international.

Quant à la force obligatoire des règles internationales, le Code pose le principe de leur force obligatoire, si elles sont de caractère général. Ainsi, sur le Continent Américain, ces normes internationales, qui dérivent du consentement exprès des Républiques américaines, manifesté dans des conventions ou autres actes internationaux, sont obligatoires. En ce qui concerne les règles conventionnelles, établies par un certain nombre de Républiques américaines, elles n'obligent que celles des Républiques qui les ont ratifiées ou qui y ont adhéré. Cependant, si ces règles ont un caractère fondamental et si elles ont été acceptées par la grande majorité des Républiques américaines, elles peuvent devenir obligatoires.

Afin d'éviter toute espèce de doute à l'égard de l'interprétation des règles du Droit international, dans cette matière qui a paru si négligeable jusqu'ici, l'Institut a incorporé dans le dit projet du Code les dispositions d'une procédure précisément établie. En Amérique sont appliquées, d'abord, les normes internationales, qui dérivent du consentement exprès de toutes les Républiques américaines. A défaut de ces normes, sont appliquées alors les règles internationales de caractère conventionnel, c'est-à-dire ces règles qui sont établies seulement par certaines Républiques américaines; à défaut de règles conventionnelles, on aura recours à des règles coutumières; à défaut de règles coutumières, à des pratiques ou usages plus ou moins généraux des Républiques américaines; à défaut de règles conventionnelles, coutumes ou usages des Républiques, on aura recours aux règles établies dans les Conventions signées dans des Conférences Pan-Américaines, aux rapports internationaux des Républiques américaines et en dernier lieu aux règles du Droit international universel, tant qu'elles ne sont pas contraires aux principes du Droit international Américain. Donc, en l'absence de tout principe ou de règles positives, les relations entre les Républiques américaines, d'après le Code, seront régies par

les principes généraux du Droit international, puis, à défaut de ces principes, par les préceptes de la justice internationale (1). Les précédents diplomatiques, les sentences arbitrales, les décisions de Cours nationales en matière internationale, ainsi que les opinions des publicistes autorisés, n'ont de valeur qu'en tant qu'ils mettent en lumière soit le droit existant, soit les autres éléments auxquels il faut avoir recours à défaut de règles juridiques. D'un autre côté, les pratiques de la courtoisie généralement suivies peuvent être invoquées par n'importe quel pays, sans pouvoir toutefois en exiger l'accomplissement.

Les dispositions du Code relativement aux sanctions des règles du Droit international, au moins en Amérique, s'inspirent bien des idées proprement anglo-saxonnes ou américaines, bien connues à cet égard, et qui sont si contraires aux idées européennes en cette matière. D'après l'art. 20 du projet du Code relativement aux bases fondamentales du Droit international : *l'exécution de la loi internationale en Amérique est confiée principalement à l'honneur des Républiques américaines, sous la sanction de l'opinion publique*. Les Républiques américaines, directement offensées par une infraction au Droit international, peuvent s'adresser à l'Union Pan-Américaine, afin que celle-ci provoque un échange de vues sur la question (art. 22).

Dans le projet n° 5 du Code sont établis les éléments absolument nécessaires pour qu'une communauté soit considérée par les Républiques américaines comme « personnalité du Droit international », ou bien comme une personnalité internationale. Ces éléments sont :

1. Une population,
2. Un territoire (les tribus ou peuples nomades sont par suite exclus de cette catégorie),

(1) D'après le Code, les préceptes de la Justice Internationale sont ceux, que « l'opinion publique reconnaît comme devant régir les relations entre les Etats. — Ces préceptes doivent avoir été exprimés dans une forme tangible, telle que : vœux de conférences internationales, résolutions d'institutions scientifiques d'une compétence reconnue ou opinions de publicistes contemporains autorisés. »

3. Un Gouvernement représentant la volonté souveraine, raine,

4. Le pouvoir d'entrer en relations avec d'autres nations.

Après avoir donné ces dispositions concernant les Etats comme sujets du Droit international, et notifiant, en même temps, que toutes les Républiques américaines sont les Etats dans ce sens, le Code proclame l'égalité juridique des Etats : *« les Etats sont considérés comme égaux devant la loi. Les droits de chacun d'eux ne dépendent pas de leur possession de la force pour les faire respecter. Les Etats jouissent de droits égaux devant la loi et d'une égale faculté de les exercer »*.

Les principes aussi bien que les conditions de la reconnaissance des nouveaux Etats et de nouveaux gouvernements sont précisés dans le projet n° 6 du Code. La reconnaissance d'un Etat par une République américaine a pour objet de constater sa personnalité internationale, en lui attribuant tous les droits et tous les devoirs que le Droit international lui impose. D'autre part, la reconnaissance du gouvernement d'un Etat a simplement pour objet d'entrer en relations diplomatiques avec le dit Etat ou la continuation des relations existantes. L'existence politique d'un Etat est indépendante de toute reconnaissance. La reconnaissance expresse ou tacite d'un nouvel Etat doit être faite sans conditions. Tout gouvernement légalement constitué a le droit d'être reconnu. Tout gouvernement constitué anormalement peut être reconnu, s'il est capable de maintenir l'ordre et la tranquillité et est disposé à remplir les obligations internationales de l'Etat.

Nous trouvons dans le projet n° 10, bien précisés, les principes classiques généraux du Droit international concernant les questions de frontières d'un Etat, mer territoriale, détroits et canaux naturels, faisant communiquer deux mers, canaux artificiels, lacs. Droits et devoirs des Etats dans des territoires litigieux non encore délimités, source de nombreux conflits internationaux à l'heure actuelle comme dans le passé, sont exposés dans le projet n° 11 avec des solutions extrêmement intéressantes.

Les principes de la juridiction exterritoriale, de la protection diplomatique, des droits et devoirs des agents diplomatiques, d'extradition, qui est déclarée obligatoire entre les Républiques américaines, — font l'objet d'une codification minutieuse des projets 12, 15, 16, 17 et 22 du Code. — Il faut bien noter la matière codifiée relativement aux agents diplomatiques d'où se dégage une conception toute nouvelle. D'après l'art. 3 du projet n° 22 du Code, les agents diplomatiques des Républiques américaines ne représentent que leur Gouvernement et doivent être accrédités auprès du gouvernement également reconnu. Dans les Etats fédéraux, le Gouvernement central peut seul nommer des agents diplomatiques. D'autre part, d'après l'art. 4, tous les agents diplomatiques ont le même caractère officiel et les mêmes prérogatives et immunités. Il n'y a d'autre différence entre eux, que celle du rang et de l'étiquette. La controverse théorique autour de la question si un ressortissant d'un pays peut être nommé ou non en qualité d'agent diplomatique auprès de son propre pays, est résolue par le projet du Code dans le sens négatif : on ne peut nommer, comme agent ordinaire, un ressortissant du pays auprès duquel les fonctions diplomatiques devraient être exercées, sans le consentement de ce dernier.

La question de la neutralité et surtout de la neutralité maritime, dont l'Institut s'est occupé au cours de ses sessions antérieures, est codifiée dans le projet n° 26 du Code qui consacre cette nouvelle conception de la neutralité. Ce projet s'inspire des considérations suivantes :

1. Qu'il est essentiel, en vue du maintien de la paix, de régler la matière de la neutralité, notamment de la neutralité maritime;

2. Qu'en cette matière, tous les Etats ont un égal intérêt à ce que leurs droits soient respectés et que, par suite, il est possible d'établir un accord pour la protection de ces droits;

3. Qu'il faut sauvegarder surtout la liberté commerciale et affranchir les neutres du fardeau et des charges inutiles qui pèsent aujourd'hui sur eux pour l'observation de la neutralité maritime;

4. Que la solidarité qui unit tous les membres de la Communauté des Nations exige cette nouvelle conception de la neutralité.

Le but poursuivi c'est d'une part, en cas de guerre déclarée, la conservation de la neutralité, simultanément avec les efforts pour la cessation des hostilités des belligérants; d'autre part, la défense de la liberté commerciale et des droits des neutres. C'est dans ce but que l'art. 1^{er} du projet sur la neutralité maritime prescrit qu'en temps de guerre entre deux ou plusieurs pays, les Républiques américaines considèrent comme de leur devoir de conserver la neutralité et de contribuer à la cessation de la dispute par l'offre de bons offices ou de la médiation (l'exercice de ce droit ne peut jamais être considéré par l'une ou l'autre des parties en conflit comme un acte peu amical) et à cela l'art. 14 ajoute qu'il est spécialement défendu aux gouvernements des Républiques américaines de consentir des emprunts ou de faire des ouvertures de crédit à l'une quelconque des parties en conflit, pendant la durée de celui-ci.

Le projet donne ailleurs une réglementation détaillée de tous les cas de neutralité maritime à bien des points de vue : au point de vue de la liberté de commerce en temps de guerre et des droits et devoirs des belligérants, ainsi qu'au point de vue des droits et devoirs des Etats neutres. Le même projet dans le titre VI, relativement à l'observation et sanctions de la neutralité et de la belligérance, contient les quatre principes généraux à cet égard, à savoir :

- I. Les navires de guerre des belligérants n'auront pas accès aux ports, rades et eaux territoriales des Républiques américaines neutres, sauf le cas de force majeure, dûment justifié. (Le besoin de ravitaillement en combustible ou approvisionnement n'est pas une cause de force majeure autorisant un navire de guerre à entrer dans les ports, rades ou eaux juridictionnelles des Républiques américaines neutres);
2. Que soient formellement interdits les blocus commerciaux tant des ports des belligérants que des zones maritimes qui

baignent leurs côtes, de quelque manière qu'ils soient maintenus;

3. Que la propriété privée soit inviolable sur mer. Les navires de commerce des belligérants, ainsi que ceux des neutres ne devront, en aucun cas, être sujets à confiscation et, moins encore, être coulés pour quelque motif ou prétexte que ce soit. (Si les dits navires sont porteurs de contrebande de guerre, celle-ci pourra être ou confisquée ou détruite par le capteur);
4. Que le droit de visite soit aboli et qu'il soit établi que les autorités locales de chaque République américaine viseront les papiers de bord des navires marchands qui partent de la dite République à destination d'un port belligérant;

Les navires des belligérants ne pourront arrêter les navires des Républiques américaines neutres ou appartenant à l'autre belligérants, que pour exiger la production des papiers de bord ainsi visés.

Les navires des belligérants pourront, malgré la régularité des dits papiers, procéder à la visite des navires marchands. Si le navire ne porte pas de contrebande de guerre, le visiteur pourra être condamné à dédommager le navire du préjudice qui lui aura été causé. Si le navire visité transporte de la contrebande, la République américaine, dont relèvent les autorités qui ont visé le faux passeport, sera tenue de payer une indemnité.

Si les navires ne sont pas munis de papiers visés en due forme, ils pourront être visités conformément à la pratique internationale actuelle, sans qu'il y ait lieu à indemnité.

En cette matière de neutralité maritime il faut remarquer encore, quant au Continent américain, les attributions si importantes de l'Union Pan-Américaine, comme défenseur des intérêts communs de toutes les Républiques américaines. Le projet du Code de l'Institut, qui s'inspire bien des idées de M. Alvarez contenues dans son projet de règlement de la neutralité maritime présenté à la deuxième session, attribue un

rôle très important à l'Union Pan-Américaine. D'après l'art. 2, afin d'assurer le respect des droits des neutres et notamment la liberté du commerce et de la navigation telle qu'elle existe en temps de paix, dès qu'une guerre aura été déclarée, le Conseil Directeur de l'Union Pan-Américaine se réunira, afin d'examiner les intérêts communs des Républiques américaines. L'Union Pan-Américaine pourra même, d'accord avec les gouvernements des Républiques américaines intéressées, nommer des commissions pour surveiller la manière dont les belligérants observent les lois et coutumes de la guerre. S'il y a eu violation, l'Union Pan-Américaine pourra, si elle estime convenable, protester au nom de toutes les Républiques du Nouveau Monde contre la violation commise.

Quant au règlement pacifique des différends internationaux, l'objet de la codification du projet n° 27 du Code, l'Institut Américain de Droit international, s'appuyant sur la Convention pour le règlement pacifique de la deuxième Conférence de la Paix de La Haye et la Convention sur les Commissions d'enquête, adoptée par la cinquième Conférence Pan-Américaine, a codifié les moyens classiques, notamment : les bons offices et la médiation, les commissions d'enquête, l'arrangement amiable, l'arbitrage et la décision juridique (1). En cas de différend grave menaçant la paix, le Conseil Directeur de l'Union Pan-Américaine à Washington, exerçant les fonctions de Conseil Suprême de Conciliation (2), joue, sur le Continent

(1) L'arbitrage adopté est l'arbitrage classique, facultatif. Projet n° 27, titre VI, art. 21 dit : « L'arbitrage international a pour objet le règlement des litiges entre les Etats par les juges de *leur choix* et sur la base de respect de la loi. »

(2) Projet n° 27, titre IV, art. 19 : « En cas de différend grave menaçant la paix de l'une des Républiques américaines, l'une des parties de la dispute peut avoir recours au Conseil Directeur de l'Union pan-américaine à Washington, lequel, là-dessus, exerce les fonctions de Conseil de conciliation. — La requête doit être adressée au Directeur Général de l'Union qui la soumettra aussitôt au Président du Conseil Directeur. Celui-ci convoquera une réunion du Conseil pour examiner l'action à prendre. Les Républiques intéressées s'abstiendront aussitôt de tous rapports entre elles jusqu'à ce que le Conseil Directeur ait décidé la nature et la forme de sa recommandation aux Républiques en conflit. »

américain, le même rôle que le Conseil de la Société des Nations à Genève.

Si les moyens pour la solution pacifique ont échoué, et dans le but d'éviter le recours aux armes pour le règlement du conflit, l'Institut approuve, dans le projet n° 29 du Code, les mesures de coercition suivantes n'entraînant pas la guerre :

I. — *Les mesures de nature pacifique :*

- a) La rupture des relations diplomatiques,
- b) L'embargo pacifique,
- c) La suppression des relations commerciales.

II. — *Les mesures de nature coercitives :*

- a) La rétorsion,
- b) Les représailles,
- c) L'embargo hostile,
- d) Le blocus pacifique.

Avant de terminer l'analyse des dispositions du Code, qui relèvent ou peuvent relever du caractère universel, il faut énumérer, aussi brièvement que possible, les projets du Code relativement au règlement des relations économiques et intellectuelles, relations qui jouent un rôle si important dans la vie internationale et dont la réglementation dans le passé a été si méconnue. S'inspirant de la tradition américaine et de la nécessité réelle de la vie internationale; dans le but d'établir et de maintenir la liberté des communications et du transit; reconnaissant le progrès de la navigation aérienne et qu'il est d'un intérêt général d'établir les règles d'une application universelle; enfin, pour resserrer les liens de coopération et de solidarité qui unissent toutes les Républiques du Nouveau Monde, l'Institut Américain de Droit international a codifié toute cette matière dans les cinq projets suivants : projet n° 18 de la liberté du transit; projet n° 19 de la navigation des rivières internationales; projet n° 20 de la navigation aérienne; projet n° 24 de l'échange

de publications et projet n° 25 de l'échange de professeurs et d'élèves.

Dans le projet relatif à la liberté du transit, l'Institut proclame *le droit du libre transit*, considérant ce droit comme moyen approprié d'encourager la coopération entre les Etats. Il proclame également, dans le projet n° 19, *la liberté de la navigation* dans les rivières internationales. Quant à la navigation aérienne, la conception qui a inspiré l'Institut était bien la conception de *mare-clausum*, appliquée à l'air. Car, d'après l'article 1^{er} du projet n° 20 de la navigation aérienne, les Républiques américaines reconnaissent que chaque nation a la souveraineté complète et exclusive sur l'espace atmosphérique au-dessus de son territoire. Mais l'Institut pose aussi bien ici le principe *de la liberté de navigation aérienne en temps de paix*, si les conditions établies, soit pour des raisons de police générale, soit pour des raisons d'ordre militaire ou dans l'intérêt de la sécurité publique, sont observées par les aéronefs privés ou d'Etats. Il importe de signaler le principe de l'interdiction absolue des transports dans la navigation aérienne, des explosifs, armes et munitions de guerre. On peut noter enfin, d'après l'appréciation qui se dégage, que l'Institut Américain donne une importance particulière à la réglementation de la navigation aérienne. Car, dans ce domaine et pour le Continent Américain, il donne des attributions importantes à l'Union Pan-Américaine.

L'Institut a bien compris toute l'importance de la réglementation de la coopération intellectuelle, en particulier, de la coopération intellectuelle américaine, et, fidèle à sa doctrine fondamentale il cherche à encourager par tous les moyens cette coopération, afin de fortifier la confiance réciproque et les sentiments de confraternité entre les citoyens des Républiques du Nouveau Monde. Dans le projet n° 25, l'Institut pose les bases solides et pratiques d'une étroite collaboration et des échanges de professeurs et d'élèves entre les Universités, les Ecoles supérieures et les collèges qui existent dans les différentes Républiques américaines, qu'ils soient de caractère officiel ou privé.

Il prévoit des réunions périodiques des Universités d'Amérique en Congrès, afin qu'il soit établi les meilleurs moyens de coopération intellectuelle américaine.

II. — Les Dispositions du Code de caractère américain.

Les dispositions du Code jusqu'ici exposées sont d'une portée universelle, quoiqu'elles soient conçues pour régir les relations réciproques entre les Républiques américaines. Pourtant, les projets du Code sous les n° 8, 9 et 28 relativement *aux droits fondamentaux des Républiques américaines, à l'Union Pan-Américaine et à la Cour Pan-Américaine de Justice* méritent d'être analysés avec toute notre attention. Ici il s'agit des dispositions du Code de caractère purement américain, aussi bien des institutions internationales américaines de premier ordre, que nous autres Européens nous devrions mieux connaître et apprécier.

Comme nous avons déjà eu l'occasion de le souligner dans notre introduction, ce qui caractérise bien la vie internationale américaine depuis le XIX^e siècle, c'est le resserrement des liens de solidarité et de coopération entre les Républiques du Nouveau Monde, en vue de mieux assurer, par des efforts communs, leur indépendance, leur liberté et leur développement libre et démocratique. Il est permis de constater que tous ces efforts n'ont pas manqué de donner des résultats positifs vers l'accomplissement de la grande tâche poursuivie. Entre les Nations américaines une conciliation réelle, une paix vraiment stable est effectivement, nous osons le dire, aujourd'hui un fait accompli.

Du reste, le Code de l'Institut Américain construit toute son œuvre sur cette base stable de la vie internationale américaine. Toutefois, il établit plus clairement, avec plus de précision, les *principes fondamentaux des Républiques américaines*, conformément aux conditions de la vie internationale moderne.

D'abord, les quatre grands principes, comme constituant *le*

Droit Public International Américain, sont proclamés dans l'article 1^{er} du projet n° 8 du Code :

1. Les Républiques américaines, égales devant la loi internationale, ont des droits acquis quant à leur complète indépendance, à leur liberté et à leur souveraineté. De tels droits ne peuvent être limités, de quelque manière que ce soit, au profit d'un autre Etat, même avec le consentement des Républiques intéressées.
2. Alors même qu'elle en aurait le désir, aucune République américaine ne peut céder une partie quelconque de son territoire à un Etat non américain.
3. Aucun Etat ne pourra, pour quelque raison que ce soit, directement ou indirectement, occuper, même temporairement une portion quelconque du territoire d'une République américaine dans le but d'y exercer des actes de souveraineté, même avec le consentement de la dite République.
4. Aucun Etat n'a le droit d'intervenir dans les affaires intérieures ou extérieures d'une République américaine contre la volonté de celle-ci. L'unique intervention licite est l'action amiable et conciliatrice sans aucun caractère de contrainte.

Comme complément, en tant que principes fondamentaux du Droit international Américain, il est nécessaire d'ajouter, aux quatre principes antérieurement indiqués, les deux principes suivants, dont le premier est contenu dans le projet n° 30 (Déclaration de renoncement au titre d'acquisition de territoire par conquête) et le second dans le projet n° 29 du Code (Mesures de coercition) :

1. A l'avenir aucune acquisition territoriale obtenue par la guerre ou sous la menace de guerre ou en présence de la force armée, au détriment d'aucune République américaine ne sera licite; par conséquent, les acquisitions territoriales effectuées à l'avenir par de tels moyens ne pourront pas être invoquées comme titre à l'appui; elles seront considérées comme nulles en fait et en droit. (Projet n° 30).

2. L'emploi de la force contre toute République américaine est une question concernant toutes les autres Républiques du Continent. N'importe quelle République américaine contre laquelle il est tenté d'appliquer l'une quelconques des mesures sus-mentionnées, devra immédiatement avertir l'Union Pan-Américaine, afin que le Conseil Directeur de l'Union puisse étudier et prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires. (Projet n° 29, art. 10 du Code).

Nous venons maintenant aux dispositions du Code relativement à l'organisation internationale des Républiques américaines, si peu connue en Europe. C'est l'*Union Pan-Américaine*, ou la Société des Nations sur le Continent Américain, si nous voulons parler dans le langage qui nous est familier.

C'est une institution internationale américaine déjà existante. L'Union Pan-Américaine a été fondée en 1889 à la première Conférence internationale des Républiques américaines pour mieux marquer cette solidarité internationale essentiellement américaine, qu'on appelle si bien le panaméricanisme. Au cours des cinq Conférences Pan-Américaines, l'Union a rendu de grands services à la cause générale des Républiques américaines et est déjà un facteur très puissant dans la vie internationale américaine, la dirigeant vers la concorde, vers la coopération et la paix internationale américaine. L'Union Pan-Américaine a forcé et formé, autant qu'il lui était possible, cette merveilleuse coopération, ce grand solidarisme entre les nations d'Amérique dans leur développement politique, économique et social, qui existe et qui se poursuit dans une parfaite harmonie.

Les tendances, les désirs et les aspirations les plus récentes du Nouveau Monde n'ont qu'un but : renforcement solide de ces idées de coopération, de solidarité et d'intérêts communs des Républiques américaines. L'Association Nationale de Droit International du Chili, comme nous l'avons exposé, a présenté à la première session de l'Institut une proposition exprimant

son désir de voir les Nations américaines persévérer dans la pratique des Conférences de l'Union Pan-Américaine.

En tenant compte de ses engagements et conformément aux désirs unanimes antérieurement indiqués, l'Institut Américain de Droit international en entreprenant l'œuvre de la codification du Droit international public a pris la résolution de compléter, par le projet n° 9 du Code, l'organisation internationale des Républiques américaines (l'Union Pan-Américaine).

Tout en constatant qu'il est indispensable d'organiser la vie internationale américaine sur des bases de coopération et de façon que cette organisation reflète l'opinion et la conscience juridique des Républiques du Nouveau Continent; que l'égalité de toutes les Républiques américaines, le respect mutuel de leur indépendance et de leur souveraineté, doivent être les bases fondamentales d'une organisation de ce genre; que l'Union Pan-Américaine, qui s'est perfectionnée progressivement dans les diverses Conférences tenues par les Républiques américaines, devrait former le cadre de la dite organisation; que les Conférences Pan-Américaines, particulièrement la cinquième ont reconnu la nécessité de rendre plus étroite l'Union des Républiques du Nouveau Monde, dans le but de renforcer leurs intérêts communs, le dit projet du Code organise l'Union des Républiques américaines comme une véritable Société des Nations Américaines, quoiqu'elle n'en soit pas connue sous ce nom-là (1).

D'après le projet du Code, qui est la véritable constitution de la Société des Nations Américaines, l'Union Pan-Américaine est un organe permanent de conciliation entre les Républiques

(1) Dans son *Cours sur les nouvelles tendances de Droit international* et dans son *Etude comparative des vues de l'Europe et de l'Amérique concernant les problèmes de la paix et de la sécurité*, M. ALVAREZ nous a expliqué à l'Institut des Hautes Etudes internationales pourquoi on n'a pas voulu prendre le nom de « Société des Nations ». La notion du mot « société », a-t-il dit, implique l'idée de soumission, qu'il y a quelqu'un qui commande. Or, les Républiques d'Amérique ne veulent pas qu'il y ait quelqu'un qui commande. C'est pour cela que les Républiques américaines ont appelé Union leur organisation internationale, parce que le mot « union » implique libre association égalitaire.

du Nouveau Monde. Toutes les Républiques américaines ont le droit d'être représentées sur un pied d'égalité la plus parfaite.

Les buts principaux de l'Union sont énoncés dans l'article 2 du projet. En dehors des attributions contenues dans les diverses Conventions, l'Union Pan-Américaine devra également :

1. Servir d'organe de communication entre les divers gouvernements américains;
2. Publier les Conventions ou autres actes internationaux passés par les Républiques américaines entre elles ou avec les autres pays;
3. Recueillir et distribuer les informations et les publications relatives au développement du commerce, de l'industrie, de l'agriculture et de l'éducation, ainsi qu'au progrès général des Républiques américaines;
4. Coopérer au développement des relations commerciales et intellectuelles, ainsi qu'à une entente plus étroite des Républiques américaines entre elles;
5. Agir en qualité de Commission permanente des Conférences internationales Américaines, en garder les rapports et les archives, assurer la ratification des Traités et Conventions, veiller à l'observation des résolutions prises, et préparer le programme et les règlements de chaque Conférence Pan-Américaine;
6. Présenter aux divers Gouvernements, à l'occasion de chaque nouvelle Conférence, un rapport sur le travail accompli par l'Union depuis la dernière Conférence; leur fournir des informations spéciales sur les questions qui lui ont été soumises;
7. D'une manière générale remplir les fonctions dont elle sera chargée par les Conférences Pan-Américaines ou par le Conseil Directeur de l'Union Pan-Américaine.

Quant à son organisation et son mécanisme, la Direction de l'Union sera exercée, comme jusqu'ici, par un Conseil Directeur, composé, sur un pied d'égalité, par des représentants diplomatiques des Républiques américaines auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et du Secrétaire d'Etat de ce

pays. Le Conseil Directeur désignera les fonctionnaires suivants : 1° un Directeur général, qui sera chargé de l'administration de l'Union, avec mission d'en hâter le développement dans la mesure du possible et dans le cadre des dispositions du Conseil; 2° un Sous-Directeur, de nationalité différente de celle du Directeur. Le Conseil Directeur de l'Union aura ses sessions ordinaires au mois de novembre de chaque année, quand on éprouve, en même temps, le budget de l'Union, dont la cotisation que chaque gouvernement des Républiques américaines aura à verser à la Trésorerie de l'Union sera proportionnelle au chiffre de la population de chaque République, membre de l'Union.

Pour atteindre ces divers buts et pour l'examen approfondi de toutes les questions, projets et rapports, qui se présentent, afin de donner, sur eux, les avis à l'Union, sont fondées, auprès du Conseil Directeur de l'Union les cinq Commissions permanentes, à savoir :

1. Commission pour le développement des relations diplomatiques entre les Républiques américaines et de la codification du Droit international;

2. Commission pour le développement des relations économiques et commerciales entre les Républiques américaines et, en général, pour assurer la coopération entre elles;

3. Commission pour l'étude de tout ce qui se rapporte à l'organisation internationale du travail en Amérique;

4. Commission pour l'étude des questions relatives à l'hygiène dans les Républiques américaines;

5. Commission pour l'encouragement à la coopération intellectuelle et notamment universitaire.

Outre ces Commissions permanentes, l'Union peut nommer encore une Commission spéciale pour la neutralité maritime.

Enfin, dans la capitale de chacune des Républiques américaines on créera des bureaux annexes au Ministère des Affaires Etrangères, ou bien des Commissions composées, autant que possible, d'anciens délégués aux Conférences Internationales

Américaines. Ces bureaux ou commissions s'efforceront, pour leur part, d'obtenir la ratification des traités et conventions et d'assurer l'observation des résolutions prises par les Conférences; de fournir à l'Union Pan-Américaine des renseignements quand celle-ci en aura besoin pour la préparation de son travail et de présenter, de leur propre initiative, les projets qui pourraient être jugés utiles aux buts que l'Union cherche à atteindre et remplir les fonctions que, conformément à ces buts, les gouvernements respectifs pourraient leur confier (Art. 5 du projet n° 9).

En matière d'un Tribunal Pan-Américain de justice internationale, l'Institut Américain de Droit international n'avait qu'à répondre aux désirs exprimés à la cinquième Conférence internationale des Républiques américaines (1) et à ceux du Conseil Directeur de l'Union Pan-Américaine. Il a donc codifié, dans le projet n° 28 les dispositions relatives à la création d'une Cour Pan-Américaine de Justice, qui aura son siège à la Havane.

Tant de difficultés autour de l'élection et du nombre des juges, qui au cours des dizaines d'années et à travers des Conférences de la Paix de La Haye n'ont pas permis la réussite des efforts relativement à la création d'une haute juridiction internationale, qui soit vraiment internationale et permanente, théoriquement et pour les Amériques, ont été résolues de la part de l'Institut Américain de Droit international d'une manière admirable, conformément aux idées traditionnelles des Etats américains à cet égard.

La Cour Pan-Américaine de Justice prévue par le projet n° 28 du Code est construite sur une base de parfaite égalité

(1) La Quinta Conferencia Americana resuelve : remitir a la Comision de Juristas que debe reunirse en Rio de Janeiro en 1925, po ra codificar el Derecho Internacional el proyecto presentado por la Delegacion de Costa-Rica sobre creacion de una Corte Permanente de Justicia Americana commo también todos aquellos otros que los distintos Gobiernos americanos formulen sobre ese particular (V. *Quinta Conferencia Internacional Americana*. Tratado, convenciones y resoluciones. Publicados por la Union Panamericana. Washington, D. C., 1923).

de toutes les Républiques américaines. Sous la condition que le projet soit accepté par toutes les Républiques américaines, la Cour se composera de 21 membres, nommés pour une durée de... ans, de façon à ce que chaque République désigne un membre. Le nombre des membres de la Cour est donc correspondant au nombre des Républiques, qui accepteront le projet. Chaque République, la plus forte comme la plus faible, n'aura qu'un juge dans la composition de la Cour.

Quant à la question de l'élection ou bien de la nomination des juges, question qui était si difficile à résoudre dans le passé, elle est résolue très simplement de la même manière. De sa propre initiative, chaque République américaine nommera comme membre juge de la Cour un de ses nationaux, qui doit être seulement choisi parmi des personnes d'un caractère moral élevé et qui présentent les conditions requises dans leurs pays respectifs pour la nomination aux plus hautes fonctions judiciaires, ou qui sont des jurisconsultes d'une compétence reconnue en Droit international. Du reste, la situation générale des membres de la Cour est minutieusement prise en regard. D'après l'article 5 du projet, l'exercice de toute fonction se rapportant à la direction politique, nationale ou internationale des Républiques américaines, par les membres du Tribunal, pendant la durée de leur terme, est déclarée incompatible avec leurs devoirs judiciaires. Aucun membre du Tribunal ne peut agir en qualité d'agent, de conseiller ou d'avocat, en aucune affaire ayant un caractère international. Aucun membre ne peut, non plus, participer dans le jugement d'une affaire quelconque dans laquelle il a auparavant pris une part active comme agent, conseiller ou avocat d'une partie en conflit, ou comme membre d'un tribunal national ou international ou d'une commission d'enquête ou dans toute autre capacité. D'autre part, les membres de la Cour Pan-Américaine de Justice jouissent, dans l'exercice de leurs fonctions, des privilèges et immunités diplomatiques.

Nous sommes ensuite en présence d'une chose tout à fait nouvelle en ce qui concerne l'organisation d'une Cour interna-

tionale de Justice. D'après le projet du Code de l'Institut Américain, la Cour Pan-Américaine de Justice aura deux degrés : 1° le Tribunal de première instance; 2° la Cour d'appel. Les noms des membres de la Cour seront déposés dans une urne et le Directeur général du Conseil Directeur de l'Union Pan-Américaine, au cours d'une réunion du Conseil, tirera les noms des membres un par un. La première moitié des noms tirés formera le Tribunal de première instance; la deuxième, la Cour d'appel.

Les sessions de la Cour sont régulières et extraordinaires. Les sessions régulières commencent un jour fixé et se continuent aussi longtemps qu'on le jugera nécessaire pour disposer des affaires figurant à l'ordre du jour. Les sessions extraordinaires auront lieu chaque fois que cela sera nécessaire.

Quant à la compétence de la Cour, elle est presque la même que celle de la Cour permanente de Justice Internationale de La Haye, créée en vertu de l'article 14 du Pacte de la Société des Nations de Genève. Aux termes de l'article 17 du projet, la Cour Pan-Américaine de Justice est compétente *pour instruire et juger* les affaires d'un caractère légal concernant :

- a) L'interprétation d'un traité;
- b) L'existence de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la violation d'un engagement international;
- c) La nature et l'étendue de la réparation due pour la rupture d'un engagement international;
- d) L'interprétation d'une sentence rendue par la Cour.

La Cour connaît également de tous les différends, de quelque nature qu'ils soient, qui lui sont soumis par une convention générale des parties.

Pour terminer la description des traits principaux de la Cour Pan-Américaine de Justice, telle qu'elle a été prévue par le projet du Code du Droit international Américain — laissant de côté la procédure de la Cour — il reste à dire que dans la limite de sa compétence la Cour applique :

1° Les conventions internationales, soit générales, soit spéciales, établissant des règles expressément reconnues par les parties en litige;

2° La coutume internationale, attestation d'une pratique générale;

3° Les principes généraux de droit reconnus par les nations civilisées.

La question d'immigration, d'une si grande importance pour les Républiques du Nouveau Monde, fait l'objet du projet 14 du Code, dont l'article unique prescrit, que chacune des Républiques américaines peut déterminer elle-même, en tenant compte des circonstances locales, quelles sont les personnes ou catégories de personnes qu'elle pourra autoriser à entrer dans son territoire et auxquelles elle pourra éventuellement et proprio motu accorder la qualité de nationaux.

V

Telle est, dans son ensemble, l'œuvre de l'Institut Américain de Droit international concernant la codification du Droit international public de la Paix. Le Conseil de Direction de l'Institut a soumis, le 2 mars 1925 au président du Conseil Directeur de l'Union Pan-Américaine, tous ces projets, codifiant le Droit international de la Paix. Le Conseil Directeur de l'Union Pan-Américaine les soumettra à son tour à la Commission internationale des jurisconsultes américains, qui doit se réunir en mars de l'année prochaine. Adoptés avec ou sans modifications par la dite Commission de jurisconsultes américains, tous les projets, soit dans la forme de conventions, comme ils ont été élaborés par l'Institut, soit sous la forme d'un Code unique, seront soumis à la sixième Conférence Pan-Américaine pour l'adoption définitive par les Républiques américaines (1).

(1) Dans la lettre de transmission des Projets à l'honorable Charles Evans Hughes, Président du Conseil Directeur de l'Union Panaméricaine, M. James Brown Scott, Président de l'Institut Américain de Droit international disait : « En soumettant humblement ces modestes projets, le Conseil de Direction rappelle que trois cents années, à un mois près,

Codifiant le Droit international public en temps de paix, le Droit international public de la Paix, l'Institut Américain prépare la codification du Droit international privé. Une Commission spéciale, sous la direction d'Antonio Sanchez de Bustamante, l'éminent auteur de la « *La Cour Permanente de Justice Internationale* » se trouve actuellement en plein travaux préparatoire de cette codification, dont l'Institut Américain ne manquera pas de s'occuper à sa prochaine session. Mais, en ce qui concerne la codification du Droit international privé, il est intéressant de constater, que la cinquième Conférence Pan-Américaine a adopté un point différent. Malgré qu'elle décida la préparation d'un Code Américain de Droit international privé, d'après les procédés de son élaboration, il semble qu'elle préfère l'unification de la législation civile à un Code du Droit international privé.

Après avoir suivi et exposé les travaux de l'Institut Américain de Droit international, depuis son inauguration en 1915, nous tâcherons, dans la deuxième partie de notre travail, de faire une étude critique de son rôle et de son œuvre.

LITTÉRATURE : Codification du Droit international Américain (Projets de Convention préparés à la demande du Conseil Directeur de l'Union Panaméricaine du 2 janvier 1924 pour être soumis à l'examen de la Commission internationale de Jurisconsultes, et présentés par l'Institut Américain de Droit international au Conseil Directeur

se sont écoulées depuis que le premier traité systématique sur les Droits et Devoirs des Nations en temps de Guerre et de Paix fut publié par le « Miracle de Hollande », alors exilé en France, pour employer le nom donné par Henri IV à Huig van Groot, avocat et homme d'Etat, poète et historien, publiciste, philosophe et théologien... Les membres du Conseil ne peuvent clore le présent rapport transmettant les projets de Conventions (le premier qui ait jamais été préparé à la requête officielle de gouvernements pour la conduite de leurs relations internationales), sans mentionner à nouveau le nom de Grotius ni sans l'espoir que, dans une certaine mesure, le fruit de leurs efforts puisse être considéré comme un hommage à sa mémoire à l'occasion du trois centième anniversaire de la publication du traité du Maître qui fit des principes du Droit international une partie de la jurisprudence et une loi pour les nations. »

de l'Union Panaméricaine le 2 mars 1925). Edition officielle de l'Union Panaméricaine. Washington, D. C., 1915, gouvernement printing office ; — ALEJANDRO ALVAREZ : *La Conférence des Jurisconsultes de Rio de Janeiro et la codification du Droit international public* dans la Revue générale de droit international public, tome XX, 1913, pp. 24 et suiv. ; — *The Codification of International Law in America*. Address by JAMES BROWN SCOTT, vice-président of the Society (Reprinted from the proceedings of the American Society of International Law). Washington, D. C., april 23-25, 1925 ; — ALEJANDRO ALVAREZ : *La Codification du Droit international. Ses tendances, ses bases*. Paris, 1912, édition Pedone ; — ALEJANDRO ALVAREZ : *La méthode du Droit international à la veille de sa codification*, dans la Revue générale du Droit international public, tome XXI, 1914, pp. 725 et suiv. ; — ALEJANDRO ALVAREZ, *La V^e Conférence Panaméricaine et la Société des Nations*. Communication à l'Académie des Sciences morales et politiques (séance du 3 novembre 1923). Paris, librairie Félix Alcan, p. 40 et suiv. ; — J. BASDEVANT : *La Conférence de Rio de Janeiro et l'Union internationale des Républiques américaines* (R. G. D. I. P., tome XV, 1917) ; — FAUCHILLE, *Traité*, t. I, 1^{re} partie, pp. 149 et suiv. ; — AMARO CAVALCANTI : *La codification du Droit International Américain*, dans la R. G. I. P., tome XXI (1914), pp. 183 et suiv.

DEUXIÈME PARTIE

L'Étude critique du Rôle et de l'Œuvre de l'Institut Américain de Droit International.

CHAPITRE I

Le Rôle de l'Institut Américain de Droit International.

I

Pour pouvoir mieux apprécier la portée réelle de l'œuvre de l'Institut Américain de Droit international, il faut d'abord essayer de se rendre compte de ce qu'est actuellement son rôle. Le rôle de l'Institut est important à bien des points de vue. On peut l'envisager à un double point de vue : tout d'abord au point de vue du Continent américain et du Droit international Américain, et, ensuite, au point de vue mondial.

De même que l'ancien Institut de Droit international, The International Law Association, l'Association Grotius, l'Union Juridique internationale, l'Institut Américain de Droit international est une association scientifique sans aucun caractère officiel. Son rôle est donc tout à fait privé. Il y a évidemment dans cette conception quelques points à expliquer, avant de dégager et d'apprécier les principaux éléments qui rendent si important le rôle de l'Institut Américain.

Nous pourrions nous demander en premier lieu quels services une telle association, scientifique et de caractère privé, peut rendre à la science de Droit international et à son développement. La question d'ailleurs ne se discute pas; il est indubitable que ces associations ont eu une portée considérable sur les progrès de la science du Droit international. Personne ne peut contester le rôle si important que diverses associations, non seulement purement scientifiques, mais aussi philanthropiques et même laïques, ont joué en matière de rapports internationaux et de Droit international. Ces services ont été plus ou moins grands, suivant la compétence des membres dont elles se composaient et à raison de l'esprit à la fois scientifique et objectif dont elles s'inspiraient.

Pour se rendre compte de ce que peuvent faire pour le Droit international et la cause de la paix ces associations, il suffit de mentionner le rôle qu'ont joué, au cours des cinquante dernières années de leur activité, soit l'ancien Institut de Droit international, soit The International Law Association.

L'ancien Institut de Droit international de Gand, dont les membres (associés et membres honoraires) ont toujours été, depuis sa fondation en 1873, les jurisconsultes les plus distingués du monde, les plus autorisés en matière de Droit des Gens, par son caractère privé et son objectivité exclusivement scientifique, qu'il a gardés jusqu'à l'heure actuelle, a rendu de grands services au Droit international et à son développement. Quoique les opinions des jurisconsultes ne soient qu'en dernier ressort les sources du Droit international, les célèbres résolutions de l'ancien Institut, toujours d'une grande importance et d'une autorité scientifique, étaient de véritables principes de Droit international d'avant-guerre. La première et la deuxième Conférences de la Paix de la Haye de 1889 et de 1907, qui ont solennellement échoué sur la question principale, à savoir le désarmement, ont pu réussir sur les autres questions grâce aux précédents travaux de l'Institut, dont les résolutions ont été à la base même des nombreuses conventions de ces Conférences. Comme l'approuve M. James Brown Scott, sous la direction

duquel, dans la Division de Droit international de la Dotation Carnegie pour la Paix internationale, a été préparé un remarquable tableau général des travaux de l'Institut de 1873-1913, dans la préface de cet ouvrage : « Dans les questions d'arbitrage international, des arbitres ont invoqué les résolutions de l'Institut et se sont basés sur elles pour rendre leurs décisions, de plus, ils les ont amplement citées comme étant de bonne source dans leurs jugements » (1). Nous avons d'ailleurs exposé brièvement, dans notre introduction, les services incontestables de l'ancien Institut et des autres associations. Conformément aux idées fondamentales de ses fondateurs, l'ancien Institut a donc bien servi, au cours des cinquante années de son activité, d'organe à l'opinion juridique du monde civilisé en matière de Droit international.

Néanmoins, lorsqu'on apprécie pour les comparer le rôle et l'activité en Europe soit des associations scientifiques en matière de Droit international, soit des grands mouvements d'idées internationales, tel que le pacifisme international classique ou contemporain, il y a lieu de remarquer qu'il existait presque toujours, et malgré tous les progrès, une espèce de méfiance envers cette activité.

Si on laisse de côté le pacifisme international le plus récent, on ne voit dans le passé aucune étroite collaboration entre les facteurs de la politique internationale réelle et pratique soit avec le pacifisme, soit avec les associations scientifiques pour le Droit international. La guerre de 1914 déclarée, les réunions de l'ancien Institut sont devenues, d'après sa propre affirmation, non seulement matériellement, mais aussi moralement impossibles, aussi longtemps que la guerre se prolongeait (2). Ses travaux ont été entièrement paralysés; on craignait qu'ils ne reprennent jamais et que la dissolution de l'Institut soit complète. La guerre terminée, il fallait surmonter de grandes dif-

(1) Institut de Droit international. *Tableau général des travaux* (1873-1913), *op. c.*, p. vi ; V. FAUCHILLE, *Traité*, tome I^{er}, 1^{re} partie, p. 56.

(2) V. *Annuaire de l'Institut de Droit international*, XXVII, XXVIII (avant-propos).

ficultés pour reprendre les relations scientifiques entre les juristes des divers pays européens et pour que les sessions recommencent, pour aboutir à la session de Rome d'octobre 1921 à la résurrection de l'Institut.

Si nous avons reparlé de l'ancien Institut, c'est pour marquer, dans l'appréciation du rôle de l'Institut Américain, les points de départ communs au double point de vue indiqué et, aussi, pour mieux montrer un élément de premier ordre en ce qui concerne le rôle du nouvel Institut en Amérique. Cet élément est la confiance.

Conçu sur les mêmes bases que l'ancien Institut et à l'exemple des services qu'il a rendus au Droit international, son frère cadet, comme l'avait appelé von Liszt, le nouvel Institut soit au point de vue américain, soit au point de vue mondial, joue un rôle, qui est d'abord de caractère purement scientifique;

Au point de vue américain, le rôle si important de l'Institut consiste en ce qu'il est devenu, grâce à son organisation heureuse et démocratique, le centre de première importance de toute action scientifique du Nouveau Monde en matière de Droit international. Au cours de ses sessions il s'est montré comme un véritable organe de direction et de coordination de toute cette action collective scientifique du Continent américain.

Comparativement à l'organisation de l'ancien Institut, nous avons exposé l'organisation plus démocratique, plus systématique du nouveau. Dans chacune des Républiques américaines des Sociétés Nationales pour le Droit international ont été créées par d'éminents publicistes. C'est de ces Sociétés qu'est sorti l'Institut au sein duquel chaque Société, sur un pied de parfaite égalité, est représentée par des membres élus par elle-même (1). La composition de l'Institut Américain de Droit in-

(1) « Nous demandions simplement aux publicistes des vingt et unes Républiques américaines de se considérer comme une seule et même famille, de se diviser, pour plus de facilité en vingt et un groupes différents et de faire de l'Institut, en quelque sorte, le comité des Républiques américaines ainsi divisées en vingt et un groupes ou Sociétés nationales. » JAMES BROWN SCOTT : *Institut Américain de Droit international*. Sa déclaration des Droits et Devoirs des Nations, op. c., pp. 6-7.

ternational est donc démocratique et destinée à représenter vraiment la conscience et l'opinion américaine en matière internationale. Il apparaît bien sur ces bases démocratiques, fédératives et égalitaires comme l'organe international scientifique de toutes les Républiques américaines. Et si nous voulons rappeler l'opinion de notre estimé professeur, M. A. de Lapradelle, nous pouvons dire et affirmer que l'Institut Américain de Droit international est bien devenu la conscience juridique d'un monde, le monde américain, ce qu'il prévoyait en 1912 dans son article sur la fondation du nouvel Institut (1).

Par son autorité et sa compétence scientifique et comme instrument puissant de direction de l'activité des publicistes américains, par l'étude coordonnée des problèmes du Droit des Gens, le nouvel Institut était appelé à jouer un rôle important. Cette importance principale vient de ce qu'il représente vraiment la pensée juridique américaine en matière de Droit international.

Ce qui fait surtout la force de l'Institut Américain et de son rôle c'est qu'il jouit, dans le Continent américain tout entier, d'une confiance presque absolue. C'est, d'autre part, comme conséquence de cette confiance, son étroite collaboration avec des hommes d'Etat qui guident la vie politique internationale américaine, aussi bien qu'avec de grands corps juridiques, politiques et scientifiques du Continent américain. Les Conférences internationales des Républiques américaines, les Congrès scientifiques Pan-Américains, ont toujours apprécié, avec la plus grande confiance, le rôle de l'Institut et son activité scientifique (2). A sa première session, le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, Lan-

(1) *Institut Américain de Droit international*. Historiques, notes, opinions, *op. c.*, p. 65.

(2) La Quinta Conferencia Internacional Americana resuelve : « Enviar un voto de agradecimiento al Instituto Americano de Derecho Internacional, y al mismo tiempo, manifestar la esperanza de que el referido Instituto continue en el futuro ejerciendo su beneficencia influencia en favor de los principios del Derecho internacional, en el continente americano. » (V. *Quinta Conferencia internacional Americana*, *op. c.*, p. 56).

sing, a collaboré activement avec l'Institut, en lui présentant son célèbre Memorandum au sujet de la neutralité maritime. La cinquième Conférence Pan-Américaine, du mois d'avril 1923, par une résolution concernant l'Institut Américain de Droit international, en saluant tout particulièrement son rôle, exprime l'espoir qu'il continuera son activité bienveillante en faveur du Droit international en Amérique. C'est le Conseil Directeur de l'Union Pan-Américaine qui a invité, dans les premiers jours de janvier 1924, l'Institut Américain à tenir une session spéciale et à lui présenter ses délibérations sur la codification du Droit international. Et dans une réunion spéciale du Conseil Directeur de l'Union Pan-Américaine, tenue le 2 mars 1925, il a été résolu : que le Président du Conseil Directeur de l'Union exprimerait à l'Institut Américain les remerciements du Conseil pour sa précieuse collaboration dans la codification du Droit international. En même temps, considérant qu'il a rendu un service particulièrement important en préparant une série de projets embrassant le Droit international public de la Paix, il était résolu, que l'Institut Américain serait officiellement invité à préparer un projet ou une série de projets codifiant les principes et les règles du Droit international privé.

Quand on voit combien clairement se manifeste cette confiance, il est facile de se rendre compte de l'importance du rôle que joue, en tant qu'institution scientifique, l'Institut Américain de Droit international.

Il faut en second lieu indiquer le rôle de l'Institut au point de vue de la pensée traditionnelle américaine, de ce qu'on appelle le pan-américanisme.

Le rôle, on peut dire primordial, de l'Institut, qui est à la base même de sa fondation et de toute son activité, c'est de resserrer, par ses études scientifiques de problèmes internationaux, et en particulier par l'étude scientifique de problèmes du Droit international de caractère américain, les rapports entre les Républiques américaines et d'augmenter l'esprit et le sentiment de confraternité des nations du Continent américain, de manière à fortifier leur amitié et la confiance réciproque. A

cet égard, se montrant comme un élément essentiel de confiance et de normalité dans la vie internationale américaine, c'est à lui qu'incombe déjà la lourde tâche de préparer, en matière juridique internationale, les travaux des Conférences Pan-Américaines.

Au point de vue scientifique, c'est l'Institut américain qui se montre aujourd'hui le défenseur le plus qualifié et le plus autorisé de l'unité américaine et des principes traditionnels et fondamentaux du Continent américain, principes codifiés par lui, d'après les circonstances contemporaines, dans une forme nouvelle. Par rapport aux autres continents, l'Institut est devenu le vrai représentant de la pensée juridique américaine en matière de Droit international. La conséquence pratique que l'on tire de ce fait, qui peut être très utile à tous ceux qui s'intéressent au progrès du Droit international et qui veulent connaître la pensée juridique américaine compétente, est : qu'il suffit de se référer aux projets qui ont été présentés à l'Institut et aux résolutions qui ont été votées au cours de ses sessions, au lieu d'être forcé de la chercher dans de nombreux ouvrages de différents jurisconsultes américains.

Du moins en ce qui concerne le Continent américain, l'Institut américain de Droit international a rempli jusqu'ici son rôle avec compétence et une telle loyauté à laquelle toutes les Républiques américaines ont rendu hommage. Il faut donc, à juste titre, constater que toutes les Républiques américaines ont trouvé en lui un puissant instrument pour faciliter et avancer leurs efforts pacifiques dans les voies traditionnelles de coopération, de solidarité et de justice internationale.

Il est nécessaire de compléter brièvement cette vue générale du rôle de l'Institut Américain de Droit international, en étudiant ce rôle au point de vue mondial.

La première question qui se pose est de savoir quel est le rôle du nouvel Institut par rapport à l'ancien Institut de Droit international de l'Europe, qui est resté de caractère universel.

Suivant l'œuvre même accomplie au cours de ces trois sessions, l'Institut Américain a bien rempli ce rôle de frère cadet scientifique de l'ancien Institut, dont il n'est au fond qu'une simple émanation. Certains jurisconsultes (E. Catellani, Albéric Rolin) en même temps qu'ils saluaient le nouvel Institut comme le bienvenu, ont plus ou moins manifesté la crainte que son existence n'entraîne une rivalité avec l'ancien, ou tout au moins ne crée une œuvre particulariste au sein d'un Droit international Américain, dont l'existence était, alors, encore discutable.

Les deux fondateurs de l'Institut Américain ont clairement indiqué, dans les Notes Confidentielles sur la fondation de l'Institut, qu'il ne serait pas le rival de son ané, et que, tout au contraire, il tâcherait d'être son collaborateur, toujours en intime rapport avec lui. C'est justement dans ce but, que les plus éminents jurisconsultes européens du Droit international ont chaleureusement approuvé sa fondation et son rôle scientifique.

Au cours de toute son activité et dans l'œuvre qu'il a accomplie jusqu'ici, l'Institut Américain de Droit international ne montre rien qui soit en contradiction avec ses idées fondamentales, en ce qui concerne son rôle vis-à-vis de l'ancien Institut. En étudiant soit les problèmes généraux du Droit international, soit les problèmes internationaux spéciaux à l'Amérique, l'Institut Américain a fourni un ensemble de précieux résultats scientifiques, exprimant la pensée juridique américaine, et des délibérations et des résultats dont l'ancien Institut de l'Europe n'a pas manqué de se servir. Tel est notamment le cas avec la célèbre Déclaration des Droits et Devoirs des Nations adoptée par l'Institut Américain à sa première session et qui a été examinée, comme nous le verrons, par l'ancien Institut au cours de ses sessions de Paris (en mai 1919) et de Rome (en octobre 1921). Or, pas de rivalité, pas de séparatisme entre les deux Instituts qui sont actuellement, l'un et l'autre, en tant qu'associations scientifiques, les facteurs les plus puissants pour faire progresser, sur les bases du Droit et de la Justice, la science du Droit international.

Pour marquer une fois de plus cette collaboration scientifique du nouvel Institut avec l'ancien, on peut noter un fait bien caractéristique, c'est que M. James Brown Scott, fondateur et président de l'Institut Américain de Droit international est actuellement Président de l'Institut de Droit international.

Toutefois, une observation s'impose, lorsqu'on aborde la question du rôle de l'Institut Américain au point de vue mondial en général. Il a consacré presque solennellement les principes du Droit international Américain, du Droit public international Américain. Il s'est fondé en vue de défendre les droits sacrés et traditionnels des Nations, droits formulés à nouveau par lui dans son Code du Droit international Américain. C'est lui qui, par rapport aux autres Continents, doit représenter et défendre théoriquement la conscience juridique actuelle du monde américain. On pourrait donc se demander quel rôle joue, dans ces conditions, l'Institut au point de vue mondial ?

Il est bien possible que beaucoup d'hommes se fassent immédiatement une opinion regrettable, à savoir, que la création et l'existence de l'Institut Américain de Droit international ne soit qu'une manifestation de plus non pas de méfiance, mais simplement de jalousie à l'égard des institutions européennes, jalousie si caractéristique, dit-on, des Américains. L'Institut Américain, d'après cette opinion, n'est destiné qu'au service des nations américaines; c'est une institution purement américaine qui ne peut ou ne pourrait jouer qu'un rôle effacé au point de vue mondial et des questions générales du Droit des Gens. En fait, il ne semble pas que ce soit exact. L'explication est très simple. Il y a là, en premier lieu, une différence essentielle, une petite difficulté qui a été soulevée au temps même de la fondation de l'Institut et qui en apparence complique les choses. Ce qui domine la question, c'est la proclamation du Droit international Américain, le plus grand événement qui a suivi la création de l'Institut et dont l'importance et la portée seront étudiées dans le chapitre suivant.

Certes, l'Institut Américain a codifié les bases fondamentales

du Droit international Américain, et il se montre effectivement le défenseur de ce Droit. Mais si ce Droit, positivement nouveau, en fait déjà existant, est compris dans son véritable sens, on se rendra compte combien est grande sa contribution aux principes généraux du Droit des Gens. D'autre part cette constatation-proclamation du Droit international Américain n'est nullement en contradiction avec une autre constatation également vraie, à savoir, que l'Institut joue au point de vue mondial et du Droit international universel un rôle non moins important. D'après les Notes Confidentielles de ses fondateurs, d'après son statut, l'Institut Américain s'est proposé d'étudier le Droit international en général, en abordant les problèmes de caractère américain, qui intéressent principalement le Continent américain. « *L'Institut serait en outre appelé (lit-on dans la deuxième Note Confidentielle) à rendre de grands services à l'humanité en cherchant les différentes voies et en étudiant les meilleurs moyens pour maintenir, fondées sur le Droit et la Justice les relations entre les nations* ».

On voit bien là que le rôle de l'Institut Américain, d'après ses idées fondamentales, n'est pas seulement américain, mis au service exclusif du Nouveau Continent; son rôle dépasse les limites du pur point de vue américain. De plus, l'œuvre accomplie par l'Institut le prouve aussi. Sa Déclaration des Droits et des Devoirs des Nations n'a-t-elle pas envisagé les Droits et les Devoirs des nations du monde entier? Les Recommandations de la Havane de 1917 au sujet de la convocation d'une troisième Conférence de la Paix de La Haye, à laquelle tous les pays du monde devraient être représentés, et aux travaux de laquelle il devrait participer, n'ont-elles pas été animées des idées universelles et d'un égal intérêt pour toutes les nations du monde? Enfin, dans son œuvre capitale de codification du Droit international public de la Paix, la plupart des projets élaborés à Lima sont de caractère mondial et ont une portée universelle. Ce sont les bases fondamentales du Droit international en général, qui sont indiquées dans le projet n° 4. L'Institut Américain de Droit international, par son œuvre même a cherché à rendre

aux Nations américaines et aux Nations des autres parties du monde en même temps les services les plus grands possibles.

La vraie conception du rôle de l'Institut Américain de Droit international apparaît maintenant plus claire, dans son ensemble. Sa mission n'est donc pas d'affermir seulement la paix pan-américaine, mission qu'il faut d'ailleurs hautement apprécier, mais de contribuer en même temps, par ses principes d'égalité et de solidarité internationale, à la cause générale de la paix universelle, conformément à la devise même de l'ancien Institut. Il faut donc bien reconnaître l'importance incontestable du rôle véritablement, au double point de vue, justifié rationnellement, doctrinalement. C'est d'ailleurs dans ce double but qu'il fut créé.

Il convient de conclure que l'Institut Américain de Droit international avec sa formation solide et scientifique rend surtout à la science du Droit international d'éminents services. Dans ce domaine, son rôle est destiné à prendre une importance toujours croissante, qui ne tardera pas à se faire sentir de plus en plus. Il faut apprécier le rôle scientifique de l'Institut Américain accompli jusqu'ici et surtout pendant la guerre, quand l'activité de l'ancien Institut de l'Europe était complètement paralysée. C'était alors la seule institution scientifique compétente du Droit international dans le monde, qui tenait avec compétence et autorité les principes de la science du Droit international.

CHAPITRE II

L'Œuvre de l'Institut Américain de Droit International.

I

Il est important d'observer d'abord, que l'œuvre de l'Institut Américain de Droit international est toute récente. Le nouvel Institut est à peine entré dans une phase de grands travaux et son œuvre principale, à savoir, la reconstruction intégrale et la codification du Droit international public est en train de produire des effets importants, au moment où nous écrivons ce travail. Etant donné que ces événements — les travaux les plus importants de l'Institut — se passent presque sous nos yeux, l'horizon n'est pas assez large. Il nous manque donc un certain recul pour envisager, de tous les côtés, l'importance et la portée de l'œuvre de l'Institut Américain.

Cependant, il est indispensable de faire à grands traits l'étude critique de cette œuvre. Il importe de préciser ses conceptions et de dégager les principes généraux de ses travaux scientifiques, que nous avons exposés, et d'apprécier surtout sa grande œuvre accomplie en matière de reconstruction et de nouvelle orientation du Droit international.

II

Avant d'entreprendre cette étude, il faut bien indiquer quels sont les points de départ des doctrines américaines d'ordre général, qui ont précédé la formation de l'Institut Américain

de Droit international et quel était l'état de choses quand l'Institut a commencé son œuvre.

Il faut vraiment admirer cet esprit de liberté et de justice qui a animé les nations américaines, soit d'origine anglo-saxonne, soit d'origine latine, dans leurs luttes pour l'indépendance à l'époque coloniale vers la fin du XVIII^e et au commencement du XIX^e siècle. Il nous semble que la philosophie à la fois rationaliste et libérale du XVIII^e siècle a eu beaucoup plus d'influence immédiate sur le Continent Américain, qu'en Europe, où cette philosophie est née. Pour nous en rendre compte, il suffit de mentionner seulement les noms de Benjamin Franklin, Samuel Adams, Washington, Hamilthon, Bolivar, James Madison, Thomas Jefferson.

Dès qu'elles ont conquis leur indépendance et ont commencé leur vie propre, les Nations du Continent Américain — toutes ont été d'accord en cela dès le début — repoussèrent tous les systèmes d'équilibre et d'intervention du vieux Continent européen. *Ce fut un fait de tout premier ordre, le plus caractéristique, le plus important dans l'histoire du Nouveau Monde.* Dès leur naissance à la vie des nations, les Etats du Nouveau Monde ont prévu, il est vrai, que les règles du Droit international en vigueur en Europe leur seraient applicables, *mais ils se sont réservé le droit de dénoncer celles qui ne leur conviendraient pas et d'en proclamer de nouvelles mieux en harmonie avec leurs conditions particulières.* C'est ainsi et à cette époque, que sont nées les doctrines classiques américaines en matière de Droit international et qui ont guidé si heureusement les nations américaines et leur développement harmonieux dans la vie internationale jusqu'à nos jours.

On sait bien que le fameux message du président Monroe de 1823 (1), d'où est sortie la célèbre doctrine traditionnelle qui

(1) M. Alvarez dit: «...Ce message du Président Monroe formule avec une telle précision la situation internationale du Nouveau Monde vis-à-vis de l'ancien et synthétise si bien les aspirations et les destinées de toute l'Amérique, qu'il devint en quelque sorte son Evangile. » (V. *Le Droit international Américain*, op. c., p. 40).

porte son nom, a consacré, dans la défense de leur indépendance politique et l'intégrité territoriale à l'égard des nations des autres continents, l'unité et la solidarité des nations américaines. Cette solidarité a persisté, malgré tous les malentendus, les querelles mutuelles, les guerres civiles et les incidents internationaux momentanés.

M. Alejandro Alvarez estime que dans la doctrine de Monroe sont posées les bases même du Droit international Américain. C'est une interprétation qu'il est bien possible d'admettre. Car, quoi qu'on pense, il est évident qu'au point de vue du Droit international, cette doctrine, avec d'autres doctrines connexes et analogues qui dérivent d'elle, a bouleversé, d'une manière presque révolutionnaire, les conceptions dans les questions les plus importantes de l'Europe de ce temps-là. Nous n'avons point l'intention d'exposer et d'examiner ici la doctrine de Monroe, qui est généralement bien connue(1). Mais il faut bien reconnaître, que cette doctrine, qui a été solennellement approuvée et consacrée par les Conférences internationales des Républiques américaines, à la première Conférence de la Paix de La Haye et complétée auparavant par la doctrine de l'Argentin Drago, reconnue par l'art. 21 du Pacte de la Société des Nations, — cette doctrine de Monroe sur laquelle on a beaucoup écrit et parlé et dont on parle encore à propos des questions qui se posent actuellement, — a vraiment inauguré une politique internationale propre des nations américaines et a créé, grâce à la politique invariable des Etats d'Amérique pour son application rigoureuse, de conditions extrêmement favorables, au point de vue extérieur, pour le développement libre et démocratique du Continent américain tout entier.

Après le Congrès de Panama de 1826, extrêmement significatif pour l'appréciation des points de départ des doctrines

(1) V. ALVAREZ: *The Monroe Doctrine its importance in the international Life of the states of New World*, op. c. ; Arthur DESJARDINS : *La Doctrine de Monroe*, Paris, Pedone, 1896; A. DE LAPRADELLE, *Le cours professé à la Faculté de Droit de Paris pour le doctorat politique et économique*, l'année scolaire 1924-25, p. 167-174.

américaines mises en avant par la proclamation de l'indépendance des Nations américaines et par la doctrine de Monroe (1), la formation en 1889 de l'Union Internationale des Républiques Américaines avec son Bureau International des Républiques Américaines (l'Union Pan-Américaine), composée des représentants diplomatiques de toutes les Républiques à Washington et qui prend de plus en plus, d'après sa forme et sa nature, le caractère d'une véritable Société des Nations Américaines, fut le troisième trait important dans l'histoire commune des nations américaines et de leurs doctrines en matière de Droit international. Rien de plus caractéristique que ces Conférences internationales des Républiques Américaines, qui se tiennent périodiquement à partir de 1899 (première Washington, 1899; deuxième Mexico, 1901-1903; troisième Rio de Janeiro 1906; quatrième Buenos-Aires 1910; cinquième Santiago de Chili 1923) et qui ont développé les doctrines américaines fondamentales et originaires en matière internationale, en précisant ainsi les principes généraux du Droit international public Américain, que l'Institut Américain de Droit international consacrera définitivement à sa troisième session à Lima.

La codification du Droit international, qui est, comme nous l'avons dit, vraiment un idéal américain, cette idée directrice de codification faisait toujours l'objet principal des travaux des Conférences Pan-Américaines. Ces conférences ont encouragé, outre cela, la conclusion des traités d'arbitrage. Sous l'influence des résolutions et des recommandations des Conférences Pan-Américaines, l'arbitrage a pris un développement considérable sur le Continent Américain. D'après le nombre des traités conclus entre elles et avec les Etats des autres Continents, les Républiques du Continent Américain sont devenues, en quelque sorte, les pays classiques de l'arbitrage.

Remarquons en même temps le rôle si considérable que les nations américaines ont joué aux Conférences de la Paix de La Haye où elles ont été admises, pour ainsi dire, pour la première

(1) Rappelons seulement la conclusion entre les délégués des Etats de l'Amérique du Sud, du pacte, resté célèbre d' « *Union Inga y Confederacion perpetua.* »

fois et sur un pied d'égalité avec les Nations des autres continents à l'égard de solutions de grands problèmes internationaux et mondiaux. Rappelons-nous bien, que c'était la délégation américaine qui a proposé, à la deuxième Conférence de La Haye, le célèbre projet d'une Cour internationale de Justice, qui soit vraiment internationale et permanente et notons avec et d'après M. A. de Lapradelle, que c'était notamment Ruy Barbosa, homme d'Etat et jurisconsulte sud-américain qui se fit alors le champion de ce principe de l'égalité des Etats (1).

Pour compléter ce tableau de l'état des choses à l'époque où l'Institut Américain a commencé son œuvre, il y a lieu d'indiquer *les traités de paix américains*, appelés les traités Bryan, d'après le nom de William Jennings Bryan, Secrétaire d'Etat des Etats-Unis de 1913-1915, qui était leur instigateur.

C'est pour avancer la cause de la paix générale que les Etats-Unis ont entrepris depuis 1913 la conclusion de ces traités avec différents Etats de l'Amérique et de l'Europe. Ces traités, qui ne sont pas des traités d'arbitrage proprement dits, ont mis en avant un nouveau moyen de solution pacifique des conflits internationaux, à savoir, les Commissions internationales permanentes, devant lesquelles les parties contractantes soumettent les différends qui peuvent surgir entre elles, de quelque nature qu'ils soient, et conviennent de ne pas déclarer la guerre, ni ouvrir les hostilités durant l'examen et le rapport de la Commission (1).

(1) V. *Le Cours de Droit international*, professé par M. LAPRADELLE, 1924-25 ; *Instructions adressées aux délégués américains aux Conférences de La Haye et leurs rapports officiels*, avec une introduction de James BROWN SCOTT, Directeur de la Division de Droit international de la Dotation Carnegie pour la Paix internationale. New-York, Oxford University Press, 1918.

(2) V. *Treaties for the advancement of Peace* (Concluded by the United States with foreign Gouvernements during the first administration of President Wilson by the Honorable William-J. BRYAN, Secretary of States of the United States), with an introduction by JAMES BROWN SCOTT, Directeur of Division of International Law of the Carnegie Endowment for International Peace. New-York, University Press, american branch., 1919 ; — *Les traités de paix américains*. Textes complétés des traités avec une introduction et un commentaire par Chr. L. LANGE, Secrétaire général de l'Union interparlementaire, Kristiania, 1916.

Ces Commissions internationales et permanentes du type Bryan n'ont rien de commun avec les Commissions internationales d'enquêtes de la Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux de la première Conférence de La Haye. Dans le Droit international moderne, les principes de la solution pacifique des différends d'après les traités Bryan occupent déjà une place importante. L'éminent jurisconsulte Louter dit notamment : « L'honneur d'avoir conçu tout récemment un quatrième moyen de solution pacifique des différends internationaux revient à cette Amérique, à qui le monde est redevable de tant d'idées fécondes et de tentatives heureuses pour maintenir la paix universelle » (1).

III

Au moment donc où l'Institut Américain de Droit International a été fondé, sur le Continent Américain régnait déjà une bonne atmosphère de confiance, de solidarité, de coopération internationale et de paix. On sentait déjà qu'il existe un esprit commun de toutes les Républiques américaines, ou ce que M. Alvarez appelle : « *la conscience américaine* », « *une âme américaine* ».

Les conditions dans lesquelles il a été fondé ont donc été beaucoup plus favorables que celles sous lesquelles, à peu près cinquante ans avant, sur le Continent européen toujours sous menaces de guerre, avait été fondé soit l'ancien Institut de Droit international, soit The International Law Association.

Pourtant, l'Institut Américain a été inauguré et a commencé son œuvre vers la fin de 1915 et au début de 1916, dans des circonstances moins favorables. La Grande Guerre sur le Continent européen faisait son œuvre mortelle en détruisant, sans scrupules, toutes les bases sur lesquelles ont été assises les

(1) J. D. LOUTER, *Le Droit international public positif*, tome III, p. 139, Oxford, University Press, 1920.

règles du Droit international. On était entré dans une anarchie complète en ce qui concerne le droit international. Dans une large mesure et pour certains pays, le Droit international était ignoré, comme s'il n'existait pas. D'ailleurs, les faits de ce temps sont si proches de nous, qu'il n'est pas besoin de les rappeler.

La nouvelle institution scientifique qui venait de commencer sa grande œuvre dans les moments les plus cruels, les plus tragiques de l'histoire de l'humanité, quand l'ancien Institut de Droit international de l'Europe avait arrêté, par la force des circonstances, ses travaux scientifiques, s'est bien rendu compte, dès le début, que le moment était venu, le moment décisif, de procéder à une reconstruction intégrale du Droit international tant pour le Continent américain, que pour l'Europe et pour l'humanité entière. Sa codification devait se préparer en même temps.

Dans ses conditions difficiles et avec le but principal ci-dessus indiqué, l'Institut Américain de Droit international a commencé son œuvre, qu'il y a lieu maintenant d'apprécier, après avoir dégagé ses principes.

IV

Dès sa première session à Washington, le nouvel Institut se plongea dans l'étude des principes fondamentaux sur lesquels doit reposer le Droit des Gens de l'avenir. Sa célèbre *Déclaration des Droits et Devoirs des Nations* (The Declaration of the Rights and Duties of Nations), résultats des travaux de sa première session, qui a mis en avant quelques-uns de ses principes fondamentaux, fut un événement de premier ordre, qui a eu une influence considérable sur les esprits pendant la guerre et provoqua tant d'importantes discussions scientifiques après la guerre.

Depuis la célèbre Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, proclamée par la Révolution Française, c'était vrai-

ment la première fois qu'on proclamait, d'une manière si éclatante, la Déclaration des Droits et Devoirs des Nations (1). Comme on peut le voir dans son commentaire officiel, la Déclaration est basée sur le droit appliqué de la jurisprudence anglo-américaine et en particulier sur les décisions de la Cour suprême des Etats-Unis, de sorte qu'elle est assise sur une base positive et juridique, ce qui n'était pas le cas de la Déclaration classique des Droits de l'Homme ?

Dès maintenant il est bon d'observer, que d'après une opinion américaine très autorisée, cette Déclaration des principes fondamentaux du Droit international nouveau, « affirme pour le monde entier, comme une règle de Droit public général, les mêmes principes que, d'une manière un peu plus étroite et sur un fondement différent, la fameuse Déclaration du Président Monroe affirmait au regard des Républiques américaines » (3).

La Déclaration de l'Institut Américain qui, en même temps, devait servir de base pour ses travaux postérieurs, a mis en avant et bien précisé les quatre principes suivants de Droit international :

1. *Principe de nationalité* (le droit de toute nation à l'existence et à l'indépendance);
2. *Principe d'égalité juridique* (en droit et devant le droit);
3. *Principe de solidarité internationale* (en droits et en devoirs);
4. *Principe de caractère à la fois national et international de Droit international.*

(1) Pendant la Révolution Française il y avait un essai d'une Déclaration des Droits des Gens, mais le projet de Henri Grégoire a été rejeté en 1795 (V. Ernest NYS, *Le Droit international*, tome I, Paris, 1904, p. 173 ; ALVAREZ, *La Codification du Droit international*, op. c., p. 235).

(2) V. le *Commentaire dans les Procès-Verbaux de la première session de l'Institut*, op. c., 132-142.

(3) *The Declaration of the Rights and Duties of Nations adopted by the American Institute of International Law*. Address of the Honorable Elihu ROOT, President of the American Society of International Law at its tenth annual meeting. April, 27, 1916, Washington, D. C., p. 9.

Quelques-uns de ces principes, mais surtout l'esprit qui a animé cette Déclaration, l'esprit de solidarité et des devoirs internationaux, exerça une influence considérable et immédiate sur le Continent américain. L'entrée des Etats-Unis dans la guerre fut précipitamment avancée. Ensuite, repris par deux Liges, par « The League of the free Nations » et par « The League to enforce Peace » et de là par le Président Wilson, les principes de la Déclaration de l'Institut Américain ont exercé une influence mondiale. Le principe de la nationalité devint, dans la bouche du Président Wilson, le fameux Droit des Peuples à disposer d'eux-mêmes, qui se répandit à son tour et a exercé, on le sait, de très grands mouvements d'esprit en matière internationale dans le monde entier.

Mais du point de vue théorique, c'est surtout dans la période d'après la guerre, que la Déclaration des Droits et Devoirs des Nations de l'Institut Américain fut l'objet de très vives discussions auxquelles ont pris part les corps scientifiques de l'Europe les plus compétents en matière de Droit international.

C'est d'abord l'Union Juridique Internationale, cette nouvelle formation scientifique d'éminents jurisconsultes, créée après la guerre, qui a mis immédiatement à l'ordre du jour de sa première session à Paris, mai 1919, l'examen de la Déclaration de l'Institut Américain. L'honorable James Brown Scott, Président de l'Institut Américain, membre de l'Union, se chargea de remplir lui-même la mission de rapporteur. En présentant à l'étude de l'Union Juridique Internationale la Déclaration de l'Institut Américain, M. Scott ne manqua pas de souligner surtout le caractère universel des principes précisés et proclamés par la Déclaration, ce que le Président de l'Union, l'éminent jurisconsulte français, M. Larnaude, doyen de la Faculté de Droit de Paris, approuva dans les termes suivants : « *Nous trouvons dans cette Déclaration la substance d'autres déclarations, peut-être plus retentissantes en raison de leur auteur; dans les messages du Président Wilson, en effet, les mêmes idées reviennent sans*

cesse, car elles constituent les bases mêmes du monde civilisé et du monde moral » (1).

Au cours de l'importante délibération scientifique, qui a rempli toute la session de l'Union, MM. A. de Lapradelle, de la Barra, Politis, Alvarez, Lyon-Caen, un des jurisconsultes européens, qui ait personnellement assisté à l'inauguration du nouvel Institut, donna à la Déclaration de l'Institut Américain le nom de *Magna Charta internationale*, qui, a-t-il dit, n'était pas du reste seulement une Déclaration des Droits et Devoirs des Nations américaines, mais une *Déclaration américaine* des Droits et Devoirs des Nations (2). Une Commission des Droits et Devoirs des Nations formée à la suite par MM. Alvarez, Anzilotti, de la Barra, Larnaude, Mercier, Politis, Rodrigo Ostavio, Scott, fut chargée de l'étude d'un projet de Déclaration des Droits et Devoirs des Etats, qui soit conçue à la base de la Déclaration de l'Institut Américain.

Dès l'ouverture de sa deuxième session, le 7 novembre 1919, l'Union Juridique Internationale a repris la discussion de la Déclaration de l'Institut Américain au sujet du projet d'une Déclaration propre de l'Union. Rappelons que M. Alvarez, comme rapporteur de la Commission élu à la première session de l'Union, avait eu l'idée d'envoyer un questionnaire aux membres de l'Union dans lequel il a nettement posé des questions au sujet des principes les plus capitaux du Droit international, soulevés par la Déclaration de l'Institut Américain. Les réponses au questionnaire qui lui ont été données par MM. De la Barra, André Mercier, Larnaude, Rodrigo Ostavio, Politis, James Brown Scott et la discussion scientifique, qui a suivi le rapport de M. Alvarez et à laquelle ont surtout participé MM. A. de Lapradelle, Weiss, Vesnitch, Léon Bourgeois, Anzilotti, Mercier et Lyon-Caen resteront pour toujours d'une importance capitale pour la science du Droit international. Le résultat de ces discus-

(1) V. *L'Union Juridique Internationale*. Séances et travaux, op. c., tome I, p. 30.

(2) *Ibid.*, p. 32.

sions fut le projet d'une Déclaration des Droits et Devoirs des Nations, approuvée par l'Union Juridique Internationale le 11 novembre 1919. Il est bien basé sur la Déclaration de l'Institut Américain (1).

D'autre part, l'ancien Institut de Droit international, lui aussi, dès qu'il a réussi à recommencer ses travaux paralysés pendant la guerre, a mis à l'ordre du jour de sa première session extraordinaire de Paris, en mai 1919, l'étude des six articles de la Déclaration de l'Institut Américain de Droit international. Après le rapport de M. A. de Lapradelle fut constituée, au sein de l'Institut, une Commission spéciale pour l'étude de la Déclaration, avec la mission d'examiner comment la protection des Nations pourrait être assurée (2).

C'est à la session plénière de Rome, octobre 1921, que l'ancien Institut a entrepris une étude sérieuse de la Déclaration de l'Institut Américain. Comme rapporteur de la Commission constituée à la session extraordinaire de Paris, M. A. de Lapradelle présenta un rapport remarquable. Portant à la connaissance de l'Institut la formation de deux associations nouvelles, ayant pour but l'étude du Droit international : l'Institut Américain de Droit international de Washington et l'Union Juridique Internationale de Paris, M. de Lapradelle présenta à l'Institut, du point de vue critique, les Déclarations des Droits et Devoirs des Nations de ces deux associations « de sorte, dit-il, que l'Institut, saisi en dernier lieu de la question, va devoir se décider, pour ainsi dire en appel, et prenant à l'une et à l'autre ce qu'elle a de meilleur, donner à une Déclaration des Droits et Devoirs des Etats la frappe définitive qui permettra sa circulation universelle ». Le

(1) V. le texte de cette Déclaration dans : *L'Union Juridique Internationale*. Séances et travaux, op. c., tome II, p. 174-175.

(2) Les membres de cette Commission de l'Institut étaient : Alvarez, Sir Thomas Barclay, M. de Boeck, le marquis Corsi, Dupuis, Fauchille, Kebedgy, de Lapradelle, Mercier, d'Olivart, de Peralta, Politis, Rolin-Jacquemyns, James Brown Scott, Vesnitch, Weiss (V. *Annuaire de l'Institut de Droit international*, XXVII vol. Paris, Pedone, 1919 p. 320-323).

rapport de M. A. de Lapradelle, suivi d'un projet de Déclaration élaboré par lui, donna lieu à la discussion générale de l'Institut sur ce sujet, dont les délibérations ont abouti à la résolution suivante :

« L'Institut de Droit international, après avoir entendu avec beaucoup d'intérêt, sur le projet d'une Déclaration des Droits et Devoirs des Etats, l'exposé de M. de Lapradelle pour lequel il lui exprime ses vifs remerciements, décide de maintenir cet important sujet à son ordre du jour et recommande à la Commission de prendre le dit exposé comme point de départ de ses travaux et, tenant compte, de l'échange de vues auquel il a donné lieu, d'établir un projet définitif, sur lequel M. de Lapradelle voudra bien présenter un rapport avant sa prochaine session. »

Tout ce que nous avons dit et exposé précédemment sur la Déclaration des Droits et Devoirs, résultat de travaux de la première session de l'Institut, est suffisant pour nous montrer clairement toute l'importance et la portée qu'a eue l'œuvre de la première session du nouvel Institut.

V

Pour nous permettre d'apprécier toute la grandeur des travaux les plus importants de l'Institut, relativement à la codification du Droit international, nous ne nous arrêterons que peu sur les travaux de sa deuxième session.

L'importance des travaux de la deuxième session de l'Institut consiste en cela, d'avoir avancé les idées et d'avoir précisé les principes sur lesquels doit être faite la reconstruction du Droit international. Ce sont surtout les projets de M. Alvarez, présentés à cette session et que nous avons laborieusement analysés dans la première partie de ce travail, qui ont contribué, dans une large mesure, à mieux formuler et fixer cette base pour

une nouvelle orientation du Droit international. Les projets de M. Alvarez ont donné comme résultat ce plan général de reconstruction et de codification du Droit international public, accompli par le Comité de l'Institut, réunit à la Havane.

Les célèbres résolutions de la deuxième session de l'Institut, connues sous le nom de « *Recommandations de la Havane* » ont ce mérite d'avoir poussé en avant la question de la constitution d'une Société des Nations, comme une organisation mondiale à titre permanent, à la base d'une parfaite égalité des Etats et pour les affaires de caractère mondial.

On ne peut pas reprocher à l'Institut Américain d'avoir conçu pendant la guerre cette organisation internationale, si nécessaire pour la paix et la sécurité des nations et pour le règne de principes du droit et de la justice, sur le modèle, un peu perfectionné, des Conférences de la Paix de La Haye. Car, il faut se rappeler qu'on a beaucoup discuté et parlé de la convocation d'une troisième Conférence de La Haye. Il faut d'autre part se rendre bien compte du progrès préconisé par les Recommandations de l'Institut. Ce que recommandait le nouvel Institut et ce qui était aussi très pratique et bien réalisable — sans qu'il soit besoin de recourir à une organisation radicale de la société, comme on dit dans le commentaire — c'était l'établissement de sessions fixes pour la Conférence de La Haye, les sessions à des périodes régulières, ainsi que la création d'un comité à titre permanent, qui devait siéger à intervalles réguliers entre les Conférences.

Le dernier point de la Recommandation de la Havane relativement à la création d'une opinion publique éclairée en faveur des solutions pacifiques de différends internationaux, nous paraît digne de la plus haute appréciation. Il nous semble que c'est pour la première fois qu'une institution scientifique de Droit international a porté un si grand intérêt pour une action directe dans les masses, afin qu'elles soient bien éclairées. Car il est hors de doute, que les principes de Droit international qu'ils soient les plus beaux, les plus justes, les plus rationnels

ne valent rien et ne peuvent atteindre leur but final, sans le concours d'une opinion publique bien éclairée et sans un changement profond de la mentalité des peuples. Or, c'est là justement un problème assez délicat, même plus difficile à résoudre favorablement que beaucoup d'autres problèmes et questions en matière internationale.

Ainsi cette idée de la création d'une opinion publique bien éclairée a-t-elle été aussi chère à un jurisconsulte européen et d'un peuple, dont nous avons notamment l'honneur de nous réclamer. Le regretté Dr Mil R. Vesnitch, animé de cette idée fondamentale : *faire pénétrer dans la mentalité des peuples les conceptions du Droit international, de l'équité universelle, de la solidarité des Nations, et pour préparer ainsi l'ère où la force morale et légale, c'est-à-dire, le droit, se substituera à la force des baïonnettes, sans porter la moindre atteinte à la sécurité des Etats ni le moindre ombrage à leur dignité*, a proposé au Comité de l'Institut de Droit international pour la fondation Carnegie, à la session du Comité de Christiania, août 1912, la création à La Haye *d'une école internationale de presse*, doublée d'une bibliothèque de Presse universelle et d'une autre de Droit international et complétée par l'organisation des cours de Droit international. L'éminent jurisconsulte Serbe n'a pas eu besoin d'insister plus amplement, dans l'exposé des motifs de son projet, sur le rôle que joue la presse dans les relations internationales depuis un siècle et surtout sur le rôle qu'elle est destinée à y jouer dans l'avenir. Il exprima sa profonde conviction, qu'une telle école, par son existence même, rapprocherait ceux qui seraient appelés à guider l'opinion public dans leurs pays respectifs, et par son enseignement, ouvrirait les horizons de la solidarité internationale (1). Si le dit projet Vesnitch du 29 août 1912 n'a pas été complètement adopté, il a poussé en avant les conceptions, dont vient de sortir ensuite la fondation de l'Académie de Droit international de La Haye.

(1) V. Documents relatifs à la création de l'Académie de Droit international de La Haye. Paris, 1924, impr. Chaix, p. 10-12.

Par ses recommandations de la Havane, l'Institut Américain, d'accord avec les idées traditionnelles anglo-saxonnes à cet égard, nous a indiqué, une fois de plus, la nécessité impérieuse d'une activité bien coordonnée dans ce sens.

VI

Les travaux du Comité de l'Institut Américain de Droit international pour la codification du Droit international représentent vraiment quelque chose de particulièrement grandiose, parmi les œuvres accomplies théoriquement et pratiquement jusqu'ici dans la science du Droit international.

Nous avons montré (v. supra, pp. 69-70), les tendances de plus en plus croissantes des Nations du Nouveau Monde, ainsi que les travaux de la Commission de Rio de Janeiro, vers la codification du Droit international public, qui doit régir les rapports entre les Républiques du Continent américain.

Il y a lieu de remarquer immédiatement, que ce désir de codification du Droit international n'est pas propre seulement aux Nations du Nouveau Monde. En Europe aussi et même de très longue date, cette question d'un Code positif du Droit international se discute vivement. Tous les publicistes du Droit international la traitent dans leurs ouvrages. Et si nous remontons jusqu'à *Leibnitz* et son *Codex juris gentium diplomaticus* et descendons ensuite jusqu'à *Bluntchli* (*Das moderne Völkerrecht der civilisirten Staaten als Rechtsbuch dargestellt*), *Loewenthal* et ses *Grundzüge zur Reforme und Codification des Völkerrechts*, *Pasquale Fiore* et son *II Diritto Internazionale Codificato et la sua sanzione giuridica* et le projet de Code de Droit international public de E. Duplessis, nous pouvons nous rendre compte de tous les efforts qui ont été faits(1). En laissant de côté l'appréciation de l'activité plus ou moins importante du pacifisme international européen, aussi bien que celle de l'Union interparlementaire, il est néanmoins absolument indispensable de

(1) V. MANCINI : *Vocazione del nostro Secolo per la Riforma e codificazione del diritto della genti*.

souligner qu'en Europe, les corps scientifiques les plus qualifiés pour l'étude du Droit international, à savoir : l'Institut de Droit International, The international Law Association, l'Union Juridique Internationale, ont eu toujours à cœur l'étude de la question classique et si importante de la codification du Droit international. Dans le Statut de l'Institut de Droit International, article 1^{er}, on lit entre autres, la disposition suivante : « L'Institut de Droit international a pour but de favoriser le progrès du Droit international *en donnant son concours à toute tentative sérieuse de codification graduelle et progressive du Droit international* ». D'ailleurs, on le sait bien, que c'est l'Institut qui a codifié d'abord les lois et coutumes de la guerre sur terre et sur mer, adoptées ensuite, en forme de conventions, par les Conférences de la Paix de La Haye. Le 10 octobre 1873 a eu lieu à Bruxelles une Conférence internationale de jurisconsultes, dont la plupart étaient de l'Europe, pour la réforme et codification du Droit international. The international Law Association a eu d'abord la codification du Droit international pour objet principal de ses travaux; l'Association elle-même s'appelait : The Association for the Reform and Codification of the Law of Nations. L'Union juridique internationale au cours de ses sessions s'est occupée, elle aussi, du problème de la codification du Droit international. M. Alvarez, de très longue date partisan le plus convaincu de la codification, a pris une part très active dans les discussions de cette question avec les jurisconsultes européens, membres de l'Union. C'est notamment lui qui a présenté à la quatrième séance plénière de la deuxième session de l'Union un Plan des matières qui doivent être comprises dans la codification du Droit international et dont l'Union Juridique internationale ne manque pas de s'occuper.

Cette idée de codification du Droit international, comme on le voit, n'a pas été étrangère, ni utopique non plus aux jurisconsultes européens. S'il elle n'a pas donné en Europe jusqu'ici aucun résultat positif et plus important c'est parce que l'atmosphère politique et internationale, les systèmes et groupements

internationaux rivaux, l'esprit de l'impérialisme et de la guerre, les doctrines de l'équilibre ou de la balance des puissances, voilà ces facteurs principaux qui ont guidé si longtemps et si malheureusement la vie internationale européenne, n'ont pas permis que les beaux travaux scientifiques des jurisconsultes en matière de codification aboutissent à des résultats positifs. C'est ainsi que nous approuvons les constatations de M. Alvarez qu' « en Europe, sauf une exception, les gouvernements ne se sont jamais occupés de préparer une codification d'ensemble du Droit des Gens » (1). Dans le Nouveau Monde, au contraire, tous les efforts pour la Codification du Droit international ont été dus à l'initiative plus ou moins officielle des Gouvernements des Républiques américaines.

VII

Le Comité de l'Institut Américain de Droit international pour la Codification du Droit international a donc accompli une œuvre, qui était considérée jusqu'ici, avec ou sans raison, comme impossible : *il a codifié le Droit international public*. C'est un fait accompli, un fait dont on ne tient pas assez compte pour le moment. Et pourtant, ce fut un événement, de tout premier ordre.

Ce fait même qu'un corps scientifique très autorisé pour l'étude du Droit international vient de faire codifier, *sur la demande officielle des Gouvernements des 21 Républiques*, tout ou presque tout le Droit international public de la Paix, est, sans doute, non seulement un moment, mais un facteur nouveau. C'est pour la première fois dans l'histoire du Droit international qu'une association scientifique a accompli une œuvre si grandiose et si difficile, codifier le Droit international public.

Aussi serait-il indispensable de faire connaître toutes les controverses théoriques depuis Savigny pour et contre la codification en général, ainsi que toutes les difficultés politiques

(1) ALVAREZ : *La Codification du Droit international*, op. c., p. 235.

qui n'ont pas permis jusqu'à aujourd'hui et surtout chez nous en Europe, que l'œuvre de la codification avance. Laissons à notre Maître, M. A de Lapradelle, le soin de nous dire avec le plus d'exactitude et avec le plus d'éloquence ce que c'est que la codification et les difficultés qui rendent sa réalisation difficile. M. de Lapradelle nous dit :

« ...Mais la codification du Droit international public et privé, ne saurait se faire en un jour. C'est un de ces travaux qui demandent, non pas une génération, mais des générations : c'est une de ces grandes constructions qui, pareilles aux cathédrales du Moyen Age, auxquelles des foules ont travaillé durant des siècles, demeurent encore inachevées. Codifier, sinon totalement du moins en grande partie, le Droit international, c'est une entreprise si considérable que, seule, une association peut utilement la concevoir et pratiquement l'exécuter. Seule une association internationale, groupant, non seulement toutes les compétences, mais toutes les nationalités auxquelles s'imposera le Code, peut tenter d'en arrêter l'avant-projet et après une discussion, où tous les points seront exposés et, s'il y a lieu, conciliés » (1).

Quand on prend en considération tout ce que M. de Lapradelle nous dit de la codification, toute la grandeur de l'œuvre du Comité de l'Institut Américain apparaît clairement de ce fait seul d'avoir codifié le Droit international public (2). Certes, cette codification n'est pas encore mise en application réelle et positive étant données les phases à travers lesquelles l'avant-projet du Code, voté par l'Institut, doit passer, conformément à l'organisation internationale des Républiques américaines (v. supra

(1) A. de Lapradelle dans son article sur la fondation de l'Institut Américain de Droit international (V. *Institut Américain de Droit international*. Historique, notes, opinions, op. c., pp. 61-62).

(2) Quant à la méthode de la codification et la classification des matières sur lesquelles elle a exactement porté, nous n'avons pas étudié ces questions, appartenant plus ou moins à la technique juridique internationale.

p. 94). Malgré cela, la valeur de l'œuvre accomplie n'en demeure pas moins considérable.

Cette codification du Droit international public accomplie par l'Institut Américain aura une portée considérable au point de vue théorique dans la science du Droit international et ne tardera pas à influencer, au point de vue pratique, le monde entier. Dès maintenant même on aperçoit une répercussion très importante. Sous les effets qu'a produits l'œuvre de l'Institut Américain en matière de la codification, la Société des Nations de Genève a repris immédiatement ses travaux pour la codification progressive du Droit international. La cinquième assemblée avait adopté le 22 septembre 1924 une résolution priant le Conseil de convoquer un comité d'experts pour la codification du Droit international. Dans sa 32^e session de Rome, le Conseil a arrêté la composition du Comité de jurisconsultes, qui nous rappelle, par l'analogie de sa nomination et de sa composition, la Commission internationale des jurisconsultes américains, dite de Rio de Janeiro. Ce Comité s'est réuni deux fois jusqu'à aujourd'hui : en avril 1925 et en janvier 1926. Il y a tout lieu de penser que l'avant-projet du Code élaboré par l'Institut Américain a servi d'exemple au Comité de Genève. Délaissant pour le moment le Droit international privé, ainsi que les matières du Droit international public touchant à la guerre — bien d'après les idées fondamentales de l'Institut Américain — le Comité de jurisconsultes de Genève s'est efforcé d'établir un premier programme de questions de la codification (1).

Notons à la suite de cette répercussion le projet de l'Institut

(1) V. le texte de la Résolution de la V^e Assemblée, la liste du Comité d'experts et le résultat de la première réunion du Comité dans le : *Rapport à la VI^e Assemblée de la Société des Nations sur l'œuvre du Conseil, sur le travail du Secrétariat et sur les mesures prises pour exécuter les décisions de l'Assemblée*. Société des Nations. Genève, le 7 juin 1925. A. 7. 1925, p. 5-7 ; V. *Résumé mensuel des travaux de la Société des Nations*, avril 1925, vol. V, n^o 4 ; — *Kodifikation des Völkerrechts und Völkerbund*. Von Professor Dr O. Th. L. USCHUCK, Berlin (dans « Völkerbund Fragen », Mitteilung Der Deutschen Inga für Völkerbund, Berlin, 1 märk 1926, VR. 7/8 pp. 12 et suiv.)

de Droit international privé, que le Gouvernement Italien a offert de fonder à Rome et qui, placé sous la direction de la Société des Nations, aurait pour objet principal de ses travaux, l'unification des législations privées en matières internationale.

VIII

Toute l'importance et la portée du fait d'avoir codifié le Droit international public étant ainsi indiquées, il faut maintenant dégager les principes généraux de l'avant-projet du Code du Droit international Américain de l'Institut.

La base essentielle du Code *c'est la codification du Droit international public de la Paix*. C'est un fait très caractéristique, d'une haute importance théorique et pratique, c'est une orientation parfaitement nouvelle du Droit international. Qu'il y ait là un fait nouveau d'une importance capitale pour la science du Droit international et pour le développement des relations entre les peuples, cela n'est pas contestable. Là est également le point de départ de l'œuvre grandiose du Comité de l'Institut Américain élu à sa troisième session. Feront bien d'y réfléchir tous ceux qui ont à cœur le véritable progrès du Droit international, ainsi que ceux qui désirent organiser la paix internationale (1).

Jusqu'ici en général, on a beaucoup parlé, traité, discuté, on a essayé de codifier et même on a codifié les règles du Droit international se rapportant plus ou moins *exclusivement à l'état de guerre*. Que voyons-nous si nous jetons un regard sur les

(1) Dans la lettre de transmission du Projet du Code au Président du Conseil Directeur de l'Union Panaméricaine, MM. James BROWN SCOTT président, et Alejandro ALVAREZ, secrétaire général de l'Institut disaient: « Les membres du Conseil de Direction et de l'Institut présents à Lima ne formaient donc qu'un en croyant, que seul le Droit de la Paix devait être l'objet de leur attention, puisque la paix devait être et est, en fait, l'état d'ordre normal. » — Dans le Préambule du Code on lit: « Les Républiques américaines s'intéressent davantage à la réglementation concernant la paix et la neutralité des Nations qu'à la guerre, espérant que cette dernière est heureusement et pour toujours bannie du Continent américain. » (V. *Codification du Droit international Américain*, Projets de convention, op. c., 7, 27.)

Conférences internationales, qui, depuis 1864, ont surtout influencé le développement du Droit international ancien, notamment la Conférence de Genève de 1864, celle de Bruxelles de 1874, la Conférence de Pétrograd et les Conférences de la Paix de La Haye qui ont fait tant de bruit ? Toutes ces Conférences n'ont donné d'autres résultats qu'introduire un peu plus d'humanité et de modération dans les guerres terrestres ou maritimes, c'est ce qu'on appelait, avec plus ou moins d'ironie, l'humanisation de la guerre. La première Conférence de la Paix de La Haye, qui devait, d'après les notes circulaires du Comte Muravieff des 12-24 août 1898 et des 30-12 1898-11 janvier 1899 « assurer à tous les peuples les biens d'une paix réelle et durable » nous a donné, comme œuvre principale de ses travaux — l'élaboration des lois et coutumes de la guerre terrestre et maritime. Une Conférence de la Paix nous donne des lois et coutumes de la guerre ! Et la deuxième Conférence de la Paix de La Haye a continué, avec tant de générosité l'œuvre de la première dans le même sens (1).

Dans la réforme radicale qu'il a entreprise en matière de Droit international public, l'Institut Américain codifiant le Droit de la Paix nous donne cet esprit nouveau essentiellement basé sur cette simple constatation : si on veut la Paix, pourquoi parler de la guerre, pourquoi faire l'élaboration des lois et coutumes de la guerre et d'autres règles concernant l'état de guerre ? D'après les conceptions de l'Institut Américain, le Droit international reconstitué ne doit plus être divisé en deux parties classiques, comme jusqu'ici, en Droit international de la guerre et en Droit international de la Paix. Désormais il n'en est plus de même, du moins pour le Continent américain. *Le Droit International moderne et démocratique ne doit être qu'un seul, le Droit international de la Paix.*

(1) Sur l'histoire de la première Conférence de la Paix de La Haye et sur elle-même v. la monographie la plus complète de M. A. DE LAPRADELLE : *La Conférence de la Paix de La Haye* (La Haye, 18 mai-29 juillet 1899), dans la *Revue Générale de Droit international public*, tome VI, 1899, p. 651-846 ; V. aussi A. DE LAPRADELLE : *La question du désarmement et la seconde circulaire du Tzar*, dans la même revue, tome VI, 1899.

Le Droit international de la Paix, non le Droit international de la Guerre, tel est le but essentiel de l'Institut américain et de la nouvelle orientation du Droit international, qu'il vient d'inaugurer.

Le premier principe général du Code, *c'est le principe que les règles du Droit international ne sont pas toujours universelles.*

Cette conception, toute nouvelle, de la non-universalité des règles du Droit international et qui vient d'être consacrée par le projet du Code de l'Institut est d'origine purement américaine. Elle est même très récente. M. Alejandro Alvarez s'est montré le protagoniste le plus acharné de cette conception, qui a pris son développement, on peut le dire, grâce à ses travaux.

En se basant sur le faits de l'histoire et sur tous les facteurs de la vie internationale réelle, l'argumentation de M. Alvarez, pleinement approuvée comme on le voit par l'Institut, est vraiment assez forte et bien acceptable. Résumée en peu de mots, son argumentation se présente sous l'aspect suivant. Le Droit international d'aujourd'hui ne peut être universel, parce que la communauté internationale n'est plus unique. Jusqu'à la fin du XVIII^e siècle il n'y avait qu'un Continent, l'Europe. Les autres Continents n'étaient que des colonies; ils n'étaient pas non plus membres de la Communauté internationale. La Société internationale était donc unique et de même, les règles qui l'ont régie, ne pouvaient être qu'unes, uniformes. Et comme l'Europe était le centre, voire même le maître absolu de cette Société internationale, les règles du Droit international, appliquées en Europe — le Droit Public Européen — étaient en même temps appliquées à tout le monde. Mais au cours du XIX^e siècle apparaissent de plus en plus d'autres Continents et surtout le Continent américain. Ce dernier, quoique d'origine européenne, a eu son développement propre, sa vie internationale propre et qui diffère complètement de la vie internationale de l'ancien Continent européen. L'événement le plus remarquable du XX^e siècle c'est la mise en relief du Continent améri-

caïn et son influence sans cesse croissante. Aujourd'hui donc la vie internationale n'est pas une. L'unité de la vie juridique mondiale n'existe pas. Cela peut être seulement désirable, mais ce n'est pas la réalité. Pour satisfaire leurs besoins particuliers, pour régir l'évolution de leur vie internationale propre, les Républiques du Continent américain ont la nécessité impérieuse de règles du Droit international propres, correspondant aux problèmes de caractère purement américain. Les règles du Droit international général, issues exclusivement du génie européen, qui étaient universelles, ne peuvent être appliquées partout, et surtout pas sur le Continent américain. D'où la nécessité de règles particulières, d'après la distinction indiquée.

Cette thèse de M. Alvarez (1) qui est devenue celle de l'Institut, *que les règles du Droit international ne sont pas toujours universelles* est extrêmement intéressante tant au point de vue de la théorie qu'à celui de la réalité de la vie internationale moderne. Elle ne peut pas, à notre sens, être rejetée. Aujourd'hui que la vie internationale diffère de peuple à peuple et de Continent à Continent à tant de manifestations différentes, il est d'ailleurs absolument impossible d'admettre l'universalisme rigoureux des règles du Droit international, d'uniformiser les nations.

Si cette nouvelle conception de non-universalité des règles du Droit international n'est pas encore acceptée par tous les jurisconsultes, la plupart est parfaitement d'accord quant à la base fondamentale de cette conception, admettant par exemple l'existence, au point de vue du Droit international, de problèmes propres au Continent Américain (2).

(1) M. ALVAREZ a mis en avant cette conception dans ses ouvrages : *Le Droit International Américain. Son fondement, sa nature*, o. c.; *Le Droit International de l'Avenir*, o. c. ; *La Codification du Droit International*, op. c.; *L'organisation Internationale d'après le Traité de Versailles. Droit public européen, Droit public américain. Communication à l'Académie des Sciences morales et politiques*, Paris, 1920 ; ainsi que dans ses projets présentés à la deuxième session de l'Institut.

(2) M. A. DE LAPRADELLE dit : « Préparant les Conférences Panaméricaines, comme l'Institut de Droit international a préparé celle de la Haye, le nouvel Institut conformera son programme au leur, et, puis-

Ce qu'il importe de noter surtout et qui dérive comme conséquence logique de cette conception de non-universalité de principes du Droit international, c'est le *système tripartite des cercles concentriques*, préconisé par M. Alvarez en ce qui concerne le problème du maintien de la paix, pleinement accepté par l'Institut. D'après ce système, en matière d'actes ayant pour but le maintien de la paix, les accords régionaux doivent précéder les accords généraux. De même en cas de conflit, il ne faut pas immédiatement appeler tout le monde. Le meilleur moyen d'agir c'est d'appeler successivement les Etats appartenant aux trois cercles suivants :

1. *Les Etats directement intéressés.* — Il faut d'abord laisser aux Etats directement intéressés, dans une affaire quelconque, le soin de la régler pacifiquement tout seuls. S'ils aboutissent à un accord, pourquoi appeler les autres.
2. *Les Etats du Continent.* — S'il s'agit de régler une affaire concernant les intérêts d'un seul Continent, par exemple le Continent Américain, ce sont exclusivement les Etats du dit Continent qui doivent être appelés et qui sont appelés à régler cette affaire. Il n'y a aucune raison d'inviter les Etats des autres Continents pour une affaire qui n'intéresse en rien leurs Continents.
3. *Les Etats du Monde entier.* — S'il s'agit d'une affaire ou d'un conflit de caractère vraiment mondial c'est alors et alors seulement qu'il y a des raisons sérieuses, voire même impérieuses pour tous les Etats du monde à intervenir pour le résoudre.

qu'elles entendent traiter *les questions américaines*, c'est d'elles tout d'abord qu'il devra s'occuper. Car, l'Amérique a ses problèmes, née des conditions de son histoire et de sa vie ».

M. POLITIS, dans son opinion sur la fondation de l'Institut Américain s'est exprimé ainsi : « Tout en participant à la solidarité du monde civilisé, les Républiques américaines ont, entre elles, des intérêts propres. Un idéal particulier, une solidarité spéciale les unit. Dans la grande famille des nations, elles fournissent un groupement plus intime. A ces rapports plus étroits, correspond un droit plus restreint : *ubi societas ibi jus*. V. *Institut Américain de Droit International, historique*, o. c. p. 62, 118.

Est-il besoin d'indiquer tous les avantages de ce système des cercles concentriques, qui correspondent si bien à la réalité de la vie internationale. Pour nous en persuader il n'y a qu'à mentionner seulement le fameux Protocole de Genève pour le Règlement pacifique des différends internationaux du 2 novembre 1924 et son échec (1) et d'autre part les accords de Locarno (Pacte rhénan et Convention d'arbitrage), signés le 16 octobre 1925 et leur grand succès. Les traités de Locarno sont d'ailleurs la consécration solennelle des conceptions juridiques américaines relativement au problème du maintien de la paix, si clairement énoncées dans le système tripartite des cercles concentriques de M. Alvarez.

Le second principe essentiel du projet du Code, *c'est la proclamation du Droit International Américain*. Ce principe dérive logiquement du principe précédent.

On ne se rend pas assez compte de cet événement, qui s'est produit dernièrement en matière de Droit international; et pourtant, c'est un fait accompli juridiquement, positivement : *nous sommes en présence d'un véritable Droit International Américain*. C'est un autre grand résultat en même temps qu'un autre

(1) Sur le protocole de Genève il y a déjà une importante littérature. v. N. POLITIS : *Le Protocole de Genève*, dans la revue « *Pour la Société des Nations* », bulletin mensuel du Comité d'action pour la Société des Nations. n° I et II de novembre et décembre 1924; *Le Protocole de Genève ressuscitera-t-il?* par X. . . , dans la même revue, n° VI du 1^{er} avril 1925 ; *The Geneva Protocol*, by MANLEY O. HUDSON, dans *Foreign Affairs an american quarterly review*. Décembre 15, 1924. Vol. III, n° 2 ;

Das Genfer Protocol, von prof. Dr. WALTER SCHUCKING, dans « *Völkerbund Fragen* », mitteilungen der Deutschen Liga für Völkerbund. Berlin, 15 dez. 1924; *Statens offentliga Utredningar*, 1925, 17. Utrikes departementet Betänkande Rörande det S. K. Genèveprotokollet angående avgörande på fredlig väg av internationella tvister avgivet av tillkallade sakkunnige. Stockholm, 1925; Theodor ADELSWORD : *Ar Genèveprotokollet. Dött och Gegravet?* Stockholme-Linköping, 1925; *Die Britische Völkerbund-liga und das Genfer Protocoll*, von prof. GUILBERT MURRAY, Oxford « *Die Friedense Warte* », mai 1925, Heft 5, *Blätter für internationale Verständigung und zwischenstaatliche organisation. Begründet von Alfred Fried*. Berlin ; Résumé mensuel des travaux de la Société des Nations, octobre 1924, supplément.

fait nouveau que vient d'introduire, dans la science du Droit international, le projet du Code de l'Institut Américain.

Pour savoir exactement ce qu'est le Droit international Américain, référons-nous au Code lui-même, qui nous donne sa large définition explicative. Aux termes de ses Déclarations générales — projet n° 2 du Code :

« Par Droit international Américain il faut entendre l'ensemble des institutions, des principes, des règles, des doctrines, des conventions, des coutumes et pratiques qui, dans le domaine des rapports internationaux, sont propres aux Républiques du Nouveau Monde.

L'existence de ce Droit est due aux conditions géographiques, économiques et politiques du Continent Américain, à la manière dont les nouvelles Républiques furent formées et entrèrent dans la Communauté internationale et à la solidarité, qui existe entre elles.

Le Droit international Américain ainsi compris ne tend donc nullement à créer un système international qui aurait pour but de séparer les Républiques de cet hémisphère du concert des autres Nations du monde. »

À la base du Droit international Américain ainsi déterminé se trouvent les six grands principes : quatre du projet n° 8 du Code (Droits fondamentaux des Républiques américaines), le cinquième du projet n° 30 (Déclaration du renoncement au titre d'acquisition de territoire par conquête) et le sixième de l'art. 10 du projet n° 29 (Mesures de coercition). Ces principes, exposés dans le quatrième chapitre de la première partie, remplacent toutes les vieilles doctrines traditionnelles américaines en matière internationale, en reprenant la défense des mêmes droits communs du Continent Américain, mais d'une manière plus complète et dans la forme qui correspond mieux à la vie internationale moderne d'aujourd'hui. *Plus de doctrine de Monroe, de Drago, etc., désormais ce sera le Code de Droit international Américain.*

La notion, aussi bien que l'expression du Droit international Américain, s'est développée très lentement dans le Droit international. On trouve, vaguement définie, cette expression chez Pradier-Fodéré, dont l'un des ouvrages porte même le titre : « *Traité de Droit International Public Européen et Américain* ». Ensuite, chez Seijas (El Derecho Internacional Hispano-Americano Publico y Privado). Mais, cette notion du Droit international Américain a pris un sens et une orientation différents depuis que M. Alejandro Alvarez a publié en 1910 son ouvrage remarquable : « *Le Droit International Américain, son fondement, sa nature* », et quand on a commencé à discuter cette question aux Conférences et aux Congrès scientifiques Pan-Américains.

La thèse de M. Alvarez proclamant l'existence d'un Droit international Américain, était tirée non des spéculations philosophiques, mais des données réelles et historiques. Elle a été d'ailleurs vivement combattue à son origine, mais elle vient de triompher pleinement. Sur le Continent Américain l'expression — le Droit international Américain — s'emploie aujourd'hui à titre officiel, le projet du Code le consacre définitivement, l'article 21 du Pacte de la Société des Nations de Genève le reconnaît aussi.

N'y a-t-il pas lieu de nous demander s'il faut admettre ou non un Droit international Américain au sein de la science du Droit International? Avant de répondre à cette question, il faut d'abord bien comprendre le véritable caractère du Droit international Américain.

L'Institut Américain adopte le Droit international général, comme un système universel, quand il s'agit des règles concernant les questions touchant directement toutes les nations du monde, et qui sont suivis par la totalité ou la presque totalité des nations du monde. En proclamant le Droit international Américain, c'est-à-dire l'ensemble des règles qui, dans le domaine des rapports internationaux, sont propres aux Républiques du Continent Américain, cela ne signifie pas que l'œuvre de l'Institut Américain est de caractère particulariste. Dans ces conditions, pourquoi ne pas admettre l'existence d'un Droit interna-

tional Américain? Au point de vue théorique y a-t-il quelque chose de sérieux, qui s'y oppose? Nous n'en voyons pas. Au point de vue scientifique et purement théorique on ne peut plus admettre la thèse : que le Droit international doit, par essence et par sa nature, être universel. Au contraire, de sérieux arguments, soit d'ordre théorique, soit d'ordre pratique, peuvent être invoqués en faveur d'un Droit international Américain, distinct du Droit international universel. L'éminent jurisconsulte, M. Politis, nous disait dans un entretien : on peut admettre l'existence de règles particulières dans le cadre du Droit international existant, mais on ne peut pas admettre l'existence d'un Droit international particulier, d'un Droit international Américain. Donc, s'il en est ainsi, la question se réduit à une question de pure forme. Or, la forme peut couvrir, mais non pas cacher la réalité des choses. Si le Droit des Gens n'apparaît plus comme un pur ouvrage de l'esprit, s'il est vraiment la conséquence de l'histoire et le produit même de la vie, si la règle du Droit se dégage des faits et des textes, comme on le constate avec tant d'autorité et de compétence (Lapradelle), nous ne voyons pas pourquoi ne pas admettre l'existence d'un Droit international Américain dans la science générale du Droit international.

Le troisième principe général du Code, *c'est le principe de la force obligatoire, au moins en Amérique, des règles internationales.*

Faisant partie de la législation nationale de chaque pays, les règles du Droit international doivent être appliquées par les autorités nationales comme les lois nationales. D'autre part, les lois nationales ne doivent pas contenir de dispositions contraires aux règles positives du Droit international.

Le quatrième principe général du Code c'est celui d'égalité.

Avec une égale force pour la nouvelle orientation du Droit international, l'Institut Américain a introduit dans son Code le principe d'égalité, comme le principe général du Droit international nouveau.

Ce principe d'égalité, de parfaite égalité de traitement, l'égalité juridique est tant au cœur du nouvel Institut (1). Du moins pour les règles du Droit international public de la Paix, qui doivent régir les relations entre les Républiques du Continent Américain, ce principe d'égalité de traitement a été rigoureusement introduit dans toute la matière que l'Institut Américain vient heureusement de codifier. Soit en ce qui concerne les dispositions du Code ayant pour but de compléter l'organisation de l'Union Pan-Américaine, soit en ce qui concerne les dispositions du Code relativement à la création de la Cour Pan-Américain de Justice, les deux grandes institutions internationales américaines, qui correspondent à la Société des Nations de Genève et à la Cour Permanente de Justice Internationale de la Haye, le principe d'égalité la plus parfaite de toutes les Républiques américaines est à la base même de ces deux institutions. Il en est de même dans toutes les autres parties du Code.

Avant de devenir tout à fait courante, cette idée d'égalité en matière internationale a donné lieu à de nombreuses controverses, qui remontent très loin. La notion d'égalité, très employée depuis les Conférences de la Paix de la Haye, est une notion, d'ailleurs complexe, sur laquelle il était toujours difficile de faire l'accord. La plupart des juriconsultes du Droit international sont assez discrets à l'égard de cette question. Un nombre considérable parmi eux, depuis Grotius, n'ont jamais admis

(1) M. James Brown Scott, président de l'Institut Américain de Droit International, dans son discours inaugural de l'Institut disait : « L'Institut Américain de Droit International est la reconnaissance franche et sans réserve du fait qu'il n'existe, aux yeux de la justice, ni grands ni petits, ni riches ni pauvres, que tous sont égaux, que les droits et devoirs sont les mêmes pour tous; ce qui est juste pour l'un doit être juste pour l'autre, et que ce qui est, de sa nature, injuste, ne peut-être juste, même si la République en jeu est la plus peuplée et matériellement la plus puissante. L'Institut proclame l'égalité en droit et devant le droit de toutes les Républiques américaines ». (V. procès-verbaux de la première session, o. c. p. 32).

l'égalité des Etats (1). Et pourtant, c'est une de ces questions qui ont fait échouer tant d'initiatives heureuses pour le progrès du Droit international et des institutions internationales. Nous avons à peine besoin de le déclarer, que c'est aussi une des questions les plus délicates qui se posent aujourd'hui au sein même de la Société des Nations. Il est à considérer, en effet, que cette question d'égalité est une des raisons principales de l'attitude actuelle des Etats-Unis à l'égard de la Société des Nations de Genève.

La question est d'importance capitale. Il faut féliciter l'Institut Américain d'avoir proclamé ce principe d'égalité comme un principe général du Droit international moderne. Une telle proclamation est digne de la plus grande attention et de la plus haute appréciation en Europe, où ce principe d'égalité en matière internationale a été tellement méconnu.

Le cinquième principe général du Code est qu'il met les *intérêts généraux* des Nations américaines et du Continent au-dessus des intérêts particuliers de chaque nation. A cet égard, les principes traditionnels de coopération et de solidarité sont l'épine dorsale de tout le système de l'Institut Américain. Il n'y a pas un champ d'activité en matière internationale américaine où ces principes de coopération et de solidarité ne trouve, d'après le Code, leur application la plus large. D'ailleurs, l'un des grands devoirs de la Communauté internationale américaine, c'est le resserrement de liens de solidarité entre les Républiques américaines, que la nature et l'histoire ont heureusement créées entre elles.

(1) LAWRENCE dit par ex. « Ce n'est pas seulement que les Etats les plus puissants ont une influence proportionnelle à leur force; c'est aussi que la coutume leur a donné ce que l'on peut difficilement distinguer d'un droit légitime, je veux dire le pouvoir de régler certaines questions comme ils l'entendent, les petits Etats étant obligés d'acquiescer à leur décision ». (B. T. J. LAWRENCE : *Principes de Droit International*, traduit de l'anglais par JACQUES DUMAS et A. DE LAPRADELLE. Oxford, University Press, 1920, p. IX).

Le sixième principe général du Code c'est le *respect absolu de l'indépendance et de la souveraineté nationale*.

Tout en plaçant les intérêts généraux des Nations américaines au-dessus des intérêts particuliers, il est à noter, qu'à travers tout le mécanisme du Code, les Républiques américaines s'engagent à respecter mutuellement l'indépendance et la souveraineté de toutes les Républiques en général et de chacune en particulier. Dans l'organisation si souple de l'Union Pan-Américaine, nous trouverons l'exemple par excellence de ce principe de respect absolu de l'individualité nationale de chaque République américaine. Du reste, si nous prenons en considération toutes les stipulations du Code relativement à l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriales, si nous remarquons bien toutes les garanties contre une agression ou intervention non voulue des Etats d'autres Continents surtout, les stipulations qui sont à la base des Droits fondamentaux des Républiques américaines et de leur organisation internationale — l'Union Pan-Américaine, — nous verrons bien, que les Républiques du Nouveau Monde ont, à cet égard, d'après le Code, des garanties plus larges, plus grandes, sous un mécanisme moins rigide, que celles de l'art. 10 du Pacte et même du fameux Protocole de Genève pour le règlement pacifique des différends internationaux.

En très étroite liaison avec le principe de respect absolu de l'indépendance et de la souveraineté nationale des Républiques américaines, le projet du Code de l'Institut, conformément aux doctrines traditionnelles américaines en matière internationale, proclame, de la manière la plus formelle et catégorique, *l'abolition du droit de conquête* sous toutes les formes et prétextes, sous lesquels il pourrait se manifester. Etant donné le fait, que l'esprit de conquête n'existe pas sur le Continent américain, il est bien clair, que c'est à l'égard des Etats des autres Continents que cette abolition du droit de conquête est introduite dans le Droit international public reconstitué.

De la même manière et pour les mêmes raisons *est aboli le*

droit d'intervention dans toutes ses différentes manifestations extérieures ou intérieures, lorsque l'immixtion a lieu contre la volonté d'une République américaine.

Le septième principe essentiel du Code *c'est la réglementation des problèmes économiques, sociaux et intellectuels en matière internationale.*

Il convient de remarquer que l'étude et la réglementation systématique de ces questions, d'une si haute importance pour le règne d'un état normal et stable entre les peuples, a été bien négligé jusqu'ici. Cependant, les principes du Droit international concernant exclusivement l'organisation politique de la paix sont absolument insuffisants pour atteindre ce but. Tant que la paix ne sera pas organisée économiquement et intellectuellement, elle ne pourra être ni solide ni stable.

Après la Guerre de 1914-1918 avec le Bureau international de Travail et la Commission de Coopération intellectuelle de la Société des Nations (maintenant l'Institut International de Coopération Intellectuelle de Paris) on a commencé à faire des progrès remarquables. Mais c'est surtout dans le Nouveau Monde que l'on a travaillé depuis longtemps dans ce sens (v. les travaux des Conférences Pan-Américaines). Le projet du Code de l'Institut Américain vient de donner à ces questions une importance primordiale et une très large place dans le Droit international reconstitué.

Enfin, le huitième principe général du Code, que nous dégageons, *c'est le principe de non-emploi de la force (contrainte matérielle)* pour faire respecter, sur le Continent Américain, les lois internationales et la volonté commune. La seule protection qui existe c'est le Droit, la même application du Droit pour tous. Les mesures de coercition, prévues dans le projet n° 29, n'ont pas un caractère guerrier.

Cette question n'est délicate et complexe que pour nous en Europe. Aussi importe-t-il de l'examiner non pas du point de

vue européen, mais du point de vue américain, ou plus exactement anglo-saxon. Est-il nécessaire de faire ressortir que ces conceptions de contrainte morale sont d'origine traditionnelle, bien spécifiquement anglo-saxonnes, qu'elles remontent dans la théorie du Droit international jusqu'à William Pen et Jérémie Bentham.

D'après les conceptions de l'Institut Américain ce n'est pas une armée, ce n'est pas une flotte, qui servira de moyen d'assurance et de protection dans les rapports internationaux entre les Républiques du Continent américain. Mais quid, demandera-t-on, si malgré tout votre beau système international de coopération et de solidarité, éclate une guerre entre deux ou plusieurs Républiques du Nouveau Monde? D'après les conceptions des jurisconsultes américains les plus qualifiés et de leur Institut, c'est un cas qu'on ne prévoit pas, qu'on tient comme impossible de se produire désormais dans le Continent américain. La guerre est bannie du Continent. Si cependant elle éclate, l'Union Pan-Américainé se réunira. Quelles décisions prendra-t-elle? Cela n'est pas réglementé d'avance, car aucune réglementation guerrière des principes du Droit international n'est désirable au Nouveau Monde. En cas de guerre entre deux ou plusieurs Républiques américaines, cas qu'on ne prévoit pas et qui est absolument indésirable, il ne reste momentanément qu'à suivre les principes du Droit international européen, parce que le Code du Droit international Américain ne prévoit pas l'état de guerre.

IX

Après avoir dégagé et apprécié les principes généraux du Code et croyant que les autres dispositions (neutralité maritime, navigation aérienne, droits et devoirs internationaux des personnes naturelles et juridiques, reconnaissance des nouveaux Etats et des nouveaux Gouvernements, et autres) exposés dans la première partie n'ont pas besoin d'une étude spéciale, nous tenons à souligner toute l'importance et à indiquer toute la

répercussion de l'œuvre du Comité de l'Institut concernant la Cour Pan-Américaine de Justice d'une part et l'Union Pan-Américaine de l'autre.

Tandis que l'Union Pan-Américaine est une organisation des Républiques américaines déjà existante, la Cour Pan-Américaine de Justice n'est encore qu'un projet.

La création d'une Cour Pan-Américaine de Justice a été réclamée dernièrement, notamment à la cinquième Conférence Pan-Américaine par plusieurs délégations des Républiques américaines. Cette Conférence a même voté une résolution dans ce sens envoyant à la Commission des juristes, qui doit se réunir prochainement à Rio de Janeiro, la proposition présentée par la délégation de Costa-Rica. La Cour de Justice pour l'Amérique Centrale, qui a rendu de très grands services, a bien servi d'exemple et, généralement, on ne désire que reconstituer cette Cour, mais sur une base plus large englobant les vingt-et-une Républiques.

L'Institut Américain de Droit international dans le projet n° 28 du Code précise les bases sur lesquelles doit être fondée la Cour Pan-Américaine de Justice. Nous avons démontré tous les avantages de cette Cour (parfaite égalité de représentation, l'élection ou nomination des juges) par rapport à la Cour Permanente de Justice internationale de la Haye, quoique la compétence de la Cour Pan-Américaine soit conçue à l'exemple de celle de la Haye.

La création d'une Cour Pan-Américaine de Justice, dont s'occupe le projet du Code de l'Institut, n'est pas non plus une œuvre particulariste, comme on pourrait le juger en apparence. Cette Cour ne saurait rivaliser ou faire de la concurrence à la Cour Permanente de la Justice internationale de La Haye, comme ne le fait pas la Cour Permanente d'Arbitrage. Le projet de création d'une Cour Pan-Américaine de Justice n'est qu'un complément naturel, une cheville mise à la chaîne des principes et des organisations à caractère continental. Pourquoi ne pas créer une Cour Internationale Américaine de Justice, qui s'oc-

cuperait exclusivement des affaires américaines ? Le problème est au fond une question de confiance. Certains pays du Continent américain n'ont pas une confiance absolue dans les arbitres de La Haye. Aussi savants et aussi objectifs soient-ils, ces juges peuvent ignorer leurs conditions particulières et leur mentalité. Les Nations américaines ont plus de confiance, semble-t-il, dans leurs confrères, qui connaissent précisément leurs conditions propres et leur état d'esprit.

D'ailleurs, le système du Code de l'Institut n'est pas rigide. Il reconnaît la Cour Permanente de Justice internationale de la Haye et laisse entière liberté aux Républiques américaines de recourir soit à lui, soit à la Cour Pan-Américaine de Justice, dont il prévoit la création. De même, quand il s'agit des affaires de caractère mondial ou de différends entre une République américaine et un Etat non américain, il y a tout lieu de s'adresser à la Cour Permanente de la Justice internationale de la Haye, qui se réclame de caractère universel (1). Ces considérations des jurisconsultes américains et de l'Institut viennent de prévaloir et nous avons vu, que les Etats-Unis d'Amérique ont décidé d'adhérer à la Cour de la Haye quoiqu'elle soit un organe de la Société des Nations de Genève.

Quant à l'Union Pan-Américaine, l'Institut Américain de Droit international n'a eu qu'un seul but à cet égard : de rendre plus étroite cette grande organisation internationale des Républiques américaines déjà existante. Nous avons montré dans la première partie de ce travail la manière dont il a rempli cette tâche.

Les Nations du Continent américain dès le commencement du XIX^e siècle ont compris que, pour maintenir la paix et déve-

(1) Projet n° 27, art. 26 : « Dans les différends que les parties désirent soumettre à la décision d'un Tribunal de Justice, on peut avoir recours au Tribunal Permanent de Justice Internationale de La Haye, ou à tout autre Tribunal de justice constitué dans ce but par les Républiques américaines. Quand le recours est fait au Tribunal Permanent de Justice international de La Haye, la procédure devra se conformer aux statuts du dit tribunal. »

lopper les liens de coopération sur leur Continent, il fallait une organisation internationale, en même temps que la codification du Droit international. Le Congrès de Panama représente la plus importante tentative faite dans ce sens. L'Union Pan-Américaine fut fondée en 1889. C'était à cette époque un tout petit bureau d'information commerciale. Elle n'a pas cessé, depuis lors, de prendre de plus en plus le caractère d'une Société des Nations américaines.

A l'heure actuelle, l'Union Pan-Américaine telle qu'elle existe déjà et telle qu'elle est complétée par le Code de l'Institut Américain est l'exemple typique et par excellence d'une organisation internationale des Etats à caractère continental. D'autre part, c'est le type le plus caractéristique d'une organisation internationale souple, élastique, d'une organisation de pure coopération. Elle ne procède que par des recommandations et conseils et avec un respect absolu de la souveraineté et des pouvoirs constitutionnels de ses membres. Comme telle, l'Union Pan-Américaine est basée sur ces trois idées fondamentales : parfaite égalité, liberté, solidarité. Le projet de Code de l'Institut organise l'Union des Républiques américaines comme une véritable Société des Nations américaines. C'est une Société des Nations de caractère « universel » pour le Continent, parce que les 21 Républiques en font partie. C'est également une Société permanente.

L'existence et cette réorganisation de l'Union Pan-Américaine a une portée autrement considérable. Par rapport à la Société des Nations de Genève, dès maintenant même une question fort intéressante et fort importante se pose. Il s'agit de savoir en premier lieu, quels sont ou quels peuvent être les rapports entre ces deux grandes institutions internationales : la Société des Nations de Genève et l'Union Pan-Américaine de Washington (la Société des Nations Américaines). La question est d'une très grande importance théorique et pratique. C'est tout le problème du régionalisme en matière internationale qui se pose. D'autre part, cette question est extrêmement délicate

puisque plusieurs Républiques américaines font partie de deux Sociétés à la fois et que les autres ne font partie que d'une seule.

Nous ne pouvons pas faire ici une étude critique comparative de l'Union Pan-Américaine de Washington et de la Société des Nations de Genève, étude du reste particulièrement intéressante. Elle a d'ailleurs été faite avec autorité par M. Alejandro Alvarez dans sa Communication à l'Académie des Sciences morales et politiques, à la séance du 3 novembre 1923 (1). Mais il est du premier intérêt de nous arrêter sur ce problème des organisations internationales d'Etats de caractère continental ou régional, sur le régionalisme en Droit international, en général, la thèse si chère à M. Alvarez, et qui est aussi une des thèses fondamentales de l'Institut Américain, que nous défendons ici.

C'est donc essentiellement de l'Amérique que vient cette idée de créer des associations continentales, régionales, à côté d'une association internationale des Etats à caractère mondial, et par conséquent, de principes du Droit international continentaux et régionaux, à côté de ceux de caractère universel. Cette idée gagne sans cesse du terrain et nous verrons tout à l'heure qu'en Europe même, elle a commencé à être largement appliquée.

Voyons d'abord quelles ont été les préoccupations des corps scientifiques du Droit international en ce qui concerne la solution théorique de cette importante question.

L'Institut de Droit international de l'Europe n'a pas manqué de s'occuper de cette question, qui a provoqué les discussions scientifiques les plus passionnées au cours des trois sessions

(1) V. la V^e Conférence pan américaine et la Société des Nations. Communication à l'Académie des Sciences morales et politiques, séance du 3 novembre 1923, par Alejandro ALVAREZ. Paris, librairie Félix Alcan. (Extrait de la Revue des Sciences Politiques, janvier, mars et avril-juin 1924).

de l'Institut après la guerre : à la session de Rome octobre 1921, de Grenoble en 1922 et à celle de Bruxelles en 1923 (1).

Lors de la première session extraordinaire de l'Institut, tenue à Paris au mois de mai 1919, deux membres de l'Institut : Alejandro Alvarez et Gidel ont été chargés de l'examen du Pacte et des Règlements de la Société des Nations de Genève. A la session de Rome, le premier rapport de MM. Alvarez et Gidel donna déjà lieu à des discussions extrêmement importantes et significatives, entre les membres de l'Institut. Le marquis Olivart demanda que la Société des Nations fût autonome et absolument indépendante des Traités de Paix. Il voyait dans le Conseil l'hégémonie des Grandes Puissances. Sir Thomas Barclay souligna, que la Société des Nations devait vraiment être la Société *des* Nations et non pas la Société *de* Nations ou bien Company of Nations, comme il la voyait à ce moment. De son côté Schüchting voyait dans la Société des Nations, telle qu'elle a commencé à fonctionner, un instrument politique dans lequel « l'idée de droit ne triomphe pas ». Dans sa résolution, M. Léon de la Barra indiqua, que la Société des Nations ne pourrait dans aucun cas être un Super-Etat (2). Ainsi aucun accord n'étant établi, les mêmes rapporteurs furent de nouveau autorisés à préparer pour la prochaine session de l'Institut de Grenoble un rapport complémentaire sur les bases fondamentales d'une organisation internationale des Etats de caractère mondial, ayant en vue la Société des Nations de Genève.

Avant de rédiger leur deuxième rapport, les deux rapporteurs ont entrepris une enquête juridique très importante. Ils ont adressé à tous les membres et associés de l'Institut un questionnaire de 16 questions, dont nous indiquerons ici quelques-unes seulement, qui nous intéressent plus particulièrement.

1^{re} question : Doit-il être formé entre les Etats une « Société des Nations ou seulement une « Association des Nations », selon

(1) V. *Les Annuaire de l'Institut de Droit International*. XXVII, XXVIII, XXIX vol.

(2) *Annuaire de l'Institut*, XXVIII vol. p. 183 et suiv.

l'expression américaine, caractérisée notamment par des réunions périodiques à l'instar des Conférences Pan-Américaines ?

2^e question : Convient-il que la « Société » ou « Association » des Nations soit universelle en ce sens qu'il n'existe qu'un seul organisme susceptible de comprendre tous les Etats du monde entier? Convient-il au contraire qu'il existe plusieurs « Sociétés » ou « Associations » à caractère continental ou régional; ces divers organismes ne devant pas être isolés et moins encore antagonistes, mais encore être en rapports étroits les uns avec les autres? En ce cas, de quelle manière ces rapports pourraient-ils être établis et assurés?

3^e question : Convient-il que la « Société » ou « Association » des Nations soit universelle, en ce sens qu'il ne puisse exister, en dehors d'elle, aucun organisme ou institution (tels que le Conseil Suprême ou la Conférence des Ambassadeurs) ni se tenir aucun congrès?

4^e question : Si une seule « Société » ou « Association » des Nations doit exister, faut-il que son Statut crée des divisions continentales ou régionales, de sorte que les affaires mondiales soient traitées par tous les Etats du monde, et les affaires continentales ou régionales seulement par les Etats appartenant au Continent ou aux régions que concernent ces affaires? Quels principes pourraient servir de bases à des distinctions de ce genre et aux moyens de les mettre en œuvre ? (1)

Dans leurs réponses les membres de l'Institut se montrèrent extrêmement divisés. Laissant de côté la réponse du jurisconsulte français Pillet, l'unique de son genre, qu'il n'est pas désirable que le monde vive sous le contrôle d'une Société des Nations quelconque, car, a-t-il dit, la paix n'y gagnerait rien, les Etats y perdraient leurs forces sans gagner la sécurité qu'on leur promet, les autres membres de l'Institut, notamment MM. Adatci, Lord Philimore, Bello, Asser, Max Hubert, Le Fur, de Boeck, Borel,

(1) V. les autres questions dans l'*Annuaire de l'Institut*, XXIX vol. p. 59-63.

Mérignac, d'Olivart, Diena, de la Barra ont émis l'opinion : « qu'il doit y avoir une Société des Nations de la nature de celle établie par le Pacte ». D'autre part, MM. James Brown Scott, Alejandro Alvarez, Suarez, Blociszewski, Dupuis, Paul Fauchille sont d'avis « qu'il doit exister non pas une Société des Nations, mais une Association des Nations ». Quant à la question de l'universalité de la Société des Nations la plupart ont déclaré que la Société des Nations ne devait pas être universelle dans le sens indiqué dans le questionnaire (Adatci, Corsi, Hubert, d'Olivart, Asser, Kebedgy, de Taube, Diena, Gemma, Dupuis, de Boeck, Lord Philimore, Kaufman, Suarez, Marschall, Scott, Alvarez, de la Barra, Rolin-Jacquemyns).

Après avoir consulté ainsi préalablement un grand nombre de membres de l'Institut, M. Alvarez, appuyé par M. Gidel, guidé par cette idée, qu'il faut établir un lien entre les deux Sociétés des Nations (de Genève et de Washington) a présenté à la 27^e Commission de l'Institut, à sa session de Grenoble, un *Projet d'Association Internationale des Etats à caractère mondial* (1). Le but principal du projet était : de créer un organe de liaison entre la Société des Nations existante, l'Union Pan-Américaine et les Etats ne faisant partie d'aucune organisation internationale et plus particulièrement, d'établir une liaison entre les deux grandes organisations existantes, à savoir, la Société des Nations et l'Union Pan-Américaine, tout en laissant à chacune d'elles sa physionomie propre. Avec très peu de changements, le projet fut adopté par la Commission et soumis à la délibération de l'Institut (2).

(1) V. Le texte du projet dans l'*Annuaire de l'Institut*, XIX, v. p. 125-140; v. aussi *Revue Générale de Droit International Public*, mai-août 1923, n° 3, 4, p. 264-270.

(2) Dans la rédaction de la 27^e Commission de l'Institut, l'art. I du projet était ainsi conçu : « Il est créé une Association mondiale des Etats, qui a pour mission d'établir la liaison entre la Société des Nations, l'Union Pan-Américaine et les Etats qui ne font pas partie de l'un ou de l'autre de ces deux groupements ». (V. toute la question dans : *Institut de Droit International*, 27^e Commission. Rapport concernant l'étude critique du pacte de la Société des Nations, par Alejandro ALVAREZ, rapporteur, Paris, les Presses Universitaires de France, 1922).

Après une délibération passionnée, qui remplit plusieurs séances de cette session de Grenoble, les membres de l'Institut ne purent, cette fois encore, arriver à un accord théorique. Les uns, tels que de Boeck, Higgins, Diena, de Taube ne voulurent en rien abandonner leur opinion « que toutes les affaires : mondiales, continentales ou régionales devraient être traitées par tous les Etats du monde », tandis que les autres, notamment : A. Rolin, Adatci, Lord Philimore, Dupuis, d'Olivart, Fauchille, Rolin-Jacquemyns, Visscher, Mérignac, Politis, de la Barra défendirent l'opinion « qu'il doit y avoir une Société des Nations, *mais que l'on peut former, dans son intérieur, des divisions continentales et régionales, à condition de ne pas détruire l'unité de la Société* ». James Brown Scott et Alejandro Alvarez, conformément aux doctrines américaines allaient plus loin, demandant l'entière indépendance des organisations internationales à caractère continental.

Restée toujours en suspens, la question fut résolue dans le sens négatif à la session de l'Institut de Bruxelles (4-11 août 1923). Le projet des rapporteurs, adopté par la 27^e Commission, fut rejetée par la Résolution suivante de l'Institut :

« L'Institut a écarté l'idée de créer, à côté de la Société des Nations, une Association mondiale destinée à servir de lien entre elle et l'Union Pan-Américaine, mais maintient à son ordre du jour l'étude critique du Pacte de la Société des Nations pour être, à sa prochaine session, à même de décider, si, et dans quelle mesure, il y aurait avantage à suggérer des amendements aux articles actuellement en vigueur, spécialement en vue de réaliser la vocation de la Société des Nations à l'universalité » (1).

Dans cette grande question d'universalisme ou de continentalisme et régionalisme en ce qui concerne l'organisation internationale des Etats, les deux grandes institutions scientifiques du Droit international ne sont donc pas d'accord. L'Institut de Droit

(1) *Annuaire*, XXIX, p. 257.

International de l'Europe repousse le continentalisme que l'Institut Américain de Droit International accepte avec toutes ses conséquences logiques concernant les règles du Droit international. Il ne faut pas perdre de vue que l'Institut Américain accepte lui aussi l'universalité d'une organisation internationale des Etats, ainsi que l'universalité des règles du Droit international, mais pour les affaires vraiment mondiales.

La thèse de l'Institut Américain nous paraît beaucoup plus juste, plus acceptable, correspondant mieux à la réalité de la vie internationale. De plus, elle a été pleinement approuvée et justifiée par l'état de choses de la vie internationale dans lequel nous nous trouvons actuellement.

De grandes erreurs ont été commises par les auteurs du Covenant : *on a commencé par organiser l'Univers, en oubliant d'organiser d'abord les Continents, en particulier, le Continent européen; de cette tentative d'organiser l'Univers, qui a échoué, on revient logiquement à l'organisation continentale.* D'éminents jurisconsultes du Droit international l'approuvent déjà, par exemple M. Politis dans son Cours de Droit International, parlant des Associations régionales ou continentales d'Etats, professé cette année à l'Institut des Hautes Etudes Internationales.

De même l'expérience de six années d'activité de la Société des Nations de Genève nous fournit les arguments les plus persuasifs. L'exemple de cette activité, si nous l'examinons impartialement, nous montrera d'ailleurs fort bien toute l'opportunité de la thèse de l'Institut Américain.

Si on veut traiter la question en toute franchise, il faut reconnaître, que la Société des Nations de Genève, conçue comme universelle, devient de plus en plus de caractère continental, et plus exactement, de caractère européen. En tant qu'organisation internationale politique, elle ne s'occupe que presque exclusivement des affaires européennes. Les principaux problèmes politiques dont elle s'occupe (désarmement, sécurité) n'ont intéressé jusqu'ici, pour ainsi dire, que les Etats européens. Les grandes questions mondiales, de même que beaucoup d'autres questions qui intéressent les autres Continents et en particulier le Conti-

nent Américain échappent à la Société des Nations de Genève, de sorte qu'elle glisse insensiblement tous les jours davantage, comme l'a parfaitement déclaré M. Politis dans son cours, du plan universel au plan européen. *Pour les affaires politiques*, la Société des Nations de Genève est en train de devenir la Société des Nations de l'Europe. Au contraire on aperçoit — et c'est un fait extrêmement significatif — l'influence sans cesse croissante de l'activité de la Société des Nations de Genève *au point de vue de la collaboration économique et intellectuelle*, de sorte que dans cette nouvelle orientation on conçoit fort bien la possibilité de la vocation de la Société des Nations actuelle à l'universalité réelle (1).

Du côté de cette évolution vers le continentalisme de la Société des Nations de Genève, l'idée régionaliste, sous nos yeux, pour aisi dire, se répand de plus en plus en Europe. Nous pouvons noter jusqu'ici la fondation de trois groupements régionaux d'Etats en Europe : Ce sont : *L'Union Scandinave*, que forment toujours les trois pays scandinaves, quand leurs intérêts communs sont en jeu; 2° *La Petite Entente*, ce solide groupe régional formé par trois Etats de l'Europe Centrale : le royaume des Serbes, Croates et Slovènes, la Tchékoslovaquie et la Roumanie en vue d'une collaboration commune pour le maintien de la Paix en l'Europe Centrale et de la fidèle exécution des Traités de Paix; 3° *Le groupe occidental des accords de Locarno*. Les documents diplomatiques signés ou paraphés le 16 octobre 1925 à Locarno ont établi une Union d'ordre politique entre l'Allemagne, la Belgique, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie en vue, comme on le dit dans le premier Traité appelé le Pacte Rhénan, « d'assurer la paix dans la zone qui a été si fréquemment le théâtre des conflits européens ».

(1) Il est hautement intéressant de constater que les juristes américains ne critiquent pas la Société des Nations de Genève, telle qu'elle est actuellement et en tant que Société des Nations de l'Europe. Au contraire, ils considèrent qu'une telle Société des Nations convient aux conditions particulières de l'Europe, comme l'Union Pan Américaine répond à celle de l'Amérique. (V. Alejandro ALVAREZ : *Les Etats-Unis de l'Europe et l'Amérique*, dans le « Journal des Débats » du 22 janvier 1926).

Tout cela, il faut bien le noter, est extrêmement significatif et particulièrement important pour les esprits attentifs à la réalité internationale. Nous avons eu l'occasion d'entendre notamment M. Politis nous dire, dans son cours à l'Institut des Hautes Etudes Internationales, que ces divers exemples d'associations régionales en Europe peuvent être considérés comme des jalons posés pour l'établissement prochain d'une association plus vaste, d'une association continentale sous forme de Société des Nations Européennes et que l'on pourrait appeler, d'après lui, et que l'on a déjà appelée depuis longtemps, les Etats-Unis de l'Europe.

Par la force des circonstances et de la vie, dans un avenir très proche, on arrivera au moment critique de la controverse tant théorique que pratique, relativement à l'organisation internationale à caractère continental. Quant aux rapports entre la Société des Nations de Genève et l'Union Pan-Américaine, l'Institut de Droit International de l'Europe a rejeté la solution proposée, mais elle est toujours à l'ordre du jour. Par son actualité, voire même sa gravité, elle s'imposera de nouveau aux juristes et associations scientifiques de Droit international de l'Ancien et du Nouveau Monde, de même qu'aux hommes d'Etats. A l'heure actuelle les deux grandes institutions internationales, les deux Sociétés des Nations, l'Union Pan-Américaine d'une part, la Société des Nations de Genève d'autre part, par la nécessité impérieuse des choses, seront obligées de ne plus s'ignorer réciproquement. Afin que la Société des Nations de Genève, soit sous sa forme actuelle, soit transformée en une Société des Nations Européennes, ait la possibilité en même temps que l'autorité nécessaire pour régler les différends à caractère mondial ou ceux venant à surgir entre ses membres et les Etats qui n'en font pas partie, il importe que sa composition et ses relations, de quelque manière que ce soit, reflètent, aussi exactement que possible, les divers éléments intéressés aux grands problèmes mondiaux. Pour les mêmes raisons s'impose à l'Union Pan-Américaine la nécessité impérieuse d'établir un lien avec la Société des Nations de Genève, en vue d'une collaboration commune sur les questions de caractère mondial. Quant à l'Union Pan-Américaine, nous avons

déjà constaté et nous soulignons cette fois aussi, que l'un des deux grands devoirs des Républiques américaines, aux termes du projet du Code de l'Institut Américain, est de coopérer plus étroitement avec les Nations des autres Continents.

On peut et on doit tenter de concilier l'état de choses actuelles, en unissant la Société des Nations de Genève et l'Union Pan-Américaine de Washington, dans un système plus harmonieux. Les tentatives faites pour établir un universalisme rigoureux ont échoué, cela n'est point contestable, et l'on conçoit fort bien les conceptions pleinement justifiées de l'Institut Américain relativement au continentalisme ou régionalisme. Car tout fait supposer, que les associations continentales des Etats seront désormais des organisations internationales *normales*. Au-dessus de ces organisations continentales d'Etats, une organisation internationale universelle pour les affaires vraiment mondiales, est non seulement possible, mais aussi désirable.

Cette idée si chère aux juristes américains, en particulier à M. Alvarez qui l'a soutenue avec tant de persistance à la session de l'Institut de Grenoble, fut vivement combattue. Mais les événements lui ont donné raison. La plupart de ceux qui ont combattu cette conception, sont maintenant ses partisans. Aujourd'hui cette thèse est reprise par certains juristes européens, notamment par M. Politis, qui prévoit la possibilité prochaine de l'établissement d'une association continentale européenne — la Société des Nations Européenne — comprenant tous les pays de l'Europe. D'après son opinion, professée à l'Institut des Hautes Etudes Internationales, le jour où les peuples de l'Europe seront bien convaincus, plus qu'ils ne le sont aujourd'hui, que ce Continent forme lui aussi une véritable unité politique, il y aura peu à faire pour extraire de la Société des Nations actuelle les Etats-Unis de l'Europe, sous forme de Société des Nations Européennes, qui exercera à l'avenir, avec son Assemblée et son Conseil, l'activité politique en Europe. A côté de cette Société des Nations Européenne, M. Politis conçoit que la Société des Nations actuelle devienne de plus en plus universelle, pour servir d'organe à la coopération internationale, com-

me trait d'union entre toutes les Sociétés des Nations Continentales et, pour commencer, entre la Société des Nations Européennes et l'Union Pan-Américaine (1).

Nous nous associons pleinement à l'opinion exprimée avec tant d'autorité et de compétence par M. Politis, car ce n'est au fond que la thèse de M. Alvarez et de l'Institut Américain de Droit International que nous défendons. Les événements se sont d'ailleurs empressés de confirmer cette thèse, qui se généralise de plus en plus. L'impression qu'a produit dans le monde entier la grave crise de constitution organique, qui vient d'éclater, au mois de mars dernier, au sein de la Société des Nations et de son Conseil, est digne de la plus grande attention. Elle justifie également la thèse concernant la question de continentalisme par rapport à l'organisation internationale des Etats, que nous avons

(1) D'après mes notes sténographiées. M. le prof. Politis, dans son cours du Droit International public, parlant des associations d'Etats à but déterminé et des associations d'Etats à caractère régional ou continental, le 29 janvier 1926, à l'Institut des Hautes Etudes Internationales (Faculté de Droit de l'Université de Paris) a annoncé son opinion exactement dans les termes suivants :

« Les Etats-Unis de l'Europe peuvent parfaitement et facilement sortir de la Société des Nations actuelle par le groupement spécial des membres européens de la Société et c'est dans ce groupement spécial, dans cette Société des Nations Européennes, ayant sa composition propre, que seront exercées à l'avenir les activités politiques. On peut concevoir que cette Société des Nations Européennes aurait son Assemblée et son Conseil et dans ce Conseil, on pourrait, étant donné que les membres de cette Société seraient moins nombreux, trouver le moyen de donner une représentation, aux uns à titre permanent et à tous les autres, par roulement, par adaptation du système qui avait été adopté en 1907, pour la composition de la Cour Internationale de Justice. A côté de cette Société des Nations Européennes on concevrait que la Société des Nations actuelle devienne de plus en plus universelle, pour servir d'organe à la coopération internationale, comme trait d'union entre toutes les Sociétés des Nations Continentales et, pour commencer, entre la Société des Nations Européennes et l'Union Pan Américaine; on concevrait que, dans cette association de plus en plus universelle, il y eût le même grand organe qu'est l'Assemblée et dans le Conseil, des délégués, des représentants des Sociétés des Nations Continentales.

« L'expérience prochaine se chargera de nous dire si ces idées qui me paraissent logiques et souhaitables sont d'une réalisation possible et facile ».

antérieurement exposée. Au lendemain de la déception générale qu'a produit l'échec de l'Assemblée extraordinaire de la Société des Nations dans une question touchant de si près à son organisation fondamentale, outre la révision constitutionnelle du Pacte qu'on a demandée immédiatement, une autre répercussion particulièrement caractéristique trouva son écho simultanément dans les différents pays. On a pu voir les organes de l'opinion publique en Angleterre, en France, en Allemagne et ailleurs demandant *une organisation proprement européenne, une Europe unie, pour résoudre, même au sein de la Société des Nations, les problèmes politiques et économiques qui lui sont propres*. On demande aussi que cette organisation européenne soit mise en rapport, pour les affaires mondiales, avec l'Union Pan-Américaine ou la Société des Nations Américaines, ce qui était justement la thèse de M. Alvarez exprimée dans son projet, présenté à l'Institut de Droit International à sa session de Grenoble. Ainsi, le résultat de Genève du mois de mars 1926 montre donc la nécessité de la création d'organismes internationaux distincts pour chaque Continent, en particulier d'un organisme propre, de caractère continental, englobant les Etats de l'Europe (1).

X

Si l'on reprend toutes les considérations développées et dont quelques-unes sont susceptibles d'être traitées sur une base plus large et dans des travaux à part, on peut donner une apprécia-

(1) V. l'enregistrement de cette répercussion dans les numéros du « Temps » des 18, 19 et 20 mars 1926; v. aussi les articles très caractéristiques : *La crise de croissance de la Société des Nations*, dans le « Petit Parisien » du 27 mars 1926; — ALEJANDRO ALVAREZ : *Vers une réforme de la Société des Nations sur des bases continentales*, dans le « Figaro » du 3 avril 1926; — *L'opinion britannique et les groupements européens*, l'article de JACQUES BARDOUX dans « le Temps » du 20 avril 1926, dans lequel l'auteur a dit : *La vérité c'est que la Société des Nations ne peut fonctionner sans heurts et sans crises, écarter les conflits dangereux et dicter les arbitrages difficiles que si elle devient une fédération de groupements* ».

tion générale de l'œuvre de l'Institut Américain de Droit International, prise dans son ensemble, en disant qu'elle marque une grande époque dans l'histoire du Droit international. Il est remarquable, que le but que s'est proposé le nouvel Institut, lors de son inauguration : de renouveler pacifiquement le Droit international, est parfaitement justifié par l'œuvre accomplie jusqu'ici. Le nouvel Institut s'est bien montré comme une organisation qui travaille véritablement.

De son œuvre et surtout du Code du Droit international Américain se dégagent des conceptions du Droit international qui sont parfaitement nouvelles, avec tant d'importantes dérogations aux anciens principes généraux du Droit international, de sorte que c'est une reconstruction ou mieux une véritable rénovation du Droit international public qui vient d'être accomplie. Car, les anciens principes du Droit international ont été jusqu'ici plus ou moins réactionnaires. Ils ont constitué un obstacle pour le règne de la paix, en gardant un caractère conservateur et aristocratique, tandis que les peuples se démocratisaient.

Il y a maintenant en Amérique un état d'esprit tout nouveau en ce qui concerne le Droit international. Cet esprit nouveau, bien spécifiquement et traditionnellement américain, est basé sur ces idées fondamentales : égalité, solidarité, coopération. La sympathie mutuelle doit remplacer les haines et la coopération entre les peuples, dans toutes les manifestations de la vie internationale, les luttes du passé. A nos yeux c'est un des traits principaux et essentiels de l'Institut Américain de Droit international. C'est ici que nous voyons toute la grandeur de son œuvre. La nouvelle orientation qu'il vient de donner au Droit international est essentiellement animée par l'esprit de la démocratie moderne en matière internationale. Son Droit international public reconstitué, le Code du Droit international Américain de Paix est, en même temps, le Droit international démocratisé, qui traduit en premier lieu les aspirations généreuses et pacifiques des Nations américaines, mais qui est en même temps inspiré pour le bien de toute l'humanité.

CHAPITRE III

CONCLUSION

« L'Europe saluera-t-elle toujours
l'exemple de l'Amérique sans
l'imiter jamais.

A. DE LAPRADELLE.

*Dans son article sur la Fondation
de l'Institut Américain.*

Ainsi arrivés au terme de notre travail, essayons de dégager la conclusion qui s'impose.

On a à juste titre reconnu dans un ouvrage de réputation très grande, l'influence considérable que le Continent américain, dès le début du XIX^e siècle, a commencé à exercer, en matière internationale sur le vieux Continent de l'Europe (1). M. Alvarez y voit une influence plus considérable encore. D'après lui, l'entrée du Nouveau Monde dans la Communauté des Nations a été l'un des faits politiques les plus remarquables dans l'histoire de la civilisation (2).

Aussi est-il indispensable de préciser, pleinement d'accord avec l'éminent jurisconsulte Louter, combien le mouvement pacifiste international en Europe doit aux idées plus avancées, qui venaient de l'Amérique. Il n'y a qu'à regarder les faits historiques et en particulier l'historique du mouvement pacifiste européen. D'autre part, la formation et l'expérience des Etats-Unis

(1) J. DE LOUTER, prof. de Droit international à l'Université d'Utrecht, dans son remarquable ouvrage : *Le Droit International Public Positif* (Oxford, Imprimerie de l'Université, 1920, de la collection de la Bibl. Internat. du Droit des Gens dirigée par A. DE LAPRADELLE, tome II, p. 114, parlant de l'historique de moyens pacifiques pour la solution des conflits internationaux, dit qu'à cet égard « l'Amérique prit l'initiative du mouvement et exerça une influence permanente sur la vieille Europe ».

(2) ALVAREZ : *Le Droit International Américain*, o. c. p. 17, 18.

d'Amérique, qui se montrèrent, d'après M. James Brown Scott « la seule, grande, heureuse et durable union d'Etats, qui se puissent trouver dans les annales de l'histoire », a toujours servi d'exemple et de mot d'ordre aux esprits européens qui font des efforts pour avancer leur propagande en faveur de la conciliation et de la paix stable entre les peuples de l'Europe. C'est bien Victor Hugo qui, dans son discours mémorable au deuxième Congrès Universel de la Paix, à Paris, en 1849, prononça pour la première fois — évoquant l'exemple américain — ces paroles : « *Les Etats-Unis de l'Europe* », qui ont servi au cours du XIX^e siècle et servent encore aujourd'hui de devise de premier plan aux pacifistes de toutes les nuances et de toutes les catégories, ainsi qu'à tous les hommes de bonne volonté. Enfin, c'est jusque dans les articles de la Confédération et de l'Union Perpétuelle de 1778 de Philadelphie et dans la Constitution Américaine de 1787 que notre professeur, M. A. de Lapradelle voit les origines des idées personnelles du Président Wilson qui, on le sait, ont tellement influencé l'Europe pendant et après la Grande Guerre.

Les Républiques du Continent américain avec leur longue période de progrès dans la paix, l'étendue immense de leurs frontières non fortifiées, leur constant attachement aux principes de la justice et de la coopération internationale, ont le droit de s'enorgueillir des services qu'elles ont rendu à leur propre peuple et de l'exemple qu'elles ont donné et qu'elles donnent toujours au reste de l'humanité.

La collaboration des Nations américaines au progrès du Droit international est déjà considérable. Elle le sera plus encore, grâce à l'Institut Américain de Droit international. La vaste codification du Droit international public de la Paix, accomplie par l'Institut, l'approuve entièrement.

Avec l'avant-projet du Code du Droit International Américain, à côté des Ecoles de Droit international existantes, une nouvelle Ecole, l'Ecole Américaine, ou plus exactement Pan-Américaine, fait son apparition dans la science et la pratique du Droit international. Dans le Code se trouvent tous les éléments

constructifs de cette Ecole, dont on peut considérer aujourd'hui comme le véritable créateur et chef M. Alejandra Alvarez. Avec ses travaux scientifiques sur le Droit International Américain et ses projets sur le même sujet, l'éminent jurisconsulte chilien, M. Alvarez, est vraiment le véritable créateur et chef de l'Ecole contemporaine américaine de Droit international.

Pour ces raisons cet avant-projet du Code de Droit International Américain à notre avis, qu'il soit ratifié et définitivement accepté ou non, doit occuper une large place dans le Droit international. Partout où l'on enseigne la science du Droit International, il est désormais absolument nécessaire d'enseigner, simultanément avec les conceptions des deux autres Ecoles de Droit international — l'Ecole anglo-saxonne et l'Ecole continentale ou latine, — les principes plus flexibles et plus souples de l'Ecole américaine. Car, la pacification des peuples est au fond beaucoup plus du domaine intellectuel ou moral que du domaine politique : la paix, la paix internationale est dans l'esprit de conciliation, de compréhension mutuelle et de la coopération entre les peuples, ou elle n'est pas. Or, c'est un caractère essentiel des principes de l'Ecole pan-américaine. Tout cela à plus forte raison, que les Américains, en particulier les jurisconsultes et hommes d'Etat américains, ont toujours eu l'ambition généreuse de répandre ces principes, sans doute animés d'un peu plus de justice internationale et de démocratie, et de les faire triompher dans les autres Continents. En 1787 encore Franklin écrivait à un publiciste de l'Europe : « Je vous envoie ci-incluse la nouvelle Constitution fédérale projetée par ces Etats. Je ne vois pas pourquoi vous ne pourriez pas en Europe réaliser le projet du bon Henri IV en formant une Union Fédérale et une grande République de tous ces divers Etats et Royaumes par les moyens d'une semblable convention, car nous eûmes bien des intérêts à concilier » (1).

(1) JAMES BROWN SCOTT : *Notes de James Madison sur les débats de la Convention Fédérale de 1787 et leur relation à une plus parfaite Société des Nations*, traduit par A. DE LAPRADELLE, prof. à l'Université de Paris. Paris, édit. Bossard, p. 100, 101.

Au point de vue théorique s'il est donc une conclusion qui se dégage de la description et de l'étude de l'œuvre de l'Institut Américain de Droit International et de son rôle, c'est qu'il faut saluer et hautement apprécier l'apparition de l'Ecole américaine dans la science du Droit international. Il faut enseigner ses principes. On ne perdra rien, — on gagnera beaucoup. — Quant à la pratique du Droit international, nous estimons que notre vieux Continent de l'Europe, toujours instable, trouvera son véritable progrès dans une paix solide, si dans les rapports mutuels entre les peuples qui le composent, pénètrent de plus en plus les conceptions américaines de l'union, de coopération et de solidarité, qui lui font défaut. L'exemple et les bons résultats obtenus dans le Nouveau Monde à cet égard seront, pour l'Europe et pour les autres Continents, un encouragement dans cette voie.

APPENDICE

APPENDICE

Statuts de l'Institut Américain de Droit International.

ARTICLE 1^{er}. — *But.*

Il est créé une association qui porte le nom : *Institut Américain de Droit International*.

ARTICLE 2. — *But.*

L'Institut Américain de Droit International est une association scientifique sans caractère officiel.

Il se propose :

1° de préciser les principes généraux du Droit International existants, ou d'en formuler de nouveaux, en conformité de la solidarité qui unit les membres de la Société des Nations civilisées, en vue d'affermir ces liens et, notamment, les liens entre les peuples américains;

2° d'étudier les questions de Droit International, particulièrement les questions de caractère américain, en s'efforçant de les résoudre, soit conformément aux principes généralement acceptés, soit en élargissant et en développant ces principes, ou en en créant de nouveaux adaptés à la condition spéciale du Continent américain;

3° de trouver la méthode en vertu de laquelle les principes généraux ou particuliers du Droit International peuvent être soumis à une codification, et d'élaborer des projets de codification sur les questions qui s'y prêtent;

4° de contribuer au triomphe des principes de justice et d'humanité qui doivent régir les relations des peuples, considérés comme nations, par un enseignement développé du Droit Inter-

national, notamment dans les universités américaines, des conférences et des discours, ainsi que des publications et tous autres moyens;

5° d'orienter l'étude du Droit International dans un sens vraiment scientifique et pratique par une méthode en harmonie avec les nécessités de la vie moderne et en tenant compte des problèmes de notre hémisphère et des doctrines américaines ;

6° de contribuer, dans les limites de sa compétence et des moyens à sa disposition, soit au maintien de la paix internationale, soit à l'observation des lois de la guerre et à l'adoucissement de ses maux;

7° de faire progresser le sentiment de fraternité entre les Républiques du Continent américain, de manière à fortifier l'amitié et la confiance réciproque entre les citoyens des pays du Nouveau Monde.

ARTICLE III. — *Composition.*

L'Institut Américain de Droit International se compose de comités ou délégués des sociétés nationales de Droit International établies dans les différentes Républiques américaines qu'il reçoit comme affiliées et dont il est le représentant perpétuel.

Il comprend :

1° des membres fondateurs;

2° des membres titulaires ;

3° des membres d'office;

4° des membres correspondants.

Les membres fondateurs sont ceux qui ont accepté cette qualité en signant, en 1912, le projet qui maintenant forme les présents statuts.

Les membres titulaires, exclusivement choisis parmi les publicistes des différentes Républiques du Continent américain, sont élus par l'Institut, conformément à l'article suivant. Une même République n'en peut compter, simultanément, plus de cinq.

Quand le Secrétaire Général de la Société Nationale de Droit International d'une République américaine ne fait pas personnellement partie de l'Institut, il en devient de plein droit membre d'office, c'est-à-dire au titre et pour le temps de sa fonction. Les membres d'office ont, en cette qualité, les mêmes droits que les membres titulaires.

Des jurisconsultes de nationalité non-américaine, qui, par leurs écrits ou leur action, auront contribué au progrès du Droit international, pourront être élus membres correspondants.

Les membres correspondants sont invités à toutes les sessions de l'Institut, avec les mêmes droits et privilèges que les membres américains. Toutefois ils n'ont, ni en matière administrative, ni même en matière scientifique, le droit de vote.

Ils sont appelés à donner leur opinion sur les questions soumises à l'examen de l'Institut, qui trouve en eux des collaborateurs actifs.

Ils sont exempts du droit d'entrée et de la cotisation annuelle.

Un même Etat n'en peut compter plus de trois.

ARTICLE IV. — *Sociétés Nationales.*

Les Sociétés nationales organisées, dans chaque République américaine, pour l'étude et la vulgarisation du Droit International, dont les membres sont des juristes versés dans le Droit International, pourront s'affilier à l'Institut Américain. Les membres de ces sociétés jouissent de la faculté d'assister aux séances de l'Institut, mais sans délibérer ni voter.

Les sociétés nationales affiliées proposent, parmi leurs nationaux, les personnes qualifiées, pour être élues par l'Institut membres titulaires.

Les membres des sociétés nationales, qui font partie de l'Institut, constituent, dans leur pays, un comité chargé de la direction de la dite société, comité qui forme le trait d'union intellectuel de la Société nationale et de l'Institut.

Le Comité se met en communication, soit directement, soit par l'entremise du secrétaire général de l'Institut et lui envoie tous les travaux de la dite société ou lui indique l'état d'avancement où ils se trouvent.

Le Secrétaire Général de l'Institut communique les dits travaux, in extenso, en partie, ou en analyse, aux différentes sociétés internationales.

ARTICLE V. — *Bureau.*

Le Bureau de l'Institut se compose d'un Président d'honneur, d'un secrétaire général et d'un trésorier.

Avant la clôture de chaque session il est procédé à l'élection du président d'honneur et du président, qui restent en fonction jusqu'à l'élection de leurs successeurs à la session suivante.

Provisoirement, l'application du paragraphe 2 précédent est suspendue jusqu'à ce que l'Institut en ait décidé autrement.

Les élections se font au scrutin uninominal, et les membres présents sont seuls reçus à voter. Toutefois les absents sont admis à envoyer leurs votes par écrit, sous pli cacheté. Pour être élus, les candidats doivent obtenir à la fois la majorité des votes des membres présents et la majorité de l'ensemble des votes valablement émis.

ARTICLE VI. — *Conseil de Direction.*

Un Conseil de Direction constitue l'organe directeur de l'Institut. Il se réunit à Washington, siège de l'Institut.

Il se compose du président, du secrétaire général et du trésorier, membre d'office, et de deux autres membres élus au début de chaque session et rééligibles.

Il a le droit de se compléter en élisant lui-même d'autres membres s'il l'estime nécessaire.

ARTICLE VII. — *Secrétaire Général.*

Le Secrétaire Général est élu par l'Institut pour trois sessions, il est rééligible.

Il est chargé de la rédaction des procès-verbaux de chaque séance, de toutes les publications de l'Institut, de la gestion courante, de la correspondance et de l'exécution des décisions, à moins que l'Institut n'y pourvoie autrement. Il a la garde du sceau et des archives. Au début de chaque session, il présente un résumé des travaux de celle qui vient de s'écouler.

ARTICLE VIII. — *Secrétaires adjoints.*

Sur la proposition du Secrétaire Général, l'Institut peut nommer un ou plusieurs secrétaires adjoints, chargés de l'assister dans l'exercice de ses fonctions ou de le remplacer en cas d'absence.

ARTICLE IX. — *Trésorier.*

Le trésorier est élu pour trois sessions; il est rééligible. Il est chargé de la gestion financière, sous le contrôle du Conseil de direction. A chaque session il présente un rapport détaillé.

Deux membres sont désignés, dès la première séance, en qualité de commissaires-vérificateurs, pour présenter, au cours de la session, le résultat de leur examen et des comptes du trésorier.

ARTICLE X. — *Rapporteurs.*

Le Conseil de direction saisit les sociétés nationales affiliées, ou nomme des rapporteurs, parmi ses membres, ou constitue des commissions pour l'étude préparatoire des questions qui doivent être soumises aux délibérations de l'Institut.

En cas d'urgence, le Secrétaire Général prépare lui-même les rapports.

ARTICLE XI. — *Sessions.*

Il y aura au moins une session de l'Institut tous les deux ans, mais, dans cet intervalle, le Conseil de Direction peut convoquer l'Institut en session extraordinaire.

Dans chaque session, l'Institut désigne le lieu et l'époque de la session suivante. Il peut s'en remettre à cet égard au Conseil de Direction.

ARTICLE XII. — *Langues.*

Le français, langue de l'Institut de Droit International et des Conférences de la Paix, est également langue de l'Institut.

Mais l'espagnol, le portugais et l'anglais sont, de plein droit employés au titre de langues nationales.

Tout document officiel destiné à la publication est traduit dans la langue ou les langues choisies par le Bureau.

ARTICLE XIII. — *Publication des Travaux*

Après chaque session, l'Institut publie le compte rendu de ses travaux.

ARTICLE XIV. — *Cotisations et Fonds.*

Les frais de l'Institut sont couverts :

1° Par les cotisations des membres ainsi que par un droit d'entrée.

Les cotisations, à moins de dispositions contraires stipulées dans le règlement, sont d'un droit d'entrée de dix dollars et d'un droit annuel de cinq dollars. Les cotisations sont dues dès l'année de l'élection. Elles donnent droit à toutes les publications de l'Institut. Un retard de trois ans, non justifié, dans le paiement de la cotisation pourra être considéré comme équivalant à une démission.

2° Par des fondations et autres libéralités.

La formation progressive d'un fonds est proposée, dont les revenus seront consacrés aux dépenses des sessions, des publications, du secrétariat et des autres service réguliers.

ARTICLE XV. — *Amendements.*

Les présents statuts pourront être révisés ou amendés, en tout ou en partie, dans une session ordinaire, sur la demande de la majorité des membres présents et votants.

BIBLIOGRAPHIE

Institut Américain de Droit International : *Historique, Notes, Opinions*, Washington, 1916 (édition de l'Institut).

Institut Américain de Droit International : *Procès-verbaux de la première session tenue à Washington* (29 décembre 1915 au 8 janvier 1916). New-York, Oxford University Press, american branch, 1916.

The American Institute of International Law : *Its Declaration of the Rights and Duties of Nations*, by James BROWN SCOTT, président, Washington, 1916; french edition.

Institut Américain de Droit International : *Sa déclaration des Droits et Devoirs des Nations*, par James BROWN SCOTT, Washington 1916 (édition de l'Institut).

The Declaration of the Rights and Duties of Nations adopted by the American Institute of International Law. Address of the Honorable ELIHU ROOT, president of the American Society of International Law at its tenth annual meeting, Avril, 27, 1916, Washington, D. C.

Institut Américain de Droit International : *Acte final de la session de la Havane* (deuxième session de l'Institut), 22-27 janvier 1917. Résolutions et projets. New-York, Oxford University Press, american branch, 1917.

Institut Américain de Droit International : *Rapport-questionnaire et projets présentés à la deuxième session de l'Institut Américain de Droit International à la Havane*, par Alejandro ALVAREZ, secrétaire général de l'Institut, Washington, 1917.

The Recommendations of the Habana concerning international organization adopted by the American Institute of International Law at Habana, January 23, 1917. Address and commentary by James BROWN SCOTT, Président of the American Institute of International Law, New-York, Oxford University Press, 1917.

Codification du Droit International Américain. Projets des Conventions préparés à la demande du Conseil directeur de l'Union Panaméricaine du 2 janvier 1924 pour être soumis à l'examen de la Commission Internationale de Jurisconsultes et présentés par l'Institut Américain de Droit International au Conseil directeur de l'Union Panaméricaine, le 2 mars 1925, Washington, D. C. Union Panaméricaine, 1925.

Quinta Conferencia Internacional Americana. Cantaco de Chili 25 de marzo-3 de Mayo 1923. Tratado, convenciones y resoluciones. Publicados por la Union Panamerica, Washington, D. C. 1923.

Alejandro ALVAREZ : *La Grande Guerre et la neutralité du Chili*. Paris 1915, édition Pédone.

Alejandro Alvarez : *Le Droit International de l'avenir*. Washington, A. C. édition de l'Institut.

Alejandro ALVAREZ : *La Codification du Droit International. Ses tendances, ses bases*. Paris, 1912, édition Pédone.

Alejandro ALVAREZ : *Le Droit International Américain. Son fondement, sa nature*, d'après l'histoire diplomatique des Etats du Nouveau Monde et leur vie politique et économique, Paris, 1910, édition Pédone.

The Codification of International Law in America. Address by James BROWN SCOTT, vice-president of the Society (Reprinted from the proceedings of the American Society of International Law). Washington, D. C. April 23-25, 1925.

The Development of International Law. Address by Charles E. HUGHES, president of the Society (Reprinted from the proceedings of the American Society of International Law, Washington, D. C. April 23-25, 1925).

Alejandro ALVAREZ : *L'Organisation Internationale d'après le Traité de Versailles*. Droit Public Européen, Droit Public Américain. Communication à l'Académie des Sciences morales et politiques. Paris, Alcan, 1920.

Alejandro ALVAREZ : *The Monroe Doctrine its importance in the international Life of the States of New World*. New-York, Oxford University Press 1924.

Paul FAUCHILLE : *Traité de Droit International Public*. tome I^{er}, 1^{re} partie. Paris, Rousseau, 1922.

Institut de Droit International : 27^e Commission. *Rapport concernant l'étude critique du Pacte de la Société des Nations*, par Alejandro ALVAREZ, rapporteur. Paris, les Presses Universitaires de France, 1922.

Alejandro ALVAREZ : *La V^e Conférence Pan Américaine et la Société des Nations*, Paris, Alcan, 1924.

Alejandro ALVAREZ : *Le nouveau Droit International Public et sa codification en Amérique* (Plan développé des matières d'un ouvrage en deux volumes, devant paraître sous ce titre, et être présenté à l'Assemblée des Juristes américains à Rio de Janeiro), Paris, Rousseau, 1924.

Alfred H. FRIED : *Pan America. Entwicklung, umfang und Bedeutung der zwischenstaatlichen organisation in America 1810-1916*. Zürich, 1918.

J. BASDEVANT : *La Conférence de Rio de Janeiro de 1906 et l'Union Internationale des Républiques Américaines*. (Revue générale de Droit International Public, tome XV^e, 1908).

Nicholas MURRAY RUTLER : *Les Etats-Unis d'Amérique. Leur origine, leur développement, leur unité*. Paris, Alcan, 1925.

VU :

Le Doyen,

H. BERTHELEMY.

VU :

Le Président,

A. DE LAPRADELLE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

P. LAPIE.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE	3
INTRODUCTION : Aperçu général des associations ayant pour objet l'étude du Droit International et sa diffusion; des idées du Nouveau Monde et de l'importance de l'Institut Américain de Droit International	7

PREMIÈRE PARTIE

L'Institut Américain de Droit International

Ses buts, — son organisation. — ses travaux

CHAPITRE PREMIER. — La fondation de l'Institut Américain de Droit International. Ses buts. Son organisation.....	31
CHAPITRE II. — L'inauguration et la première session de l'Institut à Washington, du 29 décembre 1915 au 8 janvier 1916.....	40
CHAPITRE III. — La deuxième session de l'Institut à la Havane en janvier 1917. Les projets de M. Alejandro Alvarez.....	52
CHAPITRE IV. — La réunion du Comité de l'Institut Américain de Droit International pour la Codification de Droit International à la Havane, en février 1924. — Le Code du Droit Internatio- nal Américain	68

DEUXIÈME PARTIE

**L'étude critique du rôle et de l'œuvre de
l'Institut Américain de Droit International.**

CHAPITRE PREMIER. — Le rôle de l'Institut	97
CHAPITRE II. — L'œuvre de l'Institut	108
CHAPITRE III. — Conclusion	156
APPENDICE : Statuts de l'Institut Américain de Droit International..	163
BIBLIOGRAPHIE	169
TABLE DES MATIÈRES	171
